



Assemblée générale

Distr. générale
17 février 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 152 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission multidimensionnelle
intégrée des Nations Unies pour la stabilisation
en République centrafricaine**

**Budget de la Mission multidimensionnelle intégrée
des Nations Unies pour la stabilisation en République
centrafricaine pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022
au 30 juin 2023**

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mandat et résultats attendus	5
A. Considérations générales	5
B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui	6
C. Coopération au niveau régional	22
D. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	22
E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	23
II. Ressources financières	79
A. Vue d'ensemble	79
B. Contributions non budgétisées	80
C. Gains d'efficience	80
D. Taux de vacance	80
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	81
F. Formation	82
G. Désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration	83
H. Services de détection des mines et de déminage	84



I.	Autres activités relatives aux programmes	86
J.	Projets à effet rapide	90
III.	Analyse des variations	91
IV.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	97
V.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/298 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale	98
A.	Assemblée générale	98
B.	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	110
Annexes		
I.	Définitions	114
II.	Organigrammes	116
Carte.	118

Résumé

Le présent rapport porte sur le budget de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, dont le montant s'élève à 1 087 084 900 dollars.

Ce budget est en augmentation de 50 489 300 dollars (4,9 %) par rapport aux crédits de 1 036 595 600 dollars ouverts pour 2021/22.

Au cours de l'exercice, la MINUSCA s'emploiera à atteindre l'objectif stratégique général fixé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2605 (2021). Elle poursuivra son rôle politique à l'appui de la création de conditions propices à la pleine application de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, aidera les autorités nationales à organiser des élections locales pacifiques et à faire face aux menaces que représentent les engins explosifs, et continuera de s'attacher à protéger les civils, à aider à mettre en place des conditions de sûreté favorables à l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire et à assurer la protection du personnel et des biens des Nations Unies.

Le budget proposé doit permettre de financer le déploiement de 155 observateurs militaires, 14 245 membres des contingents, 600 membres de la police des Nations Unies, 2 420 membres d'unités de police constituées, 763 agents recrutés sur le plan international (dont 31 temporaires), 615 agents recrutés sur le plan national (dont 1 temporaire), 294 Volontaires des Nations Unies et 108 membres du personnel fourni par des gouvernements.

La corrélation entre le montant total des ressources demandées pour l'exercice 2022/23 et l'objectif de la MINUSCA est expliquée dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (sécurité, protection des civils et droits de l'homme ; appui au processus politique, au processus de paix et à la réconciliation ; lutte contre l'impunité et appui à l'extension de l'autorité de l'État et à l'état de droit ; et appui). Les effectifs de la Mission ont été déterminés composante par composante, si ce n'est que pour la direction exécutive et l'administration, ils l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Mission.

Les explications relatives à la variation des ressources, humaines et financières, font référence s'il y a lieu aux produits correspondants prévus par la Mission.

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie	Dépenses (2020/21)	Montant alloué (2021/22)	Dépenses prévues (2022/23)	Variation	
				Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	467 679,1	576 938,4	605 014,4	28 076,0	4,9
Personnel civil	209 224,9	221 795,3	228 668,0	6 872,7	3,1
Dépenses opérationnelles	259 413,8	237 861,9	253 402,5	15 540,6	6,5
Montant brut	936 317,8	1 036 595,6	1 087 084,9	50 489,3	4,9
Recettes provenant des contributions du personnel	15 715,1	14 986,2	16 058,7	1 072,5	7,2
Montant net	920 602,7	1 021 609,4	1 071 026,2	49 416,8	4,8
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—	—
Total	936 317,8	1 036 595,6	1 087 084,9	50 489,3	4,9

Ressources humaines^a

	Observa- teurs militaires	Contin- gents	Police des Nations Unies	Unités de police consti- tuées	Personnel recruté sur le plan inter- national	Personnel recruté sur le plan national ^b	Emplois de tempo- raire ^c	Volon- taires des Nations Unies	Personnel fourni par des gouver- nements	Total
Direction exécutive et administration										
Effectif approuvé 2021/22	—	—	—	—	124	88	3	48	—	263
Effectif proposé 2022/23	—	—	—	—	127	92	1	49	—	269
Composantes										
Sécurité, protection des civils et droits humains										
Effectif approuvé 2021/22	169	14 187	600	2 420	49	30	7	27	—	17 489
Effectif proposé 2022/23	155	14 201	600	2 420	56	30	—	27	—	17 489
Appui au processus politique, au processus de paix et à la réconciliation										
Effectif approuvé 2021/22	—	—	—	—	56	10	31	61	—	158
Effectif proposé 2022/23	—	—	—	—	56	10	31	61	—	158
Lutte contre l'impunité et appui à l'extension de l'autorité de l'État et à l'état de droit										
Effectif approuvé 2021/22	—	—	—	—	49	110	—	13	108	280
Effectif proposé 2022/23	—	—	—	—	49	110	—	13	108	280
Appui										
Effectif approuvé 2021/22	—	44	—	—	416	366	28	132	—	986
Effectif proposé 2022/23	—	44	—	—	444	372	—	144	—	1 004
Total										
Effectif approuvé 2021/22	169	14 231	600	2 420	694	604	69	281	108	19 176
Effectif proposé 2022/23	155	14 245	600	2 420	732	614	32	294	108	19 200
Variation nette	(14)	14	—	—	38	10	(37)	13	—	24

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé ou proposé.

^b 113 administrateurs nationaux et 501 agents des services généraux.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 31 agents recrutés sur le plan international, et 1 agent(e) des services généraux.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section IV du présent rapport.

I. Mandat et résultats attendus

A. Considérations générales

1. Le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2149 \(2014\)](#). La dernière prorogation en date de ce mandat, jusqu'au 15 novembre 2022, a été autorisée par le Conseil dans sa résolution [2605 \(2021\)](#).
2. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif stratégique général, qui est de contribuer à créer les conditions politiques, les conditions de sécurité et les conditions institutionnelles qui permettent de réduire durablement la présence de groupes armés et la menace qu'ils représentent en adoptant une approche globale et une posture proactive et robuste.
3. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission contribuera, au cours de l'exercice budgétaire, à un certain nombre de réalisations, en exécutant les produits clés présentés dans les tableaux ci-après. Ces tableaux s'articulent autour de quatre composantes (sécurité, protection des civils et droits humains ; appui au processus politique, au processus de paix et à la réconciliation ; lutte contre l'impunité et appui à l'extension de l'autorité de l'État et à l'état de droit ; et appui), qui découlent du mandat de la Mission.
4. Les réalisations escomptées sont celles qui permettront d'atteindre, au terme du mandat de la Mission, l'objectif fixé par le Conseil de sécurité, tandis que les indicateurs de succès serviront à mesurer les progrès accomplis au cours de l'exercice budgétaire. Les effectifs de la Mission ont été déterminés composante par composante, si ce n'est que pour la direction exécutive et l'administration, ils l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Mission. La variation des effectifs par rapport au budget approuvé de 2021/22 est analysée pour chaque composante.
5. Dans sa résolution [2605 \(2021\)](#), le Conseil de sécurité a inclus des tâches renforcées et/ou élargies, comme suit :
 - a) Prendre des mesures concrètes pour atténuer et éviter, selon le cas, l'utilisation des écoles par les forces armées, pour dissuader les parties au conflit d'utiliser les écoles, et pour faciliter la continuité de l'éducation dans les situations de conflit armé ;
 - b) Aider les autorités nationales à prévenir, atténuer et combattre la menace que représentent les engins explosifs ;
 - c) Apporter une protection et une aide spécifiques aux femmes et aux enfants touchés par le conflit armé, notamment en déployant des conseillers pour les questions de protection, des conseillers pour la protection de l'enfance, des conseillers pour la protection des femmes et des conseillers civils et en tenue et des points de contact pour les questions de genre, ainsi qu'en mettant sur pied des consultations avec des organisations de femmes, et en adoptant à cet égard une démarche qui tienne compte des questions de genre et soit axée sur les personnes rescapées, en particulier pour aider au mieux celles ayant échappé de violences sexuelles, et appuyer la participation des femmes aux mécanismes d'alerte rapide ;

Note : les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux : SSG = Sous-Secrétaire général(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; GN = agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; VNU = Volontaires des Nations Unies ; SGA = Secrétaire général adjoint.

d) Appuyer la mise en œuvre du communiqué conjoint de l'Organisation des Nations Unies et du Gouvernement centrafricain tendant à prévenir et combattre les violences sexuelles en période de conflit et tenir compte de ces préoccupations spécifiques dans toutes les activités des composantes de la Mission, conformément à la politique des Nations Unies pour les missions sur le terrain sur la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits et les moyens de la combattre, et veiller, en coopération avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, à ce que le risque de violences sexuelles en période de conflit soit pris en compte dans les systèmes de collecte de données, d'analyse des menaces et d'alerte rapide de la Mission ;

e) Aider les autorités nationales à mener à bien un dialogue républicain pleinement inclusif¹ et à préparer et organiser des élections locales pacifiques en 2022, en leur offrant ses bons offices, y compris en favorisant le dialogue entre tous les acteurs politiques, de façon inclusive, afin d'apaiser les tensions durant la période électorale, ainsi qu'en leur fournissant un appui en matière de sécurité et un soutien opérationnel, logistique et, le cas échéant, technique, en particulier de manière à faciliter l'accès aux zones reculées, et en coordonnant l'assistance électorale internationale avec le Programme des Nations Unies pour le développement(PNUD) ;

f) Aider les autorités nationales à mettre en œuvre un programme inclusif, tenant compte des questions de genre et progressif pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration des membres des groupes armés et, dans le cas des combattants étrangers, pour leur rapatriement, et, le cas échéant et en consultation et en coordination avec les partenaires internationaux, soutenir d'éventuels sites temporaires de cantonnement volontaire à l'appui d'une réintégration socioéconomique dans la collectivité, en accordant une attention particulière aux besoins des enfants associés aux forces et groupes armés et aux combattantes, et à la nécessité de séparer les enfants de ces forces et groupes et d'éviter de nouveaux enrôlements, notamment par la mise en œuvre de programmes tenant compte des questions de genre.

6. Le quartier général et la base de soutien logistique de la Mission sont situés à Bangui et desserviront les 139 sites implantés à Bangui et dans tout le pays. Les sites de la Mission comprennent 12 bureaux extérieurs dotés d'effectifs civils, policiers et militaires, dont celui de Bangui, et d'autres lieux d'affectation dotés d'effectifs militaires et policiers.

B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui

7. La Mission, en coopération avec ses partenaires, a établi et mis en œuvre un certain nombre d'initiatives clés à l'appui des autorités centrafricaines qui ont contribué aux efforts visant à revitaliser le processus politique, notamment la préparation d'un dialogue républicain, et à la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (Accord de paix). D'autres initiatives consistent notamment à renforcer les mécanismes locaux d'alerte précoce et de protection communautaire ; à concourir à la tenue des élections présidentielle et législatives ; à progresser dans la préparation d'élections locales libres, régulières, ouvertes à tous, transparentes, pacifiques, crédibles et dans les délais prévus ; à améliorer la sécurité et la protection des civils, et à promouvoir l'état de droit ; à prévenir et à atténuer les violations des droits humains et du droit

¹ Le Président, Faustin Archange Touadera, a proposé un dialogue républicain sous forme de consultation publique et ouverte à tous sur les questions de paix, de sécurité, de stabilité et de réconciliation nationale.

humanitaire international et les atteintes à ces droits et à mettre en place des mesures correctives ; à assurer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des combattants ; à favoriser un dialogue politique et communautaire ; à appuyer les processus de paix ; et à étendre la présence de l'État à l'ensemble du pays par un déploiement accru de fonctionnaires et par des efforts visant à soutenir le déploiement des forces de sécurité intérieure. Le Gouvernement a continué à mettre en œuvre le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (2021-2023), soutenu par les donateurs.

8. La MINUSCA exploitera les enseignements tirés de l'élection présidentielle du 27 décembre 2020 et de plusieurs tours d'élections législatives organisés en 2021 pour orienter son soutien à la prochaine étape du processus de démocratisation en République centrafricaine. Le 1^{er} octobre 2021, l'Autorité nationale des élections a adopté un calendrier électoral récapitulatif pour 2022 et 2023 pour les élections locales aux niveaux municipal et régional, selon lequel le premier et le second tour des élections locales devraient se tenir respectivement en septembre 2022 et janvier 2023. Le scrutin sera précédé d'opérations préélectorales visant à renforcer le caractère inclusif du processus. La MINUSCA continuera à fournir un soutien intégré à l'Autorité en vue de la préparation des élections locales, notamment dans les nouvelles circonscriptions administratives établies en vertu des lois sur la décentralisation. Au cours de l'exercice 2022/23, la Mission s'emploiera à aider à l'enregistrement des candidats, à la formation et à l'éducation civique, ainsi qu'à assurer le soutien logistique et la distribution de matériel électoral. En coordination avec le PNUD, les efforts de mobilisation des ressources financières requises se poursuivront, en tirant parti de l'investissement matériel et les moyens mis en place pour les élections nationales de 2020 et 2021. La MINUSCA continuera d'exercer ses bons offices pour rétablir un climat politique favorable, aidera l'Autorité nationale des élections à planifier les opérations pour les prochains tours des élections et maintiendra un dispositif militaire vigoureux pour dissuader les groupes armés d'entraver davantage les élections et l'acheminement de l'aide humanitaire et pour protéger les civils.

9. Les conditions de sécurité régnant dans le pays continuent d'être affectées par les violences politiques qui ont débuté à la mi-décembre 2020, notamment la formation de la Coalition des patriotes pour le changement, qui a lancé des attaques contre les forces de défense nationale et de sécurité intérieure, et la contre-offensive qui s'en est suivie de la part des forces gouvernementales, avec le soutien d'autres agents des services de sécurité. L'intensification du conflit armé s'est accompagnée d'une nouvelle menace pour la sécurité et la sûreté de la population, du personnel civil et en uniforme des Nations Unies, sous la forme d'une recrudescence des incidents liés à des engins explosifs dans les régions occidentales de la République centrafricaine. En outre, si les forces de défense nationale ont réalisé des gains territoriaux sur les groupes armés, leur maintien reste fragile et le déploiement des forces de sécurité intérieure dans les zones situées en dehors de Bangui est resté limité, ce qui fragilise les acquis engrangés et crée un risque de vide sécuritaire. Les groupes armés ont toujours les moyens également de lancer une offensive et de menacer la population civile. La situation de sécurité est restée précaire, en particulier dans l'ouest, le nord-ouest et le centre du pays, du fait de la poursuite des affrontements entre des groupes armés, pour la plupart affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement, et les forces de défense nationale, assistées par des forces de sécurité déployées de manière bilatérale et d'autres agents des services de sécurité, ce qui a provoqué des pertes humaines et des déplacements.

10. La MINUSCA continue de mettre en œuvre son mandat de manière énergique, notamment en ce qui concerne la sécurité et la protection des civils dans un environnement difficile, marqué par une augmentation sans précédent des menaces et

des actes hostiles de la part des forces de défense nationale et d'autres agents des services de sécurité visant la MINUSCA. Ces agissements continueront de poser de graves risques pour la sécurité des soldats de la paix et des défis dans l'exécution du mandat de la Mission. Ce comportement contrevenait aux engagements pris par le Gouvernement dans le cadre de l'accord sur le statut de la mission avec la MINUSCA en entravant la liberté de mouvement de la Mission et en violant les privilèges et immunités applicables à la MINUSCA et à ses biens.

11. Au cours de l'exercice 2021/22, les affrontements entre les groupes armés et les forces de défense nationale assistées par d'autres agents des services de sécurité ont entraîné une recrudescence des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits, ainsi que des décès de civils liés au conflit. La plupart des décès de civils résultaient d'un usage aveugle, disproportionné et excessif de la force, notamment par les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et d'autres agents des services de sécurité. Les groupes armés ont perpétré la majorité des violations des droits humains documentées, notamment le meurtre de civils et l'occupation d'infrastructures publiques et de résidences privées. Les opérations militaires contre les groupes armés et le changement de tactique des mêmes groupes armés lançant des attaques contre la population civile devraient se poursuivre et s'accompagner d'atteintes aux droits de l'homme et de violations du droit humanitaire international par les différentes parties au conflit. La MINUSCA continuera de prôner le respect du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés, ainsi que la mise en jeu de la responsabilité des auteurs de ces actes. Conformément à la résolution 2605 (2021), la Mission surveillera les violations et sévices commis contre les femmes et les enfants, y compris les viols et autres formes de violence sexuelle commis en période de conflit armé, concourir aux enquêtes et faire rapport à ce sujet. La MINUSCA aidera également les autorités centrafricaines à protéger et promouvoir les droits de l'homme et à prévenir les violations et les atteintes, en s'appuyant sur les progrès réalisés grâce à la création d'une commission d'enquête spéciale le 4 mai 2021.

12. À la suite du mini-sommet des chefs d'État de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs qui s'est tenu à Luanda le 20 avril 2021 sur la situation en République centrafricaine, une feuille de route commune pour la paix en République centrafricaine a été adoptée le 16 septembre 2021 afin de redynamiser le processus de paix. Les chefs d'État ont appelé le Gouvernement à décréter un cessez-le-feu par et réaffirmé la poursuite des consultations avec les dirigeants des groupes armés en vue d'une renonciation totale à la violence. En conséquence, le Président de la République centrafricaine, Faustin Touadera, a annoncé, le 15 octobre 2021, un cessez-le-feu unilatéral et exhorté les dirigeants de la Coalition des patriotes pour le changement à respecter pleinement leurs engagements et à donner une chance à la paix, à la sécurité et au développement socioéconomique du pays. La Mission soutiendra le processus de paix en accompagnant la mise en œuvre de la feuille de route commune dans le cadre défini de l'Accord de paix, qui représente la voie la plus viable pour la paix et la stabilité en République centrafricaine, et en contribuant à la surveillance du cessez-le-feu, conformément au mandat du Conseil de sécurité. La MINUSCA continuera à appuyer le fonctionnement des mécanismes de l'Accord de paix et à assurer une meilleure coordination aux niveaux local, national et régional.

13. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a considérablement compliqué la tâche de la MINUSCA et des autorités nationales, le taux de vaccination restant faible et la déjà grande vulnérabilité de la population du pays étant de surcroît exacerbée. La Mission continuera à renforcer la coordination avec les autorités nationales et les partenaires internationaux pour améliorer le système de santé, construire de nouveaux centres d'isolement et réhabiliter les centres existants, sensibiliser la population aux risques liés à la COVID-19, établir des systèmes de

dépistage et contribuer à la mise en place d'une réponse concertée et efficace à l'échelle du système des Nations Unies, conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la Santé.

14. Les hypothèses sur lesquelles reposent les activités prévues de la Mission pour 2022/23 sont les suivantes:

a) Les efforts visant à revitaliser le processus politique vont probablement se poursuivre. La mise en œuvre de la feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs devrait contribuer à faire avancer les différents volets du processus politique, notamment l'Accord de paix ; le dialogue républicain ; et le processus de paix global visant à élargir l'espace politique et à renforcer l'inclusion. Les progrès sur ces différents volets seront inégaux en l'absence d'une appropriation nationale ferme et d'une inclusion dans le processus politique global. Alors que les ressources de la communauté internationale en faveur de la République centrafricaine devraient diminuer, le mandat politique robuste et indépendant de la MINUSCA, ses bons offices et son rôle de coordination et de rassemblement continueront d'être essentiels pour faciliter l'unité et la cohérence des efforts visant à élargir et à soutenir le processus de paix et pour favoriser l'engagement de toutes les parties prenantes centrafricaines à poursuivre la mise en œuvre de la feuille de route conjointe et de l'Accord de paix et à tenir le dialogue républicain ;

b) L'Accord de paix, complété par la feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, restera le principal cadre du dialogue politique et de la consolidation de la paix dans le pays, mais la volonté politique des parties à l'Accord de continuer à s'engager dans un dialogue global et un processus de paix pourrait être limitée, étant donné qu'elles pourraient continuer à faire preuve de méfiance et à privilégier une solution militaire. Les avancées vers les étapes clés envisagées dans l'Accord auront sans doute été freinées tout au long de la période électorale nationale par l'action de certains groupes armés s'écartant de leurs engagements et réduisant leur participation pour essayer de mettre le processus électoral au service de leur intérêt politique. Cela pourrait entraîner des retards dans la mise en œuvre des dispositions clés de l'Accord de paix et des recommandations issues de l'évaluation organisée par le Gouvernement au début de l'année 2021 ;

c) Le dialogue républicain devrait avoir abouti, mais sa portée et son degré d'ouverture pourraient être remis en question, étant donné l'approche restrictive du processus et la réticence de l'opposition politique et de la société civile à y prendre part. L'aboutissement du processus de dialogue peut ne pas s'attaquer pleinement aux facteurs structurels et aux causes profondes du conflit, ni conduire à un climat politique favorable ;

d) Des conflits localisés risquent de continuer à déstabiliser certaines parties du pays, alimentés par des tensions intercommunautaires, le recours à l'action armée et militaire et la stigmatisation accrue des communautés marginalisées. Les efforts locaux de prévention et de règlement des conflits devront être renforcés, tant dans le cadre de l'architecture de mise en œuvre locale de l'Accord de paix que dans celui des mécanismes de dialogue intercommunautaire à plus long terme. Pendant ce temps, l'instabilité et l'insécurité causées par la transhumance saisonnière le long des frontières continueront également à représenter un risque pour les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs. Les problèmes de sécurité transfrontaliers continueront probablement à avoir une incidence sur la dynamique régionale ;

e) Les forces de défense nationale et d'autres agents des services de sécurité sont susceptibles de poursuivre des opérations militaires résiduelles, malgré la proclamation du cessez-le-feu. Cependant, on s'attend à ce qu'elles se soient ralenties et que, par conséquent, les Forces armées centrafricaines et d'autres acteurs de la

sécurité contrôlent certains lieux stratégiques, même s'il reste difficile d'anticiper leur effet et leur durabilité. La MINUSCA continuera à assurer de fait la sécurité de la population, en particulier des minorités et des personnes les plus vulnérables. Cependant, les obstructions et les violations de l'accord sur le statut de la mission continueront à représenter des défis pour elle ;

f) Les facteurs de conflit, notamment les griefs économiques et politiques, qui ont conduit à la formation et au maintien de groupes armés, ne devraient pas nettement changer, ce qui se traduit par la menace et la présence continues de groupes armés. Les conséquences des opérations militaires et le ciblage de certains groupes religieux et ethniques pourraient également exacerber les tensions communautaires et amener les jeunes de ces communautés à rejoindre des groupes armés et/ou à provoquer des conflits intercommunautaires dans certaines régions ;

g) Les tactiques militaires auront évolué, notamment l'utilisation accrue d'engins explosifs, qui pourraient s'étendre à d'autres parties du pays que l'ouest et constituer une grave menace pour la population, en particulier les femmes et les enfants, les acteurs humanitaires et le personnel des Nations Unies, et produiront un effet sur la mise en œuvre du processus politique. Le déplacement des groupes armés de leur fief devrait également conduire à un plus grand recours à des tactiques d'extorsion illégales de leur part, ce qui entravera la liberté de circulation des citoyens centrafricains ;

h) Conformément au calendrier électoral et à l'Accord de paix, la réforme législative pertinente devrait être mise en œuvre, bien que les textes de loi sur la décentralisation puissent être acceptés ou rejetés sur la base des accords de partage du pouvoir existant au niveau local ;

i) L'Autorité nationale des élections continuera à avoir besoin d'une importante assistance technique et d'un soutien opérationnel et logistique de la part de la MINUSCA pour la tenue effective des élections locales de septembre 2022 à janvier 2023. Les élections locales se caractériseront par de plus grands enjeux et complexités étant donné le nombre élevé de candidats et de circonscriptions électorales. De nombreuses activités d'éducation civique et de sensibilisation seront nécessaires pour aider la population locale à comprendre le processus électoral local et la décentralisation. Les activités électorales resteront protégées dans le respect des droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique, mais il arrivera, dans certains cas, que les interventions liées aux élections relèvent du discours de haine ou de l'incitation publique à la violence, ce qui nécessitera une surveillance accrue et des mesures visant à en atténuer les effets ;

j) Les ressources nécessaires au Gouvernement pour la tenue des élections viendront à la fois du budget national et des contributions de partenaires et de donateurs internationaux. La MINUSCA offrira ses bons offices, assurera la sécurité, fournira un appui opérationnel, logistique et, le cas échéant, technique, et coordonnera l'assistance électorale internationale à l'appui d'élections locales ouvertes à tous, transparentes, crédibles, pacifiques et dans les délais prévus, en application de la résolution 2605 (2021) du Conseil de sécurité. Toutefois, le bon déroulement des élections pourrait être compromis par le manque de ressources, la lenteur du décaissement des fonds par le Gouvernement et les partenaires internationaux et le manque de capacités techniques des autorités ;

k) Une Cour pénale spéciale opérationnelle aura lancé des enquêtes sur un plus grand nombre de crimes graves, contre lesquels elle aura engagé des poursuites, ce qui permettra de remédier aux problèmes anciens d'impunité et de favoriser la réconciliation nationale, en agissant en complément d'autres tribunaux et institutions judiciaires nationaux. Les autorités feront sans doute appel à la MINUSCA pour les

aider à arrêter les auteurs présumés de crimes et apporter son concours aux enquêtes visant ces personnes et leur détention provisoire, ce qui contribuera, parallèlement aux autres mesures prises en matière de justice pénale et transitionnelle, à lutter contre l'impunité ;

l) Le Gouvernement aura progressé dans la mise en activité de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation et aura commencé à mettre en œuvre ses recommandations, avec le soutien de la population, afin d'obtenir des avancées dans la recherche de la vérité pour les victimes de la violence, en particulier les femmes et les enfants, et de favoriser la réconciliation dans le pays ;

m) Le pays, avec l'appui de partenaires internationaux, et en fonction de la situation en matière de sécurité, aura commencé à mettre en place d'importantes réformes, ce qui permettra d'étendre davantage l'autorité de l'État. Toutefois, le déploiement du personnel chargé de la sécurité et de l'état de droit ainsi que de l'administration civile dans toutes les parties du pays en dehors de la capitale restera limité. Des problèmes structurels, notamment le manque d'infrastructures, de facilités de paiement et de contrôle, continueront de poser un problème à la présence effective et durable de l'autorité de l'État ;

n) Les réunions toujours plus nombreuses des commissions mixtes bilatérales avec les pays voisins permettront de continuer à traiter des dimensions transnationales du conflit. Le Groupe international de soutien à la République centrafricaine et les organisations régionales partenaires auront continué à se réunir, permettant à la région de rester engagée dans le processus de paix et le processus politique ;

o) La MINUSCA devrait avoir progressé dans la mise en œuvre des recommandations issues de divers examens sur l'amélioration de la performance de la mission, avec un accent particulier sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par le personnel de la MINUSCA risquent d'éclipser la mise en œuvre du mandat ;

p) La propagation de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les risques qu'elle représente auront été réduits, mais la circulation du virus nécessitera une adaptation et une vigilance continues de la part de toutes les parties prenantes. On prévoit que la majorité de la population centrafricaine n'aura pas accès à un vaccin et que le respect des mesures préventives, comme le port de masques, restera extrêmement limité. La Mission continuera de prendre des dispositions pour atténuer toute répercussion à moyen terme sur l'exécution de son mandat et assurer la continuité de ses activités. Il s'agira notamment d'adopter des mesures et de les adapter pour réduire l'incidence de la propagation du virus dans le pays et faire en sorte que le personnel de la MINUSCA ne soit pas un vecteur de contamination ;

q) Quelles que soient l'incidence et la durée de la pandémie de COVID-19, la situation humanitaire devrait rester désastreuse et les niveaux de déplacement élevés, en l'absence d'investissements considérables dans le développement et de dividendes de la paix pour la population. L'environnement opérationnel des partenaires humanitaires devrait rester instable et dangereux, ce qui pourrait avoir un effet néfaste sur les opérations humanitaires vitales ;

r) Malgré les contraintes logistiques et infrastructurelles qui pèsent sur le pays, la Mission combattra plus efficacement les menaces contre la sécurité grâce à un dispositif militaire et policier efficace et solide, au renforcement de ses effectifs, à une flexibilité et une mobilité accrues, et à la mise en œuvre des principales recommandations relatives à la performance de la Mission, notamment en ce qui concerne les bases d'opérations temporaires ;

(s) Comme pour les exercices précédents, les hypothèses principales sur lesquelles reposent les opérations et les plans de la Mission pendant l'exercice 2022/23 sont fonction dans une large mesure de la mise à disposition des ressources nécessaires pour lui permettre d'exécuter pleinement et efficacement son mandat, tout en prenant des initiatives visant à accroître l'efficacité dans la mesure du possible.

15. Lancé à la MINUSCA en 2019, le Système complet de planification et d'évaluation de la performance est utilisé régulièrement pour planifier, évaluer, adapter et renforcer les opérations en vue d'améliorer l'exécution des activités prescrites, ainsi que pour orienter l'élaboration des cadres de budgétisation axée sur les résultats. Il est également régulièrement utilisé pour évaluer l'efficacité et les effets des produits de la Mission ainsi que pour recenser les meilleures pratiques et les domaines dans lesquels les opérations peuvent être renforcées. La MINUSCA se sert également des données et des analyses centralisées dans le Système pour mieux montrer aux États Membres, notamment dans les rapports du Secrétaire général et lors des séances d'information du Conseil de sécurité, en quoi elle contribue à l'évolution de la situation et les difficultés auxquelles elle se heurte.

16. La MINUSCA a mis à profit ses processus de planification interne pour orienter l'élaboration des cadres de budgétisation axée sur les résultats, son objectif étant de s'assurer : a) qu'ils sont axés sur les plus hautes priorités de la Mission ; b) qu'ils sont fondés sur les dernières analyses du contexte local et des nouvelles perspectives ; c) qu'ils ciblent les acteurs considérés comme jouant un rôle essentiel dans la promotion du changement et l'exécution des tâches prescrites ; d) qu'ils tiennent compte des évaluations de sa performance et de son effet ; et e) que les indicateurs des cadres de budgétisation axée sur les résultats sont alignés sur les indicateurs et produits axés sur l'incidence du Système complet de planification et d'évaluation de la performance et mettent donc de plus en plus l'accent sur l'impact. L'utilisation de ce Système aux fins de l'élaboration des cadres de budgétisation axée sur les résultats a également aidé la MINUSCA à privilégier les produits considérés comme pouvant avoir la plus forte incidence.

17. Le projet de budget pour l'exercice 2022/23 tient compte des modifications apportées au tableau d'effectifs de la Mission. Les changements d'effectifs comprennent la conversion de 38 emplois de temporaire en postes financés au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), du fait que les fonctions considérées ont un caractère continu. Dans le rapport budgétaire de la MINUSCA pour l'exercice 2018/19, le Secrétaire général a proposé la conversion de 39 emplois de temporaire en postes, en raison principalement du caractère continu des fonctions considérées. Ces emplois de temporaire font partie des effectifs du Service de déontologie et de discipline, du Bureau du (de la) chef de la police, du Centre d'appui à la mission, du Bureau du (de la) responsable de la prestation des services, de la Section du génie et de la gestion des installations et de la Section des achats. Considérant qu'un examen stratégique de la MINUSCA était prévu pour l'été 2018, avec la possibilité qu'un examen du personnel civil suive, s'il est recommandé, à la suite de cet examen stratégique, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé de ne pas approuver les conversions proposées à ce moment-là. Par la suite, si un examen stratégique a été mené en 2018 comme prévu, un examen de la dotation en personnel civil n'a pas été recommandé. Les membres du personnel qui assument toutes les fonctions d'appui et tâches fonctionnelles approuvées au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) sont tenus de s'acquitter du mandat de la Mission.

18. Dans sa résolution [2566 \(2021\)](#), le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement de personnel en uniforme supplémentaire pour renforcer la capacité de la Mission de s'acquitter de son mandat compte tenu de la dégradation de la situation en matière de

sécurité et de la menace à l'ordre démocratique. Le déploiement des 3 690 militaires et policiers supplémentaires autorisés représente une augmentation de 26,9 % du nombre d'agents en tenue. Soutenir le déploiement du personnel supplémentaire avec une augmentation minimale du nombre de personnel d'appui représente des défis majeurs nécessitant le renforcement des composantes civiles de la MINUSCA. La Mission cherche à renforcer davantage ses fonctions d'appui civil et ses fonctions organiques grâce aux conversions proposées de fonctions qui ont un caractère continu et qui devraient être nécessaires pendant toute la durée de son mandat. Les emplois de temporaire dont la conversion est proposée jouent un rôle d'appui crucial nécessaire à la bonne exécution du mandat de la Mission par le renforcement de son personnel en uniforme. De même, la Mission cherche également à renforcer davantage le Service de déontologie et de discipline, la Division des droits de l'homme, la Section du génie et de la gestion des installations et la Section de la sécurité.

Principales priorités de la Mission

19. Pour atteindre son objectif stratégique pendant l'exercice 2022/23, la Mission a reçu pour mandat de continuer à se concentrer sur les tâches prioritaires de maintien de la paix : assurer la protection des civils, notamment en aidant les autorités nationales à prévenir, à atténuer et à combattre la menace que représentent les engins explosifs ; exercer ses bons offices et apporter son appui au processus de paix, et notamment à l'application de l'Accord de paix et aux efforts de réconciliation nationale, de cohésion sociale et de justice transitionnelle ; aider à mettre en place des conditions de sûreté favorables à l'acheminement immédiat, sans restriction, en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire ; assurer la protection du personnel et des biens des Nations Unies.

20. Outre ces tâches prioritaires, la MINUSCA est chargée, dans la limite de ses capacités et ressources et en coordination avec le Gouvernement centrafricain, de mener les tâches suivantes : promouvoir et protéger les droits humains ; faciliter le dialogue républicain et les élections locales de 2022 ; continuer à renforcer son appui à l'extension de l'autorité de l'État, au déploiement du personnel de l'administration territoriale et des forces de défense nationale et de sécurité intérieure et à la préservation de l'intégrité territoriale ; prêter son concours à la réforme du secteur de la sécurité ; mettre en œuvre les programmes de désarmement, de démobilisation, de rapatriement et de réintégration ainsi que de lutte contre la violence locale ; contribuer à la justice nationale et internationale, à la lutte contre l'impunité et au respect de l'état de droit. Ces objectifs ainsi que les quatre tâches prioritaires énoncées au paragraphe 19 ci-dessus sont complémentaires.

21. Compte tenu des hypothèses susmentionnées, la Mission s'efforcera de s'acquitter de son mandat en adoptant une approche globale à l'échelle de toutes ses composantes et une posture proactive et robuste, sans préjudice des principes fondamentaux du maintien de la paix. Elle contribuera également à la préservation de l'intégrité territoriale et apportera son appui au Gouvernement pour qu'il surmonte les obstacles rencontrés sur le plan politique et en matière de sécurité, en axant ses activités sur les trois composantes thématiques interdépendantes et activités d'appui présentées ci-après et sur les priorités qui y sont définies.

Sécurité, protection des civils et droits humains

22. La protection des civils, notamment la prévention des conflits et l'atténuation des incidences qu'ils ont sur la population, restera un objectif prioritaire de la Mission, en particulier dans le cadre des préparatifs des élections locales. La stratégie de sécurité de la Mission se fondera sur une riposte intégrée qui prévoit des interventions ciblées des contingents et des forces de police, lesquelles aideront le

Gouvernement à réduire durablement la violence physique et les menaces contre les civils. Elle s'inscrira, plus largement, dans le processus politique, dont elle vise à réunir toutes les parties prenantes dans un dialogue constructif et dans un but dissuasif vis-à-vis des groupes armés, afin de favoriser la transformation du conflit par des moyens pacifiques. Grâce à une action intégrée et robuste menée en amont afin de prévenir les attaques contre les civils, la Mission pourra intervenir rapidement en cas de menaces contre les civils. À cette fin, elle pourra compter sur des équipes mixtes de protection de la population civile, des missions de reconnaissance, une forte présence de patrouilles, un dispositif de dissuasion contre les attaques possibles et plausibles, et l'organisation d'opérations de court et de long terme visant à sécuriser les principaux points chauds, ainsi que sur l'appui fourni au Gouvernement pour étendre sa présence en dehors de Bangui et prévenir les violences électorales ou politiques.

23. La Mission s'efforcera toujours plus de protéger le personnel des Nations Unies, notamment en appliquant les recommandations du général de corps d'armée (à la retraite) Carlos Alberto dos Santos Cruz contenues dans le plan d'action visant à améliorer la sécurité du personnel de maintien de la paix, en adoptant des mesures visant à améliorer les résultats et le respect du principe de responsabilité dans le cadre du maintien de la paix conformément à l'initiative « Action pour le maintien de la paix Plus » du Secrétaire général, et en mettant en œuvre des recommandations issues du Bureau du partenariat stratégique pour le maintien de la paix et d'autres examens. Elle continuera à mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, notamment en veillant à ce que les femmes participent véritablement au processus de paix et à ce que l'on progresse dans les voies de règlement politique, ainsi qu'en renforçant la prise en compte des questions de genre dans tous les domaines. En vue de créer les conditions propices à l'exécution par la Mission de son mandat, il convient d'appliquer un programme de déontologie et de discipline rigoureuses permettant de gérer et d'atténuer les risques connus associés à l'ensemble des types de fautes commises par le personnel de la Mission, en mettant un accent particulier sur la prévention de l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants vulnérables et des atteintes sexuelles à leur égard, et en complétant par une approche centrée sur les victimes.

24. La Mission renforcera le caractère multidimensionnel de la stabilisation et de la protection des civils dans des conditions de sécurité complexes marquées par des menaces contre son personnel, notamment en adaptant les mesures prises en fonction de l'évolution des tactiques utilisées par les groupes armés, comme l'utilisation accrue d'engins explosifs. La planification de la MINUSCA à cet égard s'appuiera sur la stratégie actualisée de la Mission en matière de protection des civils et sur l'analyse des violations et atteintes portant sur les droits humains et de leurs auteurs, conformément à la nouvelle stratégie politique. Une attention particulière sera accordée à l'évolution de la dynamique de sécurité, au retour des personnes déplacées et aux menaces liées aux engins explosifs afin d'améliorer les mécanismes d'alerte rapide et de garantir une réponse rapide et adéquate de la Mission pour assurer la protection des civils. La Mission continuera de prévenir les attaques contre les civils et les autres violations et atteintes portant sur les droits humains dans le cadre d'initiatives militaires et civiles coordonnées, conjuguées au renforcement des capacités des populations en matière d'appréciation des risques et des menaces, de règlement et de médiation des différends au niveau local et de prévention des flambées de violence. La stratégie de protection des civils de la Mission sera facilitée par des mécanismes de protection renforcés au niveau des populations mettant l'accent sur les mesures préventives, le renforcement de l'alerte rapide et des mesures de protection physique en amont. La Mission mobilisera son personnel militaire, policier et civil et déploiera ses efforts en matière de coopération politique pour inciter les

parties à continuer à chercher des solutions politiques au conflit et à empêcher les groupes armés d'étendre leur territoire ou de commettre des violations des droits humains et des exactions en contravention avec les engagements pris au titre de l'Accord de paix. Elle travaillera en étroite concertation avec les intervenants humanitaires pour continuer de faciliter l'instauration d'un climat de sécurité propice à l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire et au rapatriement, à l'intégration sur place et à la réinstallation des déplacés et des réfugiés. La communication et le partage d'informations entre tous les acteurs de la sécurité, y compris les autorités nationales et les autres acteurs de la sécurité déployés en République centrafricaine, resteront essentiels pour assurer la sécurité des intervenants humanitaires et de la MINUSCA. En collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux concernés, la Mission aidera les autorités centrafricaines à prévenir, à atténuer et à combattre la menace que représentent les engins explosifs.

25. Par ailleurs, la Mission continuera de renforcer la protection et la promotion des droits humains dans le pays, s'agissant en particulier des femmes et des enfants. Elle assurera un suivi et communiquera des informations au sujet des violations du droit international humanitaire et des droits humains, notamment de toutes les formes de violences et d'atteintes sexuelles liées au conflit, ainsi que des six violations graves commises contre les droits de l'enfant et contribuera aux enquêtes menées à leur sujet. Ces efforts porteront avant tout sur les violations et les atteintes dont ont été victimes des femmes et des enfants, et la Mission apportera son concours au renforcement de la législation et des mécanismes et institutions nationaux de défense des droits humains. Pour lutter contre l'impunité et faire en sorte que les auteurs de tels actes répondent de ceux-ci, la Mission fournira une assistance technique aux autorités nationales afin de traduire en justice les responsables de violations du droit international humanitaire, de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits. Elle continuera de renforcer l'aide qu'elle apporte aux groupes armés pour leur permettre de déployer leurs plans d'action respectifs de prévention et de lutte contre les violations graves des droits de l'enfant et continuera de s'efforcer, par le dialogue, de persuader un nombre croissant de groupes armés de publier des directives de commandement pour prévenir les violations graves des droits de l'enfant. Elle continuera de rendre compte publiquement des violations des droits humains et des atteintes à ces droits, notamment les violences sexuelles liées aux conflits, et des violations commises contre les enfants, quel qu'en soit l'auteur. Outre la publication de rapports publics, elle rendra compte chaque année au Conseil de sécurité des violations du droit international humanitaire et des violations des droits humains commises en République centrafricaine et des atteintes à ces droits, et assurera leur suivi. Elle continuera également de soutenir les efforts que les autorités nationales déploient pour protéger et promouvoir les droits humains et prévenir les violations, en particulier celles commises par les forces de défense nationale et de sécurité intérieure, notamment en veillant au respect de la politique de diligence voulue en matière de droits humains en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes.

26. La stratégie intégrée de la Mission (sécurité, protection et droits humains) s'ancrera dans le processus de paix et dans les processus politique et électoral en cours, notamment les mécanismes de paix mis en place aux niveaux local et national et les efforts régionaux de soutien au processus de paix, et ce, dans le prolongement et en complément : de l'appui apporté à la réforme du secteur de la sécurité ; du renforcement de la campagne de désarmement, de démobilisation et de réintégration des combattants ; de l'amélioration de la sécurité en vue de permettre la tenue des élections locales ; du soutien apporté au Gouvernement dans la stabilisation des zones par le rétablissement de l'autorité de l'État. La Mission continuera de soutenir les efforts déployés à l'échelon national pour améliorer l'efficacité opérationnelle des

forces de défense nationale et de sécurité intérieure dans les zones de stabilisation prioritaire. Dans l'intérêt de la lutte contre l'impunité, du renforcement de l'état de droit et de la protection et de la promotion des droits humains, elle continuera de fournir une assistance technique et un appui logistique aux forces de défense nationale et de sécurité intérieure, dans le strict respect de la politique de diligence voulue en matière de droits humains.

27. La Mission apportera également son concours au Gouvernement pour l'aider à réduire l'instabilité et l'insécurité causées par la transhumance saisonnière le long des frontières et des couloirs de transhumance, notamment en soutenant l'élaboration d'une politique nationale de gestion des frontières et le développement des comités locaux de gestion de la transhumance. La sécurisation des zones frontalières et du périmètre des sites miniers sera encore renforcée grâce aux échanges et à la coopération avec les pays voisins dans l'intérêt d'une plus grande stabilité régionale et de la fourniture d'un appui aux forces de sécurité concernées. Une attention particulière sera également accordée aux échanges de la Mission avec la population locale afin de protéger les minorités et de lutter contre les discours de haine et l'incitation à la violence, et d'empêcher ainsi une reprise des conflits intercommunautaires. La Mission continuera de veiller au respect de l'Accord de paix et des responsabilités qui en découlent sur les plans du processus politique et de la sécurité ainsi que du cessez-le-feu, y compris en recourant à des mesures temporaires d'urgence, si besoin est.

Appui au processus politique, au processus de paix et à la réconciliation

28. En collaboration avec les garants de l'Accord de paix, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et d'autres partenaires, la MINUSCA continuera à encourager un dialogue entre toutes les parties prenantes centrafricaines, notamment les signataires de l'Accord de paix, les partis politiques et la société civile, en particulier les femmes, les jeunes, les groupes religieux et les chefs coutumiers, en vue de consolider et de renforcer encore les acquis du processus de paix et de réconciliation, en particulier par des réalisations concrètes dans le cadre de la feuille de route commune de la Conférence internationale et de l'Accord de paix. La priorité sera accordée au soutien à apporter au Gouvernement dans la mise en place des conditions politiques, juridiques, techniques et de sécurité essentielles à l'élargissement de l'espace politique dans le contexte de l'Accord de paix, notamment pour permettre des élections locales inclusives, transparentes, pacifiques, rapides et crédibles. La MINUSCA continuera à appuyer la consolidation des acquis démocratiques et la mise en place d'un système de gouvernance plus représentatif, notamment au niveau local, afin d'offrir aux communautés marginalisées davantage de possibilités de participer à la vie publique et de répondre directement aux revendications de longue date des parties signataires. La stratégie politique actualisée de la Mission, complétée par une stratégie de sécurité, servira de document d'orientation pour exploiter et intégrer toutes les capacités de la Mission. Le rôle fédérateur et de coordination unique que joue la Mission et les partenariats stratégiques qu'elle entretient, notamment avec la présence des Nations Unies dans la région, les organisations régionales et les partenaires bilatéraux de la République centrafricaine, seront mis à profit pour appuyer cette stratégie et empêcher une fragmentation du processus de paix. À cette fin, la Mission renforcera ses bons offices et son appui technique en vue de relancer le processus de paix, notamment en s'attaquant à tout problème politique ou d'ordre démocratique pouvant encore subsister après les élections présidentielle et législatives. De concert avec les autorités nationales, elle continuera de mettre l'accent sur les attentes des signataires en ce qui concerne le respect intégral et sans délai des engagements pris. Cela se traduira par des visites et des échanges organisés conjointement avec l'Union africaine, la

Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, qui auront pour objectif d'engager le dialogue avec les groupes armés afin de les amener à participer de façon plus constructive au processus de paix.

29. La Mission renforcera le rôle de coordination qu'elle joue en vue de fédérer toutes les parties prenantes, de prêter ses bons offices et de permettre une collaboration suivie avec l'Union africaine, la CEEAC, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et le Gouvernement centrafricain afin de faciliter un dialogue efficace et cohérent entre le Gouvernement et les chefs des groupes armés. Elle s'attachera plus que jamais à ouvrir à tous le dialogue politique et le processus de paix en multipliant les échanges avec les acteurs locaux, notamment les forces de défense nationale et de sécurité intérieure, les chefs coutumiers et chefs religieux, l'opposition politique, les femmes et les jeunes, et ce, dans le but de progresser dans les solutions de règlement politique du conflit, tout en poursuivant des objectifs politiques complémentaires et en œuvrant à des stratégies intégrées sur les plans de l'insécurité, du rétablissement de l'autorité de l'État, du désarmement et de la démobilisation des combattants, de la gouvernance locale et du processus électoral.

30. L'action menée à l'échelon national et régional se fera en conjonction avec le dialogue entrepris au niveau local, la mobilisation de la population et les initiatives de réconciliation afin de progresser plus solidement vers une paix durable à l'échelle de tout le pays, de s'attaquer aux causes profondes du conflit, en particulier les violences liées à la transhumance, et de faire prévaloir les intérêts légitimes de l'ensemble de la population. Une attention particulière sera accordée au règlement des conflits, à la préservation et au renforcement d'un espace démocratique inclusif ainsi qu'à la garantie des libertés et droits fondamentaux pour tous les Centrafricains, y compris les femmes, les jeunes, les minorités, les personnes déplacées, l'opposition politique et les médias indépendants. En coordination avec le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires internationaux, la Mission continuera de faire fond sur les progrès accomplis avec les mécanismes de paix au niveau local et les comités établis pour concourir à la mise en œuvre de l'Accord de paix, en œuvrant à une meilleure synergie entre ces différentes entités et en réduisant les chevauchements afin qu'ils puissent jouer un rôle réel de désescalade, de réconciliation et de médiation. Ce dispositif comprendra des comités locaux de paix, les comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix et des comités techniques chargés de la sécurité, ainsi que des mécanismes chargés de faciliter le règlement des différends, la médiation, la communication sur l'Accord et la liaison entre les dirigeants locaux et les acteurs nationaux.

31. Parmi les objectifs immédiats qui lui ont été prescrits et dans le cadre plus général de son appui au processus politique engagé dans le pays, la Mission œuvrera, en coordination avec des partenaires, à la mise en place de conditions propices à la tenue d'élections locales transparentes, pacifiques, libres, régulières, crédibles et inclusives, en continuant à fournir un soutien technique, logistique, opérationnel et politique à l'Autorité nationale des élections et à d'autres institutions telles que la Cour constitutionnelle et le Haut Conseil de la communication. En coopération avec le Haut Conseil, elle continuera d'apporter son concours à la mise en œuvre complète du plan d'action national visant à prévenir les discours de haine et l'incitation publique à la violence afin d'éliminer les menaces contre les civils, de lutter contre l'incitation publique à la violence et de promouvoir la paix et la réconciliation. La présence continue, sur le terrain, du personnel électoral de la Mission et des bureaux électoraux de secteur, ainsi que l'appui technique et logistique fourni aux autorités centrales à Bangui, seront essentiels au bon déroulement des préparatifs des élections locales et du scrutin lui-même. La MINUSCA fournira un appui technique et opérationnel à l'Autorité nationale des élections pour permettre la participation

citoyenne et l'information des électeurs à tous les niveaux et s'assurer que les parties prenantes à l'échelon local sont bien informées au sujet du processus décentralisé et participent activement aux scrutins de leur circonscription. Il sera essentiel d'entretenir une culture de gouvernance démocratique au lendemain des élections locales, notamment en s'appuyant sur les progrès accomplis au niveau local dans la mise en œuvre de l'Accord de paix et d'autres efforts de réconciliation, et de répondre aux doléances de longue date des groupes marginalisés.

32. La Mission continuera d'apporter son appui à la réforme du secteur de la sécurité et aux opérations de désarmement, démobilisation et réintégration dans la mesure où il s'agit d'éléments essentiels du processus politique, tout en veillant à ce que ces activités, couplées à des mesures sécuritaires transitoires, concourent au même objectif, à savoir le respect de l'état de droit, l'extension de l'autorité de l'État et la tenue d'élections pacifiques. Le rôle fédérateur et de coordination de la Mission, tout comme ses conseils stratégiques, resteront des éléments importants pour la cohésion et la bonne articulation de l'appui apporté à la mise en place d'un dispositif national de sécurité professionnel, inclusif, responsable et durable. La Mission continuera d'appuyer les autorités nationales, en particulier le nouveau Ministère d'État chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration et du rapatriement ainsi que du suivi de l'Accord de paix, dans sa planification et ses opérations de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de rapatriement des combattants éligibles, afin de parvenir à la dissolution complète des groupes armés, conformément aux termes de l'Accord. À cet égard, elle apportera son soutien à l'unité chargée de l'exécution du programme national de désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration des combattants des groupes armés affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement qui doivent rejoindre l'Accord de paix par l'intermédiaire de la feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. En outre, elle continuera, avec les autorités nationales, à suivre cette question afin de veiller à créer des synergies pour l'intégration des ex-combattants démobilisés dans le secteur de la sécurité, en fonction de la campagne nationale de recrutement.

33. La nomination d'un ministre chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration et du rapatriement ainsi que du suivi de la mise en œuvre de l'Accord de paix peut donner un nouvel élan à l'intégration effective des ex-combattants dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure ou à leur démobilisation et réintégration. La Mission veillera à ce que l'appui qu'elle fournit aux programmes de désarmement, démobilisation, réintégration et réadaptation et les processus de réforme du secteur de la sécurité soient synchronisés, en tenant compte de la contribution de partenaires tels que l'Union africaine et l'Union européenne. Elle contribuera à la réforme du secteur de la sécurité en coordination avec d'autres acteurs en mettant l'accent sur la mise en place d'institutions, sur le renforcement de la surveillance et du contrôle démocratiques, et sur l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité, notamment le contrôle du personnel de sécurité par l'élaboration de procédures nationales transparentes et crédibles de vérification des antécédents et le renforcement des mécanismes de surveillance, et en renforçant le système de justice militaire en tant que moyen important d'étendre l'autorité de l'État et d'améliorer la confiance du public dans l'État. Elle continuera également à fournir du matériel et des infrastructures, à mettre en avant les meilleures pratiques, à s'efforcer d'atténuer les risques ayant trait à la gestion des armes et des munitions et à contribuer au renforcement des capacités en matière de gestion des armes et des munitions grâce à des activités de formation et à la mise en œuvre de la stratégie nationale et du plan d'action national de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre. Les projets de lutte contre la violence locale, les activités de police de proximité et les affaires civiles locales continueront d'être des outils essentiels aux travaux que la Mission

mène au niveau local pour prévenir et désamorcer les tensions et favoriser un environnement propice à la réconciliation et au dialogue.

Lutte contre l'impunité et appui à l'extension de l'autorité de l'État et à l'état de droit

34. La Mission continuera d'aider le Gouvernement à améliorer les capacités institutionnelles afin de poursuivre le renforcement de l'état de droit et le rétablissement de l'autorité de l'État, essentiels au maintien de conditions de protection suffisantes et à la protection des civils. Cette action sera assortie d'un renforcement des capacités locales afin de permettre la coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires sur les questions de paix et de justice, et de mettre les populations au cœur d'un processus de stabilisation conçu à l'échelle du système. La mise en œuvre de la stratégie de rétablissement et d'extension de l'autorité de l'État sera coordonnée avec l'équipe de pays des Nations Unies et les autorités nationales, en mettant l'accent sur le renforcement de l'efficacité des déploiements locaux dans les domaines de l'administration, des services sociaux, de la justice, de l'administration pénitentiaire et de la sécurité. L'aide apportée à la poursuite de la mise en place efficace d'autorités (préfets, sous-préfets, maires, chefs de quartier et fonctionnaires assimilés), de personnel judiciaire et pénitentiaire et de forces de défense nationale et de sécurité intérieure permettra à la population de bénéficier plus concrètement des dividendes de la paix et au Gouvernement de reconstruire le contrat social avec sa population et de s'acquitter ainsi de la responsabilité de protection des civils, qui lui incombe au premier chef. Il restera indispensable, pour que ces processus soient crédibles, que la Mission continue d'appliquer la politique de diligence voulue en matière de droits humains et d'appuyer la vérification des antécédents des forces intégrées en matière de violations des droits humains, en partenariat avec les autorités nationales.

35. En outre, les activités de communication et les activités médiatiques seront renforcées entre les administrations locales et le Gouvernement central de Bangui, ce qui est essentiel dans le mouvement de décentralisation et pour permettre la tenue d'élections locales transparentes, pacifiques, libres, régulières, crédibles et inclusives. La MINUSCA continuera à fournir un appui technique et une aide à la planification renforcés et un appui logistique limité aux déploiements des fonctionnaires, des forces de défense nationale et de sécurité intérieure.

36. La Mission continuera d'apporter son concours au déploiement des forces de sécurité intérieure, notamment par la remise en état et l'équipement des postes de police et de gendarmerie, et contribuera à la mise en œuvre du plan de défense nationale qui prévoit l'établissement de garnisons dans les zones de défense régionales. La présence coordonnée de ces forces sur l'ensemble du territoire restera un élément essentiel de l'action intégrée visant à rétablir la sécurité et l'autorité de l'État partout dans le pays.

37. Le rôle de la MINUSCA en ce qui concerne l'état de droit, en particulier la justice transitionnelle, restera essentiel pour renforcer la police nationale, la gendarmerie et les systèmes judiciaire et pénitentiaire et pour accroître la capacité des autorités nationales à lutter contre l'impunité et à maintenir l'ordre public conformément aux normes et standards internationaux. La Mission appuiera la mise en œuvre de l'Accord de paix en se concentrant sur l'action menée par le secteur de la justice et sur la responsabilité pénale dans la lutte contre l'impunité, en particulier pour les crimes commis contre les soldats de la paix, les violences sexuelles et fondées sur le genre, les violences sexuelles liées aux conflits et les violations des droits des enfants. Il faudra pour cela continuer à appuyer le système de justice ordinaire, le système de justice militaire et la Cour pénale spéciale. En ce qui concerne ce dernier

point, la MINUSCA s'efforcera d'accroître les financements provenant de partenaires financiers extérieurs à l'ONU et d'augmenter les capacités tant du personnel judiciaire que du dispositif d'aide juridictionnelle, compte tenu des prochains procès prévus par la Cour. Les efforts que mène la MINUSCA pour faciliter le déploiement du personnel judiciaire et pénitentiaire et le fonctionnement des tribunaux et des prisons à l'intérieur et à l'extérieur de Bangui revêtiront une importance certaine dans l'optique d'améliorer la confiance dans les institutions de l'État et de prévenir la survenue d'incidents graves dans les prisons tels que les émeutes et les évasions massives. La Mission continuera également d'apporter un appui aux forces de sécurité intérieure et au renforcement des capacités judiciaires, notamment en matière d'enquête, ainsi qu'à la mise en œuvre de la politique de réforme de la justice et à la démilitarisation des prisons. Pour garantir l'accès à la justice, il sera essentiel de coordonner les efforts visant à renforcer la responsabilité pénale avec les efforts de réconciliation et la mise en œuvre de l'Accord de paix, notamment grâce au travail de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation. En sa qualité de mission intégrée, la MINUSCA continuera de s'employer, à l'appui des autorités nationales, à déterminer quels partenaires, notamment parmi les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, disposent d'un avantage comparatif pour rendre possible l'accomplissement des objectifs définis pour le moyen et le long termes dans le cadre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix, à commencer par l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et la bonne gouvernance.

38. La stratégie globale de communication et d'information de la Mission et l'appui qu'elle apportera à l'exécution des stratégies nationales de communication viseront encore à mieux faire comprendre les vues qui s'expriment au plan local et à informer la population de sorte à ce qu'elle puisse comprendre le mandat de la Mission et en appuyer la mise en œuvre. Dans le cadre des efforts que la Mission déploie pour renforcer la responsabilité et favoriser un dialogue politique inclusif, la population sera également informée du rôle des nouvelles autorités exécutives et législatives, ainsi que du processus électoral local. Le renforcement de la communication externe et l'assistance fournie au Ministère de la communication auront pour but d'accroître la visibilité des travaux de la MINUSCA et d'informer la population au sujet du mandat de protection des civils de la Mission et de la fonction d'appui impartial que la Mission remplit dans les domaines qui lui sont confiés. Des activités de communication stratégique seront entreprises pour empêcher que la désinformation, les informations fallacieuses et les discours de haine influencent certaines communautés ou les incitent à commettre des violences ciblées sur un groupe, tandis que la surveillance des médias sera renforcée.

39. La Mission continuera de s'acquitter de son mandat en menant les activités prévues dans son programme avec le concours de partenaires d'exécution, en privilégiant les tâches auxquelles sont associés des objectifs à moyen et long termes qui conviennent le mieux aux partenaires de République centrafricaine. Ces activités sont décrites à la section II.I du présent rapport.

40. En outre, la Mission intensifiera l'action qu'elle mène pour prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles en s'appuyant sur son cadre annuel de gestion des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Elle s'attachera également à former son personnel civil et ses agents en tenue, procédera à des évaluations des risques, mettra en œuvre des mesures d'atténuation et veillera à ce que les victimes et les enfants nés de l'exploitation et d'atteintes sexuelles bénéficient rapidement d'une aide adéquate. En outre, elle donnera la priorité à la présence sur le terrain de son Équipe déontologie et discipline afin qu'elle puisse s'acquitter de ses fonctions dans les domaines de la gestion des risques et de la prévention et en matière d'application des règles et de mesures correctives. Elle mettra en œuvre de solides activités de prévention et de gestion des risques de manière coordonnée et intégrée

pour tenir compte de la situation des zones où son personnel est déployé, en donnant la priorité aux contingents à haut risque en fonction de leur emplacement et de leur profil de risque. Elle redynamisera les réseaux locaux et les mécanismes de plainte locaux présents dans 31 localités, dont Bangui et ses environs. Elle donnera la priorité au renforcement des capacités et à l'autonomisation des populations locales en multipliant les échanges et en améliorant la coordination aux niveaux local, régional et national, notamment par l'intermédiaire du réseau national de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Elle intensifiera encore les activités de sensibilisation qu'elle mène, notamment sur les médias sociaux, pour faire connaître la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles ainsi que les différents mécanismes de signalement, au moyen d'annonces diffusées localement à la radio, de SMS, de messages télévisés et d'activités de sensibilisation du public.

Activités d'appui de la Mission

41. En ce qui concerne les grands projets de construction, la Mission propose : a) l'extension de l'aire de trafic de l'aéroport international M'Poko de Bangui pour accueillir le nombre accru d'aéronefs de la Mission, réduire les retards des vols affrétés par l'ONU et réduire l'encombrement du trafic aérien dû au nombre croissant d'activités aériennes à Bangui, notamment les vols commerciaux et militaires à destination de la ville ; b) la construction d'un pont sur l'axe Rafai-Obo afin de maintenir ouvert l'itinéraire principal de ravitaillement pour les opérations militaires et humanitaires et les approvisionnements essentiels vers Obo ; c) la construction de trois centres d'opérations régionaux conjoints pour faciliter le regroupement des centres d'opérations militaires, des centres de police et des centres de sécurité, ce qui lui permettra de combler le manque de communication entre ses composantes Sécurité et d'améliorer la coordination, la coopération et l'intégration quotidiennes, et permettra une meilleure gestion des crises par les chefs de bureau et par les coordonnatrices et coordonnateurs de secteur (sécurité).

42. La Mission continuera de prendre des dispositions pour atténuer les répercussions environnementales et réduire son empreinte écologique globale, notamment en réduisant ses émissions de carbone et en fournissant une énergie propre et renouvelable. À cet égard, le projet de budget prévoit : a) l'acquisition de six systèmes électriques hybrides photovoltaïque-diesel supplémentaires de différentes capacités, qui seront installés sur divers sites de la Mission afin de réduire sa dépendance à l'égard de la production d'électricité à partir de moteurs diesel ; b) l'acquisition de climatiseurs à haut rendement énergétique pour poursuivre le remplacement des climatiseurs standard à unités séparées ; c) la poursuite du remplacement de tous les éclairages fluorescents par des éclairages à diodes électroluminescentes (DEL) à faible consommation d'énergie ; d) la poursuite de l'entretien et de l'exploitation de la décharge municipale réhabilitée de Kolongo, et notamment des initiatives de recyclage, afin de la maintenir aux normes de l'ONU et de réduire les risques sanitaires pour la population locale résidant à proximité ; e) la poursuite de l'exploitation de 37 incinérateurs de déchets afin d'améliorer la gestion et l'élimination de ses déchets.

43. La Mission continuera de renforcer ses capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance grâce à des drones aériens dotés de fonctionnalités améliorées. Les systèmes de drones aériens tactiques de catégorie I continueront d'être utilisés pour réaliser des levés photogrammétriques à haute résolution permettant d'obtenir des images dynamiques et statiques en temps réel des agglomérations et des zones d'opération des groupes armés, et de faciliter ainsi la planification des besoins opérationnels et la protection des civils et du personnel de la Mission. Des efforts sont actuellement déployés pour remplacer les biens

actuellement fournis au titre d'une lettre d'attribution par des services commerciaux. La Mission continuera de compléter ces capacités par des caméras à capteur statique, des capteurs mobiles et des caméras de télévision en circuit fermé (caméras intelligentes) appartenant à l'ONU, installées dans des zones stratégiques, afin de disposer des capacités voulues de surveillance et d'assurer la protection de son personnel et de ses biens.

C. Coopération au niveau régional

44. Pour permettre la mise en œuvre de l'Accord de paix et soutenir la bonne gouvernance à la suite des élections législatives et présidentielle, la Mission améliorera la coordination avec l'Union africaine, la CEEAC, l'Union européenne et les autres partenaires bilatéraux régionaux et internationaux. Elle cherchera à renforcer sa coopération interrégionale et ses économies d'échelle avec les missions de la région, notamment le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), afin d'améliorer la collaboration, le partage et l'analyse des informations, et la facilitation, le cas échéant. Elle continuera d'exploiter les ressources d'autres missions après leur retrait et la réduction de leurs effectifs pour répondre à ses besoins opérationnels. Elle fera une meilleure utilisation des services de la Section de l'appui centralisé aux achats située à Entebbe (Ouganda) pour fournir des produits et des services à l'appui de l'exécution de son mandat et inclura la Section dans sa planification des besoins et des achats, le cas échéant. Elle continuera également d'utiliser la plateforme logistique de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), à Entebbe, en y détachant un(e) agent(e) des services généraux et deux agent(e)s du Service mobile chargé(e)s d'apporter un appui dans les domaines de l'administration, de la logistique et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Le Centre de services régional d'Entebbe continuera de fournir aux missions qu'il dessert, dont la MINUSCA, un appui au niveau régional dans les domaines suivants : entrée en fonctions et cessation de service, prestations et états de paie, paiement des fournisseurs, droits à prestation et voyages, traitement des demandes d'indemnités (par exemple pour les allocations-logement, les services de sécurité, les frais d'études et le remboursement des frais de voyage en mission), services de caisse, services de formation et de conférence, transports et contrôle des mouvements et services informatiques conformément à l'accord de prestation de services.

D. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

45. La Mission renforcera les partenariats stratégiques pour progresser dans l'exécution de son mandat et dans les processus politiques, afin de s'attaquer aux causes structurelles profondes de la crise politique en République centrafricaine. Cette procédure intégrée, coordonnée, fondée sur l'information, selon le principe de l'Unité d'action des Nations Unies, vise à tirer parti des avantages comparatifs de toutes les composantes, de l'équipe de pays et des parties prenantes externes. La MINUSCA continuera par ailleurs d'offrir des conseils techniques aux autorités nationales dans le cadre de leur collaboration avec les pays voisins et d'autres partenaires régionaux, en consultation et en coordination avec le BRENUAC, afin de trouver des solutions aux problématiques d'intérêt commun et bilatéral et de les encourager à continuer d'apporter un appui sans réserve et sans faille au processus de paix en République centrafricaine. Elle continuera de coordonner les activités visant à mobiliser l'appui politique, financier et technique des partenaires internationaux en vue de faire appliquer les dispositions de l'Accord de paix, de permettre la tenue

d'élections locales libres, régulières et crédibles et de rétablir l'autorité de l'État. Ces partenariats resteront essentiels pour harmoniser les efforts et les priorités stratégiques et organisationnelles en vue d'offrir un appui unifié et cohérent aux autorités nationales et pour mettre en place des conditions préalables communes à la réalisation d'objectifs communs. En étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et les autres partenaires, la Mission continuera de mettre en œuvre l'initiative pour l'action humanitaire, le développement et la paix, fruit de la « nouvelle façon de travailler », en particulier dans le cadre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix, de la stratégie nationale relative aux solutions durables, de l'actuel Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide à la consolidation de la paix et au développement qui doit prendre fin en 2022 et de son successeur, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui est en cours d'élaboration pour la période 2023-2027.

46. De concert avec ses partenaires et dans le cadre du comité directeur conjoint du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix, l'ONU continuera d'aider le Gouvernement à renforcer la coordination entre les ministères et le secrétariat du Plan national dans le but d'améliorer encore la communication sur les dividendes de la paix dont la population a concrètement bénéficié et leur donner davantage de visibilité. La Mission continuera de développer toute synergie propre à assurer la complémentarité entre les activités de paix, de sécurité et de développement mises en œuvre par les acteurs nationaux, les partenaires techniques et financiers et l'ONU à l'appui de l'application de l'Accord de paix. Par ailleurs, avec ses partenaires, elle continuera d'appuyer activement le dialogue et les efforts de réconciliation engagés aux niveaux national et local. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2023-2027 sera un cadre essentiel pour promouvoir cette collaboration entre la MINUSCA et les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies.

47. Afin de réduire les menaces transnationales et d'étayer les efforts de stabilisation, la Mission continuera à travailler en étroite collaboration avec les acteurs régionaux en vue de rendre pleinement opérationnels les commissions conjointes (mixtes) et les dispositifs transfrontaliers, en étroite coopération avec le BRENUAC. Elle veillera à ce que les pays voisins continuent de participer au processus de paix et s'efforcera de soutenir la bonne gouvernance et la consolidation de la paix après les échéances électorales nationales.

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

48. Pour simplifier la présentation des changements proposés au titre des ressources humaines, on a distingué six interventions possibles concernant les postes, qui sont définies dans l'annexe I.A au présent rapport.

Direction exécutive et administration

49. La Représentante spéciale du Secrétaire général et son cabinet assureront la direction exécutive et l'administration de la Mission. L'effectif proposé est indiqué au tableau 1.

Tableau 1
Ressources humaines : direction exécutive et administration

	Personnel recruté sur le plan international					Personnel	Volontaires des Nations Unies	Total	
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	recruté sur le plan national ^a			
Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général									
Postes approuvés 2021/22	1	–	9	4	5	19	6	2	27
Postes proposés 2022/23	1	–	9	4	5	19	6	2	27
Variation nette (voir tableau 2)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général (Coordonnateur(trice) résident(e) et Coordonnateur(trice) de l'action humanitaire)									
Postes approuvés 2021/22	1	–	3	1	1	6	2	–	8
Postes proposés 2022/23	1	–	3	1	1	6	2	–	8
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général chargé(e) des affaires politiques									
Postes approuvés 2021/22	1	–	6	6	2	15	3	–	18
Postes proposés 2022/23	1	–	6	6	2	15	3	–	18
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23	–	–	1	–	–	1	–	–	1
Variation nette (voir tableau 3)	–	–	1	–	–	1	–	–	1
Total partiel									
Effectif approuvé 2021/22	1	-	6	6	2	15	3	-	18
Effectif proposé 2022/23	1	-	7	6	2	16	3	-	19
Variation nette (voir tableau 3)	-	-	1	-	-	1	-	-	1
Bureau du (de la) Chef de cabinet									
Postes approuvés 2021/22	–	5	24	21	12	62	27	32	121
Postes proposés 2022/23	–	5	24	24	12	65	31	33	129
Variation nette	–	–	–	3	–	3	4	1	8
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22	–	–	–	2	–	2	1	–	3
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation nette	–	–	–	(2)	–	(2)	(1)	-	(3)
Total partiel									
Effectif approuvé 2021/22	–	5	24	23	12	64	28	32	124
Effectif proposé 2022/23	–	5	24	24	12	65	31	33	129
Variation nette (voir tableaux 4 et 5)	–	–	–	1	–	1	3	1	5
Bureau de la communication stratégique et de l'information									
Postes approuvés 2021/22	–	1	4	10	7	22	50	14	86

	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a		Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel			
Postes proposés 2022/23	–	1	4	10	7	22	50	14	86
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (postes)									
Postes approuvés 2021/22	3	6	46	42	27	124	88	48	260
Postes proposés 2022/23	3	6	46	45	27	127	92	49	268
Variation nette	–	–	–	3	–	3	4	1	8
Total (emplois de temporaire)									
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22	–	–	–	2	–	2	1	–	3
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23	–	–	1	–	–	1	–	–	1
Variation nette	–	–	1	(2)	–	(1)	(1)	–	(2)
Total (emplois de temporaire inclus)									
Effectif approuvé 2021/22	3	6	46	44	27	126	89	48	263
Effectif proposé 2022/23	3	6	47	45	27	128	92	49	269
Variation nette	–	–	1	1	–	2	3	1	6

^a Administrateurs et agents des services généraux.

^b Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Personnel recruté sur le plan international: augmentation nette de 2 postes

Personnel recruté sur le plan national: augmentation nette de 3 postes

Volontaires des Nations Unies : augmentation de 1 poste

Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général

Tableau 2

Ressources humaines : Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général

	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Postes	-1	P-4	Traducteur(trice)	Réaffectation	À l'intérieur du Bureau
	+1	P-4	Assistant(e) spécial(e)	Réaffectation	À l'intérieur du bureau
Total	–				

50. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour le Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général sont au nombre de 27 : 1 Secrétaire général(e) adjoint(e), 6 P-5, 3 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 5 agent(e)s du Service mobile, 4 administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national, 2 agent(e)s des services généraux et 2 Volontaires des Nations Unies. Le Bureau donne des orientations et des conseils à toutes les composantes de la Mission pour que toutes les tâches prescrites soient exécutées. Afin de s'acquitter de ses responsabilités en matière de contrôle et de suivi, qui se sont accrues depuis que les chefs d'entité se sont vus déléguer davantage de pouvoirs, il a besoin d'une expertise administrative pour examiner et planifier les processus administratifs et budgétaires et conseiller la Représentante

spéciale du Secrétaire général dans ce domaine, et pour appuyer les travaux du groupe exécutif de la Mission chargé de la gestion des ressources, dont le rôle est de faciliter la prise des décisions concernant les ressources stratégiques. Ce renforcement du dispositif d'application du principe de responsabilité signifie qu'il faut prendre les précautions qui s'imposent dans toutes les procédures d'approbation, y compris examiner en temps utile et de manière systématique tous les documents qui nécessitent l'approbation de la Représentante spéciale pour s'assurer qu'ils sont conformes aux politiques. À cet égard, la Mission cherche à se doter de capacités supplémentaires pour compléter l'expertise déjà fournie par la Division de l'appui à la Mission et veiller à ce que le Bureau fasse preuve de diligence raisonnable et atténue les risques découlant de la sous-délégation de pouvoirs pour les questions administratives et budgétaires.

51. L'Assemblée générale l'ayant priée, dans sa résolution [75/298](#), de passer en revue les postes vacants depuis 24 mois ou plus, la Mission a identifié un poste de traducteur(trice) de la classe P-4 qui était vacant depuis plus de 24 mois et dont les attributions peuvent être redéfinies pour répondre aux besoins urgents du Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général. Le Groupe des conférences et de la traduction de la Mission, composé de fonctionnaires recrutés sur le plan national et de Volontaires des Nations Unies, a présentement la capacité de fournir les services de traduction et d'interprétation efficaces dont la Mission a besoin. Dans le même temps, l'effectif approuvé pour le Bureau n'a pas une expertise dans le domaine des procédures et processus administratifs, budgétaires et de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ce qui est nécessaire pour gérer la complexité et la particularité des questions concernant le dispositif d'application du principe de responsabilité en matière de délégation de pouvoirs, le respect des politiques et l'élaboration et l'analyse des politiques, et des questions opérationnelles connexes.

52. Dans ce contexte, il est proposé de réaffecter un poste, comme indiqué au tableau 2 ; le (la) titulaire aiderait à la gestion et au suivi efficaces des tâches administratives en prodiguant des conseils spécialisés sur l'interprétation des activités complexes prescrites et d'autres décisions prises par les organes intergouvernementaux dans le domaine de l'administration, de la planification, de la budgétisation, de l'évaluation et du suivi. Cette réaffectation permettrait également à la Représentante spéciale du Secrétaire général de tirer le meilleur profit de l'appui de ses collaborateurs directs afin de répondre à toutes les exigences découlant du renforcement du dispositif d'application du principe de responsabilité et de veiller à ce que toutes les procédures soient conformes aux politiques, tout en maintenant des mécanismes efficaces de suivi et de contrôle de la gestion de l'ensemble des aspects de la délégation de pouvoirs. Elle permettrait en outre à la Mission de veiller à ce que tous les documents nécessitant l'approbation de la Représentante spéciale soient vérifiés pour s'assurer qu'ils sont conformes aux politiques, de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des indicateurs clefs de performance et de faire en sorte que tous les objectifs soient dûment pris en considération dans tous les documents de budgétisation axée sur les résultats, ainsi que de superviser l'élaboration et l'achèvement de divers plans de mission liés aux questions opérationnelles et aux questions d'appui intéressant la Mission.

Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général chargé(e) des affaires politiques

Tableau 3

Ressources humaines : Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général chargé(e) des affaires politiques

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Emploi de temporaire	+1	P-4	Spécialiste de la gestion de programme	Création	
Total	+1				

53. Les postes approuvés pour le Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général chargé(e) des affaires politiques sont au nombre de 14 : 1 Sous-Secrétaire général(e), 2 P-5, 2 P-4, 5 P-3, 2 agent(e)s du Service mobile et 2 agent(e)s des services généraux. Le Service de la lutte antimines fournit des services à la MINUSCA dans le cadre de son partenariat de longue date avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), conformément au mémorandum d'accord-cadre conclu entre l'ONU et l'UNOPS en 2014. Dans son audit sur le mécanisme de suivi et d'évaluation du Service de la lutte antimines (2019/152), le Bureau des services de contrôle interne a recommandé que le Service renforce son environnement de contrôle et améliore le contrôle financier ainsi que le suivi et l'évaluation. Le Comité des commissaires aux comptes a rappelé les conclusions du Bureau des services de contrôle interne et, dans son audit des opérations de maintien de la paix des Nations Unies [A/75/5 (Vol. II)] réalisé en 2020, a demandé au Service de la lutte antimines d'être moins dépendant de l'UNOPS, d'accroître sa présence et sa connaissance du terrain, de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre directement certains aspects des programmes de lutte antimines et d'évaluer le partenariat avec l'UNOPS pour s'assurer qu'il présente un bon rapport coût/efficacité. À cet égard, il est proposé de faire apparaître dans le tableau d'effectifs de la Mission la personne responsable de la composante Lutte antimines de la Mission, au lieu d'inscrire le montant correspondant à la rubrique Fournitures, services et matériel divers comme cela se faisait auparavant à l'UNOPS. Grâce à la nouvelle approche proposée, le Service de la lutte antimines sera directement responsable de l'évaluation des menaces, de la conception et du suivi des programmes et de la représentation auprès des dirigeants des missions et des parties prenantes et partenaires gouvernementaux. Le coût du poste proposé est compensé par une réduction correspondante des dépenses opérationnelles à la rubrique Fournitures, services et matériel divers.

54. Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de créer 1 emploi de temporaire, comme indiqué au tableau 3. Le (la) titulaire sera chargé(e) de concevoir la stratégie relative au programme de lutte antimines de la MINUSCA, de diriger la planification stratégique et opérationnelle, ainsi que l'élaboration et l'exécution des mesures destinées à contrer les menaces, de donner des conseils à la direction de la Mission et d'assurer la coordination avec les autres composantes de celle-ci, en particulier sa force, de contribuer aux initiatives de sensibilisation et de conduire le dialogue avec les autorités locales associées à la lutte antimines. Il (elle) supervisera également les prestations et les performances des partenaires opérationnels.

Bureau du (de la) Chef de cabinet

Tableau 4

Ressources humaines : Groupe des commissions d'enquête

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Poste	+1	P-2	Fonctionnaire des commissions d'enquête (adjoint de 1 ^{re} classe)	Transformation	
Emploi de temporaire	-1	P-2	Fonctionnaire des commissions d'enquête (adjoint de 1 ^{re} classe)	Transformation	
Total	–				

55. L'effectif approuvé pour le Groupe des commissions d'enquête comprend 4 postes (1 P-4 et 3 agent(e)s du Service mobile), 1 emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (P-2) et 1 poste de Volontaire des Nations Unies. Le Groupe est responsable des procédures administratives et des procédures d'examen interne conformément aux obligations de la Mission en matière d'application du principe de responsabilité. Il assure le secrétariat des commissions d'enquête constituées par le (la) Chef de la Mission. En 2018, il a repris la gestion des équipes d'enquête mixtes, s'occupant à ce titre de l'examen des cas nécessitant une enquête conjointe, des responsabilités supplémentaires qui incombait auparavant à diverses sections placées sous la direction exécutive des dirigeants de la Mission et qui sont attribuées de manière ponctuelle.

56. Le fonctionnaire des commissions d'enquête (adjoint de 1^{re} classe) assiste le Groupe des commissions d'enquête en organisant des séances d'initiation et de formation et en gérant les dossiers, ce qui permet au Groupe de traiter plus rapidement les affaires qui lui sont confiées, notamment celles liées aux équipes d'enquête mixtes. De même, il assure la liaison avec les parties prenantes au sujet de l'application des recommandations des commissions, contribuant ainsi à rendre la Mission plus responsable et plus transparente, et favorisant le traitement rapide et judicieux des demandes d'indemnisation en cas de blessure ou de décès de soldats de la paix et de tiers. La Mission intervient dans un environnement plus difficile, et le nombre et la complexité des questions confiées au Groupe se sont également accrus de manière considérable depuis la création du poste. Le déploiement de membres du personnel en tenue supplémentaires autorisé par le Conseil de sécurité par sa résolution [2566 \(2021\)](#), devrait également contribuer à accroître la charge de travail du Groupe, qui aura donc besoin d'un fonctionnaire des commissions d'enquête (adjoint de 1^{re} classe) pendant un certain temps.

57. Compte tenu de la nature continue des responsabilités décrites ci-dessus, il est proposé, comme indiqué au tableau 4, de transformer 1 emploi de temporaire afin de rendre le Groupe des commissions d'enquête mieux à même d'appuyer les activités menées en soutien à l'exécution du mandat de la Mission.

Tableau 5
Ressources humaines : Service déontologie et discipline

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	+3	AN	Spécialiste de la déontologie et de la discipline (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Création	
	+1	P-3	Spécialiste de la déontologie et de la discipline	Réaffectation	Origine : Section de la sécurité
	+1	P-3	Spécialiste de la déontologie et de la discipline	Transformation	
	+1	AN	Spécialiste de la déontologie et de la discipline (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Transformation	
Total partiel	+6				
Emplois de temporaire	+1	VNU	Spécialiste de la déontologie et de la discipline (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Création	
	-1	P-3	Spécialiste de la déontologie et de la discipline	Transformation	
	-1	AN	Spécialiste de la déontologie et de la discipline (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Transformation	
Total partiel	-1				
Total	+5				

58. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour le Service déontologie et discipline sont au nombre de 19 : 1 D-1, 1 P-5, 3 P-4, 4 P-3 [dont 1 emploi de temporaire (autre que pour les réunions)], 2 postes d'agent(e) du Service mobile, 2 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national [dont 1 emploi de temporaire (autre que pour les réunions)], 1 poste d'agent(e) des services généraux et 5 postes de Volontaire des Nations Unies. Le Service est responsable de la conception et de l'exécution d'un programme rigoureux de déontologie et de discipline qui permet de gérer et d'atténuer les risques associés à tous les types de fautes commises par le personnel de la Mission, y compris le personnel contractuel, ainsi que par les prestataires de services. Il met en particulier l'accent sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles visant les femmes et les enfants vulnérables. Malgré la mise en œuvre de sa stratégie à trois volets destinée à atténuer les fautes professionnelles, notamment par la prévention, des activités de renforcement et des mesures de réparation en faveur des victimes d'exploitation sexuelle, la Mission continue de voir le nombre de cas présumés d'exploitation et d'atteintes sexuelles augmenter. Compte tenu du déploiement de 3 690 agents en tenue supplémentaires autorisé par le Conseil de sécurité par sa résolution [2566 \(2021\)](#), la Mission a l'intention de renforcer, par précaution, ses mesures préventives afin d'endiguer l'augmentation des cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles observée récemment et d'empêcher toute augmentation des cas à la suite de ce déploiement. À cet égard, elle compte renforcer et ajuster ses mesures de prévention et d'atténuation existantes afin de recenser, d'évaluer et d'atténuer les facteurs de risque en temps utile et de manière plus exhaustive. Ainsi, elle pourra améliorer son mécanisme visant à prévenir de manière efficace et efficient toutes les fautes graves, notamment les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles, de la part du personnel des Nations Unies, toutes catégories confondues. Le Service continuera également de jouer le rôle de conseiller principal du (de la) Chef de la Mission pour les questions de déontologie et de discipline. Il s'agira notamment : de recevoir et d'évaluer tous les types d'allégations de faute et de transmettre les dossiers pour enquête ; de donner des avis techniques sur les règles

et les procédures ; de tenir une base de données exhaustive aux fins du suivi et du signalement des cas de faute, y compris un état de l'aide apportée aux victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles ; d'aider au renforcement des capacités en matière de déontologie et de discipline ; de veiller, en coordination avec le (la) spécialiste hors classe des droits des victimes, à ce que les victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles, y compris les enfants nés d'atteintes ou d'une exploitation commises par des membres du personnel des Nations Unies et du personnel affilié, toutes catégories confondues, reçoivent un soutien adéquat en temps voulu, conformément à la Stratégie globale d'aide et de soutien aux victimes d'actes d'exploitation ou d'agression sexuelles commis par des membres du personnel des Nations Unies ou du personnel apparenté.

59. Compte tenu de ce qui précède, il est proposé, comme indiqué au tableau 5, de créer 3 postes et 1 emploi de temporaire (Volontaire des Nations Unies) et de réaffecter 1 poste. En outre, comme expliqué plus en détail aux paragraphes 17 et 18, il est également proposé de transformer en postes 2 emplois de temporaire, étant donné la nature continue des responsabilités qui leur sont associées (voir tableau 5). Les changements proposés permettront à la Mission de renforcer ses équipes Déontologie et discipline dans les domaines suivants :

a) Mécanismes de signalement et formation, pour aider la Mission à améliorer ses mécanismes de signalement existants en développant les réseaux locaux de signalement des abus dans toute la zone de la mission, en particulier dans les endroits reculés où des membres du personnel des Nations Unies sont présents. La création proposée de trois postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et d'un poste de Volontaire des Nations Unies permettra à la Mission de déployer un(e) administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national dans chaque état-major de secteur, ainsi qu'un(e) Volontaire des Nations Unies au sein du bureau de Kaga Bando. Les administrateurs recrutés sur le plan national apporteront un autre avantage, puisqu'ils pourront dispenser à Sango des cours de formation au personnel recruté sur le plan national, aux vacataires et aux membres des sociétés de sécurité recrutés au niveau local. Les titulaires joueront un rôle clef dans l'exécution des activités de sensibilisation de la Mission dans tout le pays en faisant connaître les mécanismes de signalement de la Mission, les normes de conduite attendues du personnel des Nations Unies et la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, y compris la possibilité de fournir une assistance aux victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Ils (elles) seront responsables du suivi continu de l'état de l'assistance apportée à plus de 460 victimes recensées, ainsi que de la création et de l'actualisation des profils de ces victimes dans le nouveau système de suivi de l'assistance apportée aux victimes. Ils (elles) faciliteront les échanges entre la Mission et les populations locales et organiseront des séances de renforcement des capacités en faveur des 31 mécanismes locaux de signalement existants dans le pays. Ils (elles) établiront des partenariats avec des organisations non gouvernementales locales agissant comme partenaires dans la prévention de la violence fondée sur le genre et soutiendront les efforts que déploie l'ONU au niveau national pour renforcer et faire connaître les systèmes d'orientation vers les mécanismes de signalement et d'assistance aux victimes. Le (la) Volontaire des Nations Unies collaborera étroitement avec les administrateurs recrutés sur le plan national et aura les connaissances nécessaires pour appuyer les spécialistes de la déontologie et de la discipline établis à Bangui et pour combler les lacunes dans les zones où la Mission ne dispose pas de tels spécialistes.

b) Renforcement de la présence régionale aux fins de la gestion des cas et d'autres activités liées à l'application de la loi. Les statistiques et les tendances actuelles indiquent qu'à ce jour, la plupart des fautes graves signalées, notamment les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles, sont survenues à Berbérati. Compte tenu

des contraintes géographiques et logistiques qu'il faut surmonter pour atteindre le secteur ouest, considéré comme une zone à haut risque d'exploitation et d'atteintes sexuelles, la Mission propose qu'un(e) spécialiste de la déontologie et de la discipline soit déployé(e) à Berbérati. Ce déploiement lui permettra d'avoir dans ce secteur et sur le terrain la présence durable nécessaire pour exécuter le programme de déontologie et de discipline. Il lui permettra également d'intensifier ses efforts de prévention des fautes professionnelles, notamment de communiquer avec les organes d'enquête, tout en mettant en œuvre et en suivant le processus de gestion des risques, et en dispensant à toutes les catégories de personnel, dans leurs lieux d'affectation, une formation aux normes et codes de conduite de l'ONU et à la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Le (la) titulaire dispensera, soit directement au personnel de la MINUSCA, soit aux formateurs de ce personnel, des cours de formation aux questions de déontologie et de discipline, notamment une formation spécialisée à la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Il (elle) contribuera également à améliorer la gestion des risques en rendant opérationnel le cadre de gestion des risques de la Mission, qui comprendra le recensement, l'évaluation et le traitement de tous les risques de faute professionnelle de la part du personnel de la MINUSCA.

Composante 1 : sécurité, protection des civils et droits humains

60. Au titre de la composante 1, la Mission continuera d'assurer les principales réalisations escomptées concernant la sécurité, la protection des civils et la promotion et la défense des droits humains, notamment aux fins de la réalisation des objectifs stratégiques suivants :

a) Continuer à créer en République centrafricaine les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires à la protection des civils et à la recherche de solutions politiques durables au conflit, et à les améliorer. La MINUSCA s'efforcera : de protéger les civils contre les menaces pesant sur leur sécurité, quelle qu'en soit l'origine ; de sécuriser les zones de tension stratégiques, notamment aux côtés des forces nationales ; de réduire les risques de violence électorale ou politique au niveau local ; d'aider les forces de défense nationale et de sécurité intérieure à renforcer la confiance avec les populations locales et à empêcher les groupes armés de s'installer dans les zones où l'État a rétabli son autorité. Toutes les parties au conflit devront adopter une démarche préventive modulable pour faire face à l'évolution des tactiques des groupes armés, y compris à toute hostilité à l'égard des organisations humanitaires, des autres organisations non gouvernementales nationales et internationales et du personnel des Nations Unies à l'approche des élections locales. La Mission contribuera à rendre le Gouvernement mieux à même de combattre les nouvelles menaces qui pèsent sur les civils du fait de l'évolution des méthodes de combat des groupes armés, notamment de l'utilisation d'engins explosifs. Elle continuera également de s'efforcer d'améliorer sa coopération avec les forces de défense nationale et de sécurité intérieure afin de s'acquitter de son mandat de protection des civils dans toute la République centrafricaine. La coopération militaire, policière, civile et politique intégrée que mène la Mission et l'assistance technique qu'elle fournit, y compris la conduite d'opérations à court et à long terme et l'utilisation stratégique des moyens aériens, permettront d'inciter les parties à mettre fin aux violations de l'Accord de paix et aux violations des droits humains, et à trouver des solutions politiques durables au conflit. Cette approche coordonnée et intégrée, qui est en accord avec l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général, permettra d'établir une présence plus mobile et plus robuste afin de prévenir et d'anticiper les crises, de maintenir des zones sûres et sécurisées aux fins de la protection des civils, et d'appuyer la poursuite de l'application de l'Accord de paix et de l'extension de l'autorité de l'État ;

b) Continuer d'accorder la priorité à la protection des civils contre les menaces de violence, notamment la violence sexuelle liée aux conflits et les violations graves des droits de l'enfant, et aux stratégies intégrées et dynamiques de prévention de la violence, en tirant pleinement parti des capacités de surveillance et des dispositifs d'alerte rapide de la Mission, le but étant d'aborder la protection des civils dans une perspective plus préventive, quelle que soit l'origine des menaces. Les interventions de plus en plus dynamiques, proactives et échelonnées menées par le personnel militaire et de police de la Mission visent à créer un environnement favorable au processus de paix et de réconciliation, notamment à soutenir la mise en place de conditions propices à la tenue d'élections locales durables et crédibles. Elles visent également à empêcher que les groupes armés ne compromettent les progrès accomplis en matière de sécurité. La stratégie intégrée de protection des civils sera fondée sur la concertation et les efforts de prévention et de règlement des conflits au niveau local, le soutien au processus politique et le déploiement de forces étatiques menant leurs activités de façon efficace, responsable et durable. En coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, la Mission continuera de s'employer à renforcer les capacités des autorités nationales en matière de protection des civils et à réduire au minimum le risque que les parties au conflit n'attisent les tensions communautaires à des fins électorales, politiques ou économiques. Face à l'augmentation des risques dans le contexte des préparatifs des élections locales, elle renforcera ses dispositifs de surveillance du respect des droits humains et d'alerte rapide dans les lieux stratégiques, notamment en faisant davantage appel aux équipes mixtes de protection de la population civile et aux réseaux d'alerte locale, en améliorant la planification des interventions d'urgence et en dispensant aux forces de défense nationale et de sécurité intérieure une formation en matière de droits humains, de droit international humanitaire, de protection de l'enfance et de prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre. En outre, elle appuiera les comités techniques de sécurité et les comités préfectoraux pour la sécurité des élections qui ont été créés sur l'ensemble du territoire, au sein desquels les acteurs locaux surveilleront les violations de l'Accord de paix, engageront un dialogue politique et s'attaqueront aux problèmes de sécurité ;

c) La Mission, qui possède un vaste réseau d'assistants chargés de la liaison avec la population locale et contribue à améliorer le fonctionnement des mécanismes de protection locale, continuera de renforcer la mobilisation de tous les acteurs de la protection et de la sécurité, y compris sa force et sa police, les autorités locales, les représentants de la population et de la société civile et les membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure, et à les responsabiliser davantage. En partenariat avec l'équipe de pays des Nations Unies, ces acteurs locaux de la protection seront mobilisés et dotés des moyens d'évaluer et de recenser collectivement les risques afin de réduire la violence à l'échelle locale, de renforcer les réseaux d'alerte locale et l'analyse des menaces, et d'assumer un rôle clef dans les activités de sensibilisation et de protection. Ces efforts seront renforcés par l'amélioration de la collaboration et de la coordination entre la composante civile et la composante Personnel en tenue, d'une part, et les intervenants humanitaires, d'autre part, pour prévenir et combattre la violence et aider le Gouvernement nouvellement élu à préserver l'intégrité territoriale et à promouvoir la réconciliation ;

d) Continuer de surveiller, signaler, chercher à prévenir et réprimer les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment les violences sexuelles liées aux conflits et les violations graves des droits de l'enfant, quelles que soient les parties au conflit mises en cause, tout en offrant un appui technique aux groupes armés afin de les aider à mettre en place et à exécuter des plans d'action visant à combattre les violations graves des droits de l'enfant et en fournissant aux autorités nationales une assistance en ce qui

concerne la conduite d'enquêtes professionnelles et le lancement de poursuites pour violations des droits humains de manière impartiale, quels qu'en soient les auteurs. En outre, la Mission continuera d'aider les pouvoirs publics à établir les cadres institutionnels et juridiques nécessaires à la protection des civils et à la défense des droits humains, et notamment à assurer la pleine exécution du Plan national pour la prévention de l'incitation à la haine et à la violence, à l'appui du Haut Conseil de la communication, du Comité sur la prévention du génocide et de la Commission nationale des droits de l'homme et en coordination avec eux ;

e) Continuer à surveiller, signaler et limiter tout fait public d'incitation à la haine, à l'intolérance et à la violence pour prévenir les menaces de violence physique contre les civils, notamment par l'application des stratégies de communication et des plans d'action préventifs mis en place par la Mission pour lutter contre les discours haineux, y compris ceux liés à la gouvernance et aux élections, promouvoir la réconciliation et la cohésion sociale et informer l'opinion publique au sujet du processus électoral, de la mise en œuvre de l'Accord de paix et des faits nouveaux concernant l'extension de l'autorité de l'État ;

f) Se concerter étroitement avec les intervenants humanitaires pour continuer de faciliter l'instauration d'un climat de sécurité propice à l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire et au rapatriement, à l'intégration et à la réinstallation volontaires et en toute sécurité des déplacés et des réfugiés. Il sera essentiel de faciliter la fourniture d'aide humanitaire car la pauvreté, l'insécurité et les vulnérabilités risquent d'être exacerbées par les répercussions de la pandémie de COVID-19.

61. Forte d'un effectif autorisé de 14 400 militaires, dont 155 observateurs et 425 officiers d'état-major, 2 420 membres d'unités de police constituées, 600 membres de la police des Nations Unies et 108 spécialistes des questions pénitentiaires fournis par des gouvernements, la MINUSCA continuera à déployer ses forces dans toutes les zones géographiques pour satisfaire tous les besoins prioritaires et adaptera ses stratégies et ses moyens d'action en fonction de la situation sur le terrain, accroissant ainsi sa souplesse et sa mobilité pour sécuriser les principaux sites électoraux clefs et consolider la sécurité là où la paix a été restaurée.

62. La MINUSCA aidera davantage les autorités nationales, y compris les institutions de justice pénale, à renforcer leur capacité d'assurer la sécurité dans tout le pays. Pour créer les conditions propices à une plus grande stabilité et continuer d'appuyer le déploiement des forces de défense nationale et de sécurité intérieure, elle continuera d'utiliser ses bases d'opérations principales et ses bases d'opérations permanentes, dont certaines seront créées en réhaussant les bases opérationnelles temporaires établies au cours des années précédentes, en fonction des besoins opérationnels. Elle renforcera la mobilité et la souplesse de la force, compte tenu de l'augmentation des effectifs militaires et policiers autorisés, afin de créer les conditions de sécurité minimales nécessaires pour assurer la protection des civils, y compris dans le cadre des élections locales. Pour y parvenir, elle effectuera davantage de patrouilles de plus longues distances pour atteindre les zones où elle a eu une présence limitée, réduira la durée du déploiement des troupes dans les bases opérationnelles temporaires et fermera les bases opérationnelles temporaires dont la durée de vie est dépassée. Ce renforcement des capacités permettra à la Mission d'améliorer l'appréciation de la situation et l'anticipation des menaces pesant sur la sécurité et d'appuyer les opérations militaires et policières et les missions de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, ainsi que de contrer les grandes menaces et de faire face aux menaces pesant sur les civils. La fermeture de bases opérationnelles temporaires contribuera également à atténuer le risque d'exploitation et d'atteintes sexuelles, d'autant plus que la Mission recourra davantage à des mesures

d'atténuation de ce risque. Le risque d'exploitation et d'atteintes sexuelles sera davantage atténué grâce à un recours accru à des coordonnateurs chargés de ces questions et à des visites et inspections régulières dans tous les lieux où la Mission est déployée.

63. Les contingents continueront d'effectuer simultanément des patrouilles de routine, d'établir des postes de garde statique afin d'accroître leur visibilité et leur capacité à intervenir de façon préventive, de faciliter les opérations à court et à long terme et de proposer des patrouilles conjointes avec les forces de défense nationale et de sécurité intérieure. Sous réserve d'accord entre la Mission et les autorités nationales, un nombre restreint de membres agréés et formés des forces de sécurité intérieure participeront à des opérations conjointes avec la Mission, visant notamment à fournir un appui technique et une aide à la planification renforcés et un appui logistique.

64. Conformément à son mandat, la Mission aidera également à la sélection, au recrutement, à la vérification des antécédents et à la formation des forces de défense nationale et de sécurité intérieure, en soutenant la mise en œuvre du plan de formation quinquennal. En particulier, elle s'efforcera, en collaboration avec ses partenaires, d'apporter un soutien pour renforcer la supervision des forces de sécurité intérieure, par la consolidation des structures de commandement et de contrôle et des mécanismes de contrôle interne et externe. L'appui opérationnel fourni aux forces de sécurité intérieure renforcera les capacités nationales en ce qui concerne les enquêtes, les arrestations, la détention, l'administration des preuves judiciaires et leur transmission aux tribunaux compétents. En outre, la Mission continuera de suivre une stratégie de police de proximité fondée sur le renseignement et axée sur l'humain, qui consistera notamment à multiplier les échanges avec les populations locales afin de les rassurer quant à leur sécurité et de les sensibiliser à cette question. Grâce au renforcement des moyens des forces de défense nationale et de sécurité intérieure, les autorités nationales pourront prévenir et combattre la violence et réduire la capacité d'auteurs potentiels de violences physiques contre des civils de passer à l'acte, tout en s'appuyant sur leurs propres institutions et en assumant une plus grande responsabilité quant à la protection des civils.

65. La MINUSCA renforcera encore sa capacité d'intervention pour atténuer la menace que représentent les engins explosifs dans le pays. À cet égard, elle tirera parti de l'augmentation des effectifs militaires autorisés pour accroître la taille de la composante Neutralisation des explosifs et munitions pour cinq compagnies du génie, qui passera d'une équipe à une section à part entière, dotée de chiens entraînés à la détection d'explosifs et de véhicules télécommandés. De même, alors que la force conserve la responsabilité de la neutralisation des explosifs et munitions, la Mission fera appel à l'expertise du Service de la lutte antimines en ce qui concerne les évaluations préalables au déploiement, la formation, le mentorat et le renforcement des capacités des unités d'infanterie en matière de recherche et de détection, ce qui lui permettra de mener des opérations dans un environnement à haut risque et de contribuer à sauver la vie de son personnel, des acteurs humanitaires et des populations civiles. En outre, comme les années précédentes, le Service de la lutte antimines continuera de coordonner les activités de lutte antimines menées à des fins humanitaires, notamment en accréditant les équipes de neutralisation des explosifs et munitions de la force pour le déminage humanitaire et en aidant le Gouvernement centrafricain à établir une structure de coordination nationale pour combattre la menace que représentent les engins explosifs.

*Réalisation escomptée**Indicateurs de succès*

1.1 Amélioration des conditions de sécurité et de la protection des civils, notamment par la réduction de l'insécurité causée par les engins explosifs, le perfectionnement des mécanismes de protection communautaire et le renforcement de la sécurité dans des zones stratégiques de la République centrafricaine

1.1.1 Nombre d'attaques et d'affrontements armés entre les parties au conflit (2020/21 : 60 ; 2021/22 : 70 ; 2022/23 : 150)

1.1.2 Nombre de violations de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 1 600 ; 2022/23 : 2 000)

1.1.3 Pourcentage du nombre total d'engins explosifs détectés qui sont détruits en toute sécurité (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : sans objet ; 2022/23 : 30 %)

1.1.4 Nombre de membres des communautés locales qui ont une meilleure connaissance des pratiques dangereuses et sûres grâce à la sensibilisation au risque des engins explosifs (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 2 000 ; 2022/23 : 10 000)

Produits

- Organisation de 36 séances de remue-ménages, de formation et de planification à l'intention de 720 participants (dont 215 femmes), afin d'examiner les préoccupations et les questions liées à la protection, notamment l'efficacité des mécanismes d'alerte rapide, la liberté de circulation et le retour des déplacés et des réfugiés, et de créer les conditions propices au retour des autorités de l'État et des fonctionnaires, le but étant de consolider les mécanismes de protection et de coordination de l'Accord de paix, de renforcer les mesures concrètes de prévention et d'atténuation mises en œuvre conjointement avec les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et d'améliorer les conditions de sécurité dans leur ensemble
- Maintien et exploitation de 19 bases d'opérations permanentes, de 24 bases d'opérations principales et de 52 bases d'opérations temporaires au plus pour une durée limitée, afin de permettre à la Mission d'avoir une présence souple et préventive
- Conduite de 2 430 patrouilles hebdomadaires (1 200 patrouilles de proximité, 400 patrouilles de moyenne distance, 450 patrouilles de longue distance et 380 missions d'escorte) dans les principales agglomérations de la République centrafricaine, afin d'intervenir rapidement ou d'appuyer le processus de paix, les élections, la réconciliation nationale, la cohésion sociale et la justice transitionnelle aux niveaux local et national, le but étant d'atténuer le danger que représentent les groupes armés et de limiter leur influence sur l'ensemble du territoire
- Conduite de 14 patrouilles hebdomadaires conjointes avec les forces de défense nationale sur l'ensemble du territoire centrafricain, pour appuyer l'extension de l'autorité de l'État et intervenir pour protéger les civils, en atténuant le danger que représentent les groupes armés et en limitant leur influence et leur contrôle sur le territoire
- Réalisation de 36 déploiements de forces d'intervention rapide et de bataillons de réserve en vue de dissuader activement les groupes armés de mener des actions contre les civils dans les nouvelles zones de tension, de protéger les civils de la violence ou du harcèlement pendant la période électorale et de réduire la présence des groupes armés et le contrôle qu'ils exercent
- Réalisation de 56 vols de systèmes de drones par semaines aux fins de l'appréciation de la situation et de l'anticipation des menaces pesant sur la sécurité et à l'appui des missions de renseignement, de surveillance et de reconnaissance militaires
- Organisation de 36 heures de vol d'hélicoptère en moyenne par mois et par unité d'aviation déployée en vue d'appuyer les opérations militaires et les missions de renseignement, de surveillance et de reconnaissance

- Exécution de 480 projets de réfection des routes, ponts, puits et aéroports par les groupes du génie de la MINUSCA, en partenariat avec l'équipe de pays des Nations Unies ainsi que les partenaires gouvernementaux et humanitaires dans le but de faciliter la protection des civils, l'acheminement et le suivi de l'aide humanitaire et le relèvement rapide
- Organisation de 15 séances de formation sur la protection des civils, les droits humains et le droit international humanitaire à l'intention de membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure et de fonctionnaires de l'administration locale, afin de renforcer la capacité des acteurs étatiques à contribuer à la création d'un environnement protecteur
- Organisation de 15 séances de formation à la protection des civils et aux droits humains à l'intention de membres de la société civile et de coordonnateurs locaux qui luttent contre les discours haineux et s'emploient à prévenir les génocides et d'autres atrocités criminelles
- Conduite de 10 missions conjointes de protection par la société civile, les institutions locales et nationales de défense des droits humains et les réseaux d'alerte rapide, l'objectif étant de renforcer les mécanismes locaux de protection
- Conduite de 40 missions conjointes de protection sur le terrain pour renforcer les systèmes d'alerte rapide et la protection des civils et évaluer les menaces actuelles et éventuelles qui pèsent sur l'intégrité physique des civils
- Conduite de 350 patrouilles hebdomadaires par l'Équipe spéciale conjointe de Bangui et le personnel de police des Nations Unies, en collaboration avec les forces de sécurité intérieure, pour garantir la liberté de circulation et assurer la protection des civils 24 heures sur 24
- Conduite de 59 patrouilles quotidiennes programmées par des unités de police constituées et de 6 patrouilles quotidiennes de renfort opérationnel, à l'intérieur et à l'extérieur de Bangui, pour procéder à des évaluations de la sécurité, fournir un renfort à la maîtrise des foules et au maintien de l'ordre public et collaborer avec la population et les autorités locales en vue de recueillir des renseignements
- Tenue de 6 000 séances de dialogue organisées par les membres de la police des Nations Unies dans différentes localités (arrondissements et bases d'opérations, notamment) pour rassurer la population locale quant à sa sécurité et la sensibiliser à cette question
- Lancement de 1 campagne de communication nationale d'une année ciblant en particulier les jeunes, au moyen de la radio, de la presse écrite, de vidéos, des médias sociaux et d'activités de vulgarisation, afin de mobiliser un appui en faveur de la Mission et de prévenir les différends intercommunautaires et intracommunautaires
- Organisation de 1 campagne nationale de mobilisation sociale pour prévenir la violence liée aux conflits et la violence sexuelle et fondée sur le genre
- Tenue de 2 ateliers avec les autorités nationales pour appuyer la mise en place d'une entité nationale de lutte contre les mines
- Organisation de 24 réunions d'assistance technique et appui, par la fourniture de conseils techniques, à l'évaluation et à l'accréditation des capacités de neutralisation des explosifs et munitions de la MINUSCA aux fins de la lutte contre les menaces liés à ces engins
- Organisation de 200 séances de sensibilisation aux menaces liées aux engins explosifs à l'intention du personnel civil et du personnel en tenue de la MINUSCA, des organismes des Nations Unies et des acteurs humanitaires
- Organisation de 20 séances de formation à la neutralisation des explosifs et munitions, de formation des formateurs, de recyclage, de mentorat et de formation aux enquêtes après explosion à l'intention des unités de neutralisation des explosifs et munitions des compagnies du génie, et activités de formation à la recherche et à la détection à l'intention des bataillons d'infanterie et des membres de la force
- Organisation de 500 séances de sensibilisation aux menaces que les engins explosifs font peser sur la population civile, dans les zones où la prévalence de ces engins est forte

- Exécution de 12 tâches opérationnelles et techniques de neutralisation des explosifs et munitions, y compris l'élimination des restes explosifs de guerre et des munitions obsolètes et le soutien aux enquêtes après explosion, à l'appui des pays fournisseurs de contingents
- Formation de 100 % des bataillons d'infanterie et des compagnies spécialisées en convois de combat déployés dans l'ouest de la République centrafricaine aux opérations de recherche et de détection adaptées à la situation, et encadrement de ceux-ci, afin qu'ils puissent détecter les engins explosifs

*Réalisation escomptée**Indicateurs de succès*

1.2 Intensification de la promotion et de la défense des droits humains en République centrafricaine, en particulier des droits des femmes et des enfants, notamment par le renforcement des capacités nationales et locales dans ce domaine

1.2.1 Nombre d'affaires concernant des violations des droits humains et du droit humanitaire international, notamment des violations graves des droits de l'enfant et des violences sexuelles liées aux conflits, qui sont portées à l'attention des autorités nationales et des groupes armés, et mesures prises à cet égard (2020/21 : 1 550 ; 2021/22 : 500 ; 2022/23 : 500)

1.2.2 Des plans d'action destinés à prévenir et à éliminer les violations graves des droits de l'enfant sont pleinement mis en œuvre par des groupes armés (2020/21 : 3 ; 2021/22 : 3 ; 2022/23 : 3)

1.2.3 Des enfants sont libérés des rangs de forces et groupes armés et confiés à des services de prise en charge (2020/21 : 1 500 ; 2021/22 : 1,500 ; 2022/23 : 500)

1.2.4 Nombre total d'agents des forces de sécurité intérieure qui ont suivi une formation sur les droits humains, la protection des civils et des enfants, la prévention de la violence liée au conflit, la violence sexuelle et fondée sur le genre ainsi que les relations entre civils et militaires (2020/21 : 4 000 ; 2021/22 : 1 000 ; 2022/23 : 2 500)

1.2.5 Nombre d'instructions données par des parties au conflit en vue de prévenir et d'éliminer les violations graves des droits de l'enfant (2020/21 : 3 ; 2021/22 : 3 ; 2022/23 : 3)

1.2.6 Nombre d'engagements à faire cesser et à prévenir les violences sexuelles signés par les parties au conflit (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : sans objet ; 2022/23 : 2)

1.2.7 Nombre total de personnes arrêtées et détenues arbitrairement qui sont libérées par les autorités nationales et les groupes armés grâce à l'intervention de la MINUSCA (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 200 ; 2022/23 : 200)

Produits

- Organisation de 30 séances de formation sur les droits et la protection des enfants à l'intention de 1 500 membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure et agents pénitentiaires

- Organisation de 30 réunions avec les dirigeants des parties au conflit afin de plaider pour qu'ils signent des plans d'action ou des directives de commandement visant à prévenir et à éliminer les violations graves des droits de l'enfant, et qu'ils les appliquent
- Organisation de 30 séances de sensibilisation sur les 6 violations graves des droits de l'enfant et la protection des enfants dans les situations de conflit armé à l'intention des groupes armés
- Tenue de 10 séances de formation à l'intention des membres de la société civile et des organismes des Nations Unies sur le suivi et l'examen des violations graves des droits de l'enfant
- Tenue de 30 séances de sensibilisation aux préoccupations touchant la protection de l'enfance et aux effets de la prise en compte de ces préoccupations sur les enfants, à l'intention de la société civile, des animateurs de collectivités, des chefs religieux, des réseaux d'alerte locale et des autorités locales
- Conduite de 120 missions sur le terrain pour suivre les 6 violations graves des droits de l'enfant, telles que la présence d'enfants dans des groupes armés, et en examiner le bien-fondé
- Organisation de 1 atelier national et de 6 ateliers régionaux sur la question de la prévention des 6 violations graves des droits de l'enfant dans le cadre d'un plan national de prévention
- Établissement de 4 rapports trimestriels pour le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés et de 1 rapport annuel relatif à la situation des enfants touchés par les conflits armés en République centrafricaine
- Lancement, au moyen de la radio, de la presse écrite, de vidéos, des médias sociaux et d'activités de vulgarisation, de 1 campagne nationale à l'appui de l'initiative « Agir pour protéger les enfants touchés par les conflits armés » afin de protéger les enfants contre des violations graves de leurs droits
- Production de 1 rapport visant à sensibiliser le public dans un domaine clef de la violence sexuelle liée au conflit
- Conduite de 120 missions de suivi et d'enquête pour assurer le suivi d'allégations concernant des violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et en établir le bien-fondé
- Organisation de 200 visites de centres de détention pour surveiller les violations du droit international humanitaire et les violations des droits humains et les atteintes à ces droits et enquêter à leur sujet
- Tenue de 20 séances de formation sur les droits humains et la détention à l'intention de fonctionnaires de l'administration pénitentiaire et de membres des forces de sécurité intérieure
- Établissement de 2 comptes rendus d'incident portant sur les violations et atteintes liées au conflit, de 4 rapports trimestriels, de 12 rapports mensuels et de 1 rapport public annuel sur la situation des droits humains dans le pays, y compris sur les violations des droits humains et atteintes à ces droits liées au conflit, les cas de violence sexuelle liée aux conflits et d'enfants touchés par des conflits armés, afin de promouvoir la responsabilité politique et judiciaire
- Fourniture d'un soutien technique et logistique pour l'organisation de 30 visites sur le terrain à des institutions nationales des droits humains, dont 10 visites au Haut Conseil de la communication, afin d'appuyer la mise en œuvre complète du plan national de lutte contre les discours de haine visant à prévenir la propagation de la violence, 10 visites au Comité national sur la prévention du génocide, afin de l'aider à exécuter son mandat de prévention contre les atrocités criminelles, et 10 visites à la Commission nationale des droits de l'homme, afin de l'aider à exécuter son mandat en matière de promotion et de protection de ces droits
- Organisation de 5 manifestations publiques en collaboration avec la Haute autorité de la bonne gouvernance pour promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels et y sensibiliser le public.
- Organisation de 5 manifestations publiques en collaboration avec le Réseau des organisations non gouvernementales de promotion et de défense des droits humains en République centrafricaine, afin de sensibiliser à la promotion et à la protection des droits des défenseurs des droits humains, conformément à la loi adoptée à cet égard

- Organisation, par l'intermédiaire de la radio locale et dans le cadre d'activités de vulgarisation, de 11 campagnes visant à protéger les droits humains des citoyens de la République centrafricaine et à donner de la visibilité aux travaux menés par la Mission en matière de promotion des droits humains
- Organisation de 12 séances de travail sur les mécanismes relatifs aux droits humains des Nations Unies, pour renforcer les capacités des membres du comité interministériel chargé de rédiger et de valider les rapports que le Gouvernement présente aux organes conventionnels des Nations Unies, et mettre à jour les plans de mise en œuvre pertinents
- Organisation de 30 séances de formation (aussi bien avant le déploiement qu'après celui-ci) sur les droits humains et le droit humanitaire international, y compris les violences sexuelles liées aux conflits et la protection de l'enfance, à l'intention des forces de défense nationale et de sécurité intérieure, afin de faciliter la prise en compte des droits humains dans la réforme du secteur de la sécurité
- Organisation de 20 séances de formation sur les enquêtes, le suivi et les rapports concernant les droits humains à l'intention des membres d'organisations non gouvernementales de défense des droits humains, de la société civile et des journalistes, afin de les aider à adopter une approche fondée sur ces droits dans le cadre de leur travail
- Organisation de 6 ateliers d'experts sur les droits économiques, sociaux et culturels à l'intention des institutions nationales des droits humains, des organisations de la société civile et des ministères de tutelle
- Organisation de 6 manifestations publiques en collaboration avec les institutions nationales des droits humains et les organisations de la société civile afin de promouvoir les droits des minorités et les efforts de lutte contre la discrimination.
- Organisation de 10 réunions du groupe de travail chargé du suivi, de l'analyse et de la communication de l'information en ce qui concerne les violences sexuelles liées aux conflits afin d'assurer la collecte systématique d'informations sur ces violences et de promouvoir des interventions visant à les prévenir et à les combattre
- Organisation de 6 activités de sensibilisation dirigées par les membres du réseau national de protection des victimes et des témoins de violences sexuelles au niveau local afin de mieux prévenir et combattre les violences sexuelles liées aux conflits
- Tenue de 1 atelier avec les acteurs de la société civile et les institutions publiques concernées, en coopération avec les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, afin de contribuer à donner suite au communiqué conjoint signé en 2019 par le Gouvernement centrafricain et l'Organisation des Nations Unies sur la prévention et la répression des violences sexuelles liées aux conflits

Facteurs externes

Incidence du déploiement d'autres membres du personnel de sécurité sur les conditions de sécurité. Comportement des groupes armés. Déploiement du personnel nécessaire en temps voulu, et capacité technique des autorités nationales à assumer progressivement leurs responsabilités en matière de sécurité et de protection des civils. Aggravation des préoccupations concernant la violence et la protection durant les opérations électorales et tentatives visant à déstabiliser l'application de l'Accord de paix

Tableau 6

Ressources humaines : composante 1 : sécurité, protection des civils et droits humains

<i>Catégorie</i>	<i>Total</i>
<i>I. Observateurs militaires</i>	
Effectif approuvé 2021/22	169
Effectif proposé 2022/23	155
Variation nette	(14)

Catégorie							Total			
II. Contingents										
Effectif approuvé 2021/22							14 187			
Nombre proposé 2022/23							14 201			
Variation nette							14			
III. Police des Nations Unies										
Effectif approuvé 2021/22							600			
Effectif proposé 2022/23							600			
Variation nette							–			
IV. Unités de police constituées										
Effectif approuvé 2021/22							2 420			
Effectif proposé 2022/23							2 420			
Variation nette							–			
V. Personnel civil										
Personnel recruté sur le plan international							Personnel recruté sur le plan national ^a		Total	
SGA/SSG D-2/D-1 P-5/P-4 P-3/P-2 Service mobile Total partiel							Volontaires des Nations Unies			
Bureau du (de la) commandant(e) de la force										
Postes approuvés 2021/22							1 1		4	
Postes proposés 2022/23							1 1		4	
Variation nette							– –		–	
Bureau du (de la) chef de la police										
Postes approuvés 2021/22							– 2		15	
Postes proposés 2022/23							– 2		22	
Variation nette (voir tableau 7)							– –		7	
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22							– –		7	
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23							– –		–	
Variation nette (voir tableau 7)							– –		(7)	
Total partiel										
Effectif approuvé 2021/22							– 2		22	
Effectif proposé 2022/23							– 2		22	
Variation nette (voir tableau 7)							– –		–	
Division des droits de l'homme										
Postes approuvés 2021/22							– 1		72	
Postes proposés 2022/23							– 1		72	
Variation nette (voir tableau 8)							– –		–	
Groupe de la protection de l'enfance										
Postes approuvés 2021/22							– –		15	

V. Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a			Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel	Volontaires des Nations Unies		
Postes proposés 2022/23	—	—	2	4	—	6	4	5	15
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total (postes)									
Postes approuvés 2021/22	1	4	19	21	4	49	30	27	106
Postes proposés 2022/23	1	4	23	24	4	56	30	27	113
Variation nette	—	—	4	3	—	7	—	—	7
Total (emplois de temporaire)									
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22	—	—	3	4	—	7	—	—	7
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Variation nette	—	—	(3)	(4)	—	(7)	—	—	(7)
Total partiel (personnel civil, emplois de temporaire inclus)									
Effectif approuvé 2021/22	1	4	22	25	4	56	30	27	113
Effectif proposé 2022/23	1	4	23	24	4	56	30	27	113
Variation nette	—	—	1	(1)	—	—	—	—	—
Total (I à V)									
Effectif approuvé 2021/22	1	4	22	25	4	56	30	27	17 489
Effectif proposé 2022/23	1	4	23	24	4	56	30	27	17 489
Variation nette	—	—	1	(1)	—	—	—	—	—

^a Administrateurs et agents des services généraux.

^b Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Bureau du (de la) chef de la police

Tableau 7

Ressource humaines : Bureau du (de la) chef de la police

	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Postes	+1	P-4	Spécialiste de la réforme de la police des Nations Unies	Transformation	
	+1	P-4	Spécialiste de la formation de la police des Nations Unies	Transformation	
	+1	P-4	Conseiller(ère) pour les questions liées à la police des Nations Unies	Transformation	
	+1	P-3	Spécialiste de la gestion de programme	Transformation	
	+1	P-3	Spécialiste des ressources humaines	Transformation	
	+1	P-3	Juriste	Transformation	

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	+1	P-3	Spécialiste de la déontologie et de la discipline	Transformation	
Total partiel	+7				
Emplois de temporaire	-1	P-4	Spécialiste de la réforme de la police des Nations Unies	Transformation	
	-1	P-4	Spécialiste de la formation de la police des Nations Unies	Transformation	
	-1	P-4	Conseiller(ère) pour les questions liées à la police des Nations Unies	Transformation	
	-1	P-3	Spécialiste de la gestion de programme	Transformation	
	-1	P-3	Spécialiste des ressources humaines	Transformation	
	-1	P-3	Juriste	Transformation	
	-1	P-3	Spécialiste de la déontologie et de la discipline	Transformation	
Total partiel	-7				
Total	-				

66. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour le Bureau du (de la) chef de la police sont au nombre de 22 : 1 D-2, 1 D-1, 2 P-5, 8 P-4 [dont 3 emplois de temporaire (autre que pour les réunions)], 5 P-3 [dont 4 emplois de temporaire (autre que pour les réunions)], 1 poste d'agent(e) du Service mobile et 4 postes d'agent(e) des services généraux. Le Bureau supervise le personnel de la police des Nations Unies, qui continuera d'appuyer le processus de paix et d'aider les autorités centrafricaines à protéger les civils dans tout le pays, principalement en apportant un soutien opérationnel et une assistance technique aux forces de sécurité intérieure afin de stabiliser l'environnement sûr créé grâce à la mise en œuvre de la stratégie de protection des civils de la Mission.

67. Pour appuyer le processus de paix, la police des Nations Unies continuera de mener des activités de renforcement des capacités en vue de développer encore plus les capacités des forces de sécurité intérieure. Elle continuera également de faciliter le transfert progressif à ces forces des responsabilités relatives à la protection rapprochée des hauts responsables et celui des fonctions de garde statique des institutions nationales. L'Organisation des Nations Unies continuera de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la sécurité des magistrats et d'autres responsables, des victimes et des témoins, ainsi que des locaux de la Cour pénale spéciale. La police des Nations Unies continuera également de contribuer à la protection du personnel, des installations et du matériel des Nations Unies. Compte tenu de la détérioration des conditions de sécurité, le personnel de police des Nations Unies continuera de jouer un rôle clef en aidant les autorités nationales à rétablir la sécurité, ainsi que l'ordre public. En outre, la police des Nations Unies continuera d'améliorer la protection des civils dans tout le pays, de contribuer à la promotion des droits humains et à la création des conditions de sécurité propices au rétablissement et à l'extension de l'autorité de l'État, et de lutter contre l'impunité.

68. Compte tenu de ce qui précède, et comme expliqué plus en détail aux paragraphes 17 et 18, il est proposé de transformer en postes 7 emplois de temporaire, comme indiqué au tableau 7, afin d'appuyer les activités que la Mission continue de mener à cet égard.

Division des droits de l'homme

Tableau 8

Ressources humaines : Division des droits de l'homme

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	+1	P-4	Spécialiste des droits humains	Reclassement	
	-1	P-3	Spécialiste des droits humains	Reclassement	
	-2	GN	Assistant(e) administratif(tive)	Suppression	
	+2	AN	Spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Création	
Total	–				

69. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour la Division des droits de l'homme sont au nombre de 72 : 1 D-1, 1 P-5, 9 P-4, 11 P-3, 5 P-2, 2 agent(e)s du Service mobile, 14 administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national, 7 agent(e)s des services généraux et 22 Volontaires des Nations Unies. La Division est chargée de suivre les violations du droit international humanitaire et les violations des droits humains et les atteintes à ces droits commises dans toute la République centrafricaine, ainsi que les violations et les atteintes commises contre des enfants et des femmes, notamment les viols et autres formes de violence sexuelle perpétrés en temps de conflit armé. Elle a également pour mission d'aider les autorités nationales à protéger et à promouvoir les droits humains, à prévenir les violations et les atteintes, et à renforcer les capacités des organisations de la société civile.

70. Après les scrutins présidentiel et législatif de décembre 2020, la situation des droits humains s'est fortement détériorée et se caractérise désormais par une insécurité généralisée, qui expose les civils à de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire. On a observé une augmentation du nombre de personnes ayant subi des violations des droits humains aux mains de groupes armés, ainsi qu'une augmentation du nombre d'actes commis par les forces de défense nationale et de sécurité intérieure. Ces deux phénomènes témoignent de l'existence de graves défaillances structurelles, carences institutionnelles et lacunes en matière de protection. Dans ce contexte, la Division des droits de l'homme entend optimiser davantage l'exécution, l'efficacité et la visibilité des activités de surveillance, d'enquête et de communication de l'information de la Mission et intensifier les efforts de plaidoyer pour recueillir des informations sur les menaces liées au conflit et leur incidence sur la population civile, ainsi que sur les violations des droits humains liées au conflit.

71. Pour faciliter la réorientation stratégique des priorités thématiques et programmatiques en fonction du mandat de la Mission, il est proposé de reclasser un poste, comme indiqué au tableau 8. Cette réorientation contribuera à renforcer la capacité de planification stratégique de la Division des droits de l'homme et permettra à la Mission de consolider son approche axée sur les résultats en matière de droits humains, qui vise à produire des changements mesurables pour les citoyens de la République centrafricaine, conformément aux tâches prioritaires confiées à la Mission dans le domaine des droits humains et de la protection. En outre, le fait de disposer d'un(e) spécialiste des droits humains de la classe P-4 facilitera les échanges stratégiques avec les ministères de tutelle, les autres organismes des Nations Unies et les partenaires, l'objectif étant : de veiller à ce que les institutions nationales des droits humains soient pleinement opérationnelles ; de renforcer les organisations de la société civile et d'élargir l'espace civique ; d'intensifier les initiatives de renforcement des capacités des forces de défense nationale et de sécurité intérieure ;

de soutenir les initiatives nationales visant à lutter contre les discours de haine et l'incitation publique à la violence ; de promouvoir l'application du principe de responsabilité et de contribuer à la lutte contre l'impunité, notamment en utilisant les cas avérés de violations des droits humains pour appuyer les institutions judiciaires nationales et internationales telles que la Cour pénale spéciale.

72. En outre, la Mission entend renforcer sa présence à Bambari et à Bria afin de répondre aux demandes croissantes qui lui sont faites pour qu'elle suive les violations des droits humains commises par toutes les parties au conflit et qu'elle communique rapidement l'information y relative. En particulier, elle envisage de renforcer sa capacité à déployer sur le terrain des membres du personnel recruté sur le plan national, qui ont l'avantage de parler la langue locale. Le tableau d'effectifs approuvé pour la Division des droits de l'homme comprend 2 postes d'assistant(e) administratif(tive) (agent(e) des services généraux), soit 1 poste dans chacun des bureaux régionaux de Bambari et de Bria. Les applications Web ont été développées et améliorées, notamment Umoja, iSeek, iNeed et Inspira, de sorte que tous les membres du personnel de la Division déployés dans ces bureaux effectuent la plupart des tâches administratives en utilisant les fonctionnalités de libre-service de ces applications. Par conséquent, en lieu et place des assistants administratifs recrutés sur le plan national, il faudrait, pour améliorer l'exécution du mandat de la Mission, engager des administrateurs recrutés sur le plan national, qui peuvent assumer des fonctions essentielles en matière de droits humains compte tenu de l'augmentation des obligations de suivi et de communication de l'information sur le terrain, tout en contribuant à la mise en place de solutions aux problèmes liés aux droits humains, dans le cadre d'activités de sensibilisation au niveau local.

73. À cet égard, il est proposé de supprimer 2 postes et de créer 2 postes pour les remplacer, comme indiqué au tableau 8. Les deux postes qu'il est proposé de créer permettront à la Mission d'aider à surveiller et à analyser la situation des droits humains à Bambari et Bria, à consigner les allégations de violation, à enquêter sur celles-ci et à communiquer l'information y relative, et ce, de manière continue. Outre ces tâches essentielles, diverses initiatives de renforcement des capacités destinées aux organisations de la société civile, aux organisations de défense des droits humains et aux instances locales de défense des droits humains seront renforcées afin de favoriser la prise en main du programme de défense des droits humains au niveau local. La Division des droits de l'homme contribuant de plus en plus à la protection des civils, il faudra mettre en place des systèmes d'alerte et d'intervention rapides et des initiatives de dialogue inclusifs au niveau local, conformément à l'approche à trois niveaux que suit l'Organisation et à l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général.

Composante 2 : appui au processus politique, au processus de paix et à la réconciliation

74. L'appui à la gouvernance démocratique, à la mise en application de l'Accord de paix et à la participation de toutes et tous aux divers mécanismes de suivi et de mise en œuvre de l'Accord restera l'un des principaux objectifs stratégiques de la MINUSCA. La Mission continuera d'intensifier son soutien au dialogue inclusif, notamment au moyen de l'initiative en faveur d'un dialogue républicain. Elle continuera également de mettre en place les conditions nécessaires pour que le processus de paix et les processus politiques soient ouverts à toutes et à tous. Elle accordera une importance particulière, d'une part, aux activités visant à garantir que toutes les dispositions de l'Accord de paix restent viables et continuent d'être appliquées et que leur application soit coordonnée avec les initiatives de paix régionales en faveur de la République centrafricaine, notamment avec la feuille de route conjointe de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, et,

d'autre part, à l'appui au Gouvernement et aux institutions nationales concernées pour ce qui est d'instaurer les conditions de sécurité et les conditions politiques, juridiques et techniques propices à l'élargissement et à la protection de l'espace politique dans le cadre de l'Accord de paix, et notamment de faciliter la tenue d'élections libres, régulières, crédibles et inclusives au niveau local en septembre 2022 et janvier 2023. Elle usera davantage de ses bons offices et fournira des conseils techniques aux signataires de l'Accord de paix et à leurs partenaires pour qu'ils continuent de participer activement au processus politique et qu'ils respectent plus avant les engagements qu'ils ont pris au titre de l'Accord de paix. Elle aidera à faciliter la participation de toutes et tous au processus politique et l'appropriation de ce processus par les partis politiques, la société civile, les femmes et les jeunes, les chefs religieux, les groupes minoritaires et la collectivité locale. Elle s'efforcera également d'élargir le processus politique, notamment en appuyant la bonne gouvernance, le renforcement des processus locaux de paix, de dialogue et de réconciliation sans exclusive ainsi qu'une meilleure mobilisation de la population en instaurant, par exemple, un dialogue stratégique avec les parties non signataires de l'Accord de paix et avec les groupes armés qui ont renoncé à l'Accord.

75. Comme le prévoit l'Accord de paix, la Mission offrira ses bons offices et un appui technique en vue de la dissolution durable des groupes armés et aidera les autorités nationales à établir les critères selon lesquels les anciens membres des groupes armés pourront former des partis politiques afin de participer aux futures élections. Elle renforcera sa mission de bons offices, le dialogue, la coordination et les réunions entre toutes les parties prenantes au niveau international, régional et national, afin que les échanges entre le Gouvernement et les dirigeants des groupes armés concernant la mise en œuvre de l'Accord de paix deviennent plus cohérents et fructueux. Pour cela, elle continuera d'appuyer les rencontres sur le terrain avec des représentants de groupes armés, en coordination avec les garants de l'Accord de paix, les acteurs régionaux, les partenaires internationaux ou les autorités nationales, selon les besoins. Elle continuera d'offrir des conseils techniques aux autorités nationales, selon qu'il conviendra, dans le cadre de leur collaboration avec les pays voisins et d'autres partenaires régionaux en vue de trouver des solutions aux problématiques d'intérêt commun ou bilatéral et de promouvoir les initiatives locales transfrontières ainsi qu'un appui sans réserve et sans faille à l'Accord de paix. Pour promouvoir les processus politiques sans exclusive et rendre la paix plus durable, elle continuera de soutenir le suivi et la concrétisation des engagements relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité pris dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix qui concernent la participation pleine et entière des femmes, sur un pied d'égalité, au processus de paix et aux processus politiques ainsi qu'au processus électoral au niveau local. Elle continuera également d'appuyer le renforcement du rôle des femmes et des jeunes dans les processus de paix et de réconciliation nationale et d'accroître leur niveau de représentation et de participation dans les organes de décision, en particulier en matière de gouvernance locale dans la perspective des élections locales.

76. La Mission continuera d'appuyer les mécanismes de suivi de l'Accord de paix à l'échelle nationale et locale et d'employer des moyens de communication stratégique pour promouvoir les activités de sensibilisation dans tout le pays, y compris en encourageant la population à formuler des observations quant aux processus. Conformément à son mandat qui consiste à instaurer les conditions nécessaires pour faire progresser le processus de paix et accélérer la mise en œuvre et la revitalisation effective de l'Accord de paix, la Mission appuiera l'application et le contrôle du cessez-le-feu déclaré le 15 octobre 2021 et d'autres mesures formulées dans la feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. À cette fin, il sera nécessaire que les groupes armés participent à

nouveau aux mécanismes de suivi de l'Accord de paix, en particulier ceux qui ont rejoint la Coalition des patriotes pour le changement. Ces mécanismes sont un moyen précieux d'inciter les signataires de l'Accord de paix à prendre des engagements politiques et à s'y tenir. Ils permettent aussi de régler de manière structurée et inclusive des problèmes aux niveaux local et national. Pour promouvoir la réconciliation, la cohésion sociale et l'inclusivité du processus de paix et des processus politiques au niveau local, la Mission renforcera la mise en œuvre de l'Accord de paix et tiendra compte de la détérioration des conditions de sécurité, des activités locales d'éducation civique et de sensibilisation et des initiatives de paix locales coordonnées. Pour ce qui est d'appuyer la gouvernance démocratique et la tenue d'élections locales, la Mission s'efforcera de stabiliser et de transformer la vie politique dans les zones touchées par le conflit. À cet effet, elle encouragera l'abandon de la lutte armée au profit de la participation active au processus politique, en donnant aux dirigeants locaux, dont des femmes et des jeunes, les moyens de jouer un rôle plus important dans la mise en œuvre de l'Accord de paix et de la loi relative à la décentralisation. Par ailleurs, elle empêchera les groupes armés de perturber les élections locales. Dans le cadre de son action intégrée visant à lutter contre les violences faites aux civils, notamment dans le cadre de la transhumance, à renforcer la cohésion sociale, à faire accepter le rétablissement de l'autorité de l'État et à permettre aux réfugiés et aux déplacés de retourner dans leur lieu d'origine, la Mission s'attachera à faire en sorte que les mécanismes de mise en œuvre de l'Accord de paix participent activement aux processus locaux, nationaux et régionaux. Le soutien à ces mécanismes convergera et s'accordera avec les efforts plus larges menés par la Mission pour appuyer le rétablissement progressif de l'autorité de l'État et permettre au Gouvernement de renforcer son dispositif de paix à l'échelle locale, dans le cadre desquels elle s'efforcera de renforcer les comités locaux de paix, d'appuyer l'application des accords de paix conclus au niveau local et de sensibiliser et de mobiliser toutes les parties prenantes, notamment les femmes, les jeunes, la société civile et les chefs religieux.

77. La loi relative à l'administration territoriale adoptée en décembre 2020 a déterminé les circonscriptions administratives du pays, et notamment créé de nouvelles circonscriptions. Cela a établi le cadre juridique nécessaire à l'organisation et à la tenue d'élections locales aux niveaux municipal et régional dans les 176 circonscriptions des sept régions de la République centrafricaine. Les élections locales donneront l'occasion de relancer la mise en œuvre de la décentralisation, de renforcer la gouvernance représentative au niveau local et d'encourager les Centrafricains à participer davantage à la vie politique, notamment en renforçant la participation des femmes et l'émergence d'un leadership féminin au niveau local. Les élections locales constitueront également une occasion de soutenir l'action que mène le Gouvernement pour régler les problèmes de longue date que sont la marginalisation et l'exclusion, qui sont vus comme faisant partie des causes profondes du conflit. S'il est pleinement mené à bien, le projet de décentralisation contribuera à la recherche de solutions à l'échelle locale, à la création d'occasions aux fins du développement local et du partage du pouvoir en rendant la gouvernance des ressources naturelles plus efficace et plus inclusive ainsi qu'au renforcement de l'édification de l'État au bénéfice de l'intégrité territoriale du pays.

78. Au cours de l'exercice 2022/23, la Mission axera ses activités d'appui à la tenue des élections sur les bons offices et le soutien opérationnel et logistique et l'appui en matière de sécurité et, selon les besoins, l'appui technique, l'objectif étant d'aider les autorités nationales à préparer et à organiser en temps voulu des élections locales libres, régulières, crédibles et inclusives, comme l'a demandé le Conseil de sécurité et le prévoit la Constitution de la République centrafricaine. L'assistance électorale sera apportée de manière intégrée, le PNUD fournissant une assistance technique et

un soutien au renforcement des capacités de l'Autorité nationale des élections en complément de l'appui apporté par la Mission. La Mission continuera également d'apporter un soutien technique, logistique et opérationnel à la Cour constitutionnelle et au Haut Conseil de la communication pour qu'ils s'acquittent de leurs mandats relatifs à la tenue d'élections locales régulières, libres et inclusives. Elle poursuivra aussi des activités d'une importance cruciale, par exemple le partage de locaux avec le personnel électoral dans 17 sites ou l'appui aux vastes programmes d'éducation civique, qui contribuent à informer l'électorat et à prévenir la désinformation et la désinformation. Par ailleurs, elle intensifiera ses activités de communication stratégique pour mieux faire connaître le processus électoral et les activités de soutien impartial qu'elle mène dans ce cadre, ainsi que pour lutter contre la désinformation et les discours haineux.

79. Il sera essentiel de renouveler le mandat des acteurs du secteur de la sécurité, d'accroître leur nombre et de les déployer à travers le pays pour pouvoir rétablir l'autorité de l'État et jeter les bases d'une paix et d'un développement durables en République centrafricaine. La Mission continuera de fournir des conseils stratégiques, une assistance technique et un appui en matière d'opérations et de programmes aux autorités nationales pour soutenir le déploiement de forces de défense nationale et de sécurité intérieure professionnelles et responsables dans tout le pays et atténuer les risques éventuels pour la population, notamment pour les minorités. À cette fin, elle appuiera, par l'intermédiaire du Ministère de l'intérieur chargé de la sécurité publique et du Ministère de la défense nationale et de la reconstruction de l'Armée, la réforme du secteur de la sécurité, qui sera nationale et tiendra compte des questions de genre, dans le cadre de la politique nationale de sécurité, de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et du plan national de défense. Elle accordera la priorité à la mise en œuvre des dispositions en matière de sécurité de l'Accord de paix et de la feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Elle appuiera l'intégration d'ex-combattants dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure, notamment en aidant à la vérification des antécédents et en appuyant le règlement des questions relatives à l'harmonisation des grades, et ce dans le respect de la politique de diligence voulue en matière de droits humains. Elle s'efforcera aussi de donner aux organes législatifs les moyens de mieux assurer leur rôle de supervision pour que les forces de défense nationale et de sécurité intérieure s'acquittent de leurs fonctions de façon efficace et responsable. Par ailleurs, elle appuiera le Gouvernement pour ce qui est de mobiliser et de coordonner l'assistance internationale à la réforme du secteur de la sécurité, de traduire sur le plan opérationnel le plan national de défense, de renforcer les capacités du système judiciaire militaire pour le rendre pleinement opérationnel et de renforcer l'inspection centrale et générale des forces nationales de sécurité.

80. La Mission continuera d'appuyer les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration menées dans le cadre de l'Accord de paix, en tenant compte de la feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et conformément aux décisions et directives stratégiques du comité stratégique sur le désarmement, la démobilisation, la réintégration et le rapatriement, la réforme du secteur de la sécurité et la réconciliation nationale. Au cours de l'exercice 2022/23, elle appuiera dans tout le pays le désarmement et la démobilisation complets des groupes armés non affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement, notamment des transfuges des groupes armés affiliés à la Coalition, l'objectif étant de parvenir à la dissolution des groupes armés conformément aux termes de l'Accord de paix. Elle appuiera les dernières opérations de désarmement et de démobilisation d'environ 1 000 ex-combattants, principalement des membres de groupes armés anciennement affiliés à la Coalition qui auraient réintégré le processus de paix conformément à l'Accord de paix, comme le prévoit la

feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. En coordination avec d'autres partenaires internationaux concernés, et conformément à la décision du Gouvernement concernant les exigences techniques relatives au cantonnement des combattants, la Mission appuiera le fonctionnement des zones de cantonnement volontaire afin de favoriser la réintégration socioéconomique des ex-combattants démobilisés dans la population locale. Elle fera en sorte de créer des synergies pour faciliter l'intégration des ex-combattants dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure conformément à l'Accord sur les principes de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement et d'intégration dans les corps en uniforme, signé lors du Forum de Bangui sur la réconciliation nationale, qui s'est tenu en mai 2015.

81. La Mission maintiendra ses programmes de lutte contre la violence de proximité, qui s'articulent autour des activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration à l'échelle nationale et vont dans le sens des mesures prises pour encourager le dialogue et stabiliser la situation au niveau local, l'objectif global étant de faire cesser les violences et de créer les conditions propices à l'amélioration des conditions de sécurité, au relèvement des communautés et à la protection des civils. Les programmes de lutte contre la violence de proximité seront étendus aux zones isolées récemment touchées par la violence et à celles où les groupes armés prolifèrent, des milices sont actives ou des violences intercommunautaires se produisent, et concerneront les jeunes qui courent le risque d'être recrutés ainsi que les femmes. La Mission continuera de miser sur ces programmes, qui sont un outil important de stabilisation, car ils offrent aux populations visées d'autres solutions que la violence et contribuent davantage au rétablissement de la paix et de la stabilité, tout en demeurant ancrés dans le processus politique.

82. La Mission continuera d'œuvrer pour que les forces de défense nationale et de sécurité intérieure appliquent les meilleures pratiques en matière de gestion des armes et des munitions : elle dispensera des formations spécialisées, mènera des activités d'assurance et de contrôle de la qualité, surveillera de près la gestion des armes et des munitions et améliorera les installations de stockage, le but étant que cette gestion se fasse en toute sûreté et sécurité. Elle continuera aussi d'appuyer l'application de la stratégie et du plan d'action nationaux sur les armes légères et de petit calibre de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre.

<i>Réalisation escomptée</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.1 Progrès concernant la mise en œuvre de l'Accord de paix et l'application de ses dispositions et respect de la gouvernance démocratique et des processus politiques inclusifs aux niveaux national et régional	<p>2.1.1 Pourcentage de recommandations du Comité exécutif de suivi appliquées par les signataires de l'Accord de paix (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 60 % ; 2022/23 : 60 %)</p> <p>2.1.2 Pourcentage de lois indiquées dans l'Accord de paix ayant trait au processus démocratique et au processus politique inclusif ayant été promulguées afin de permettre une gouvernance locale efficace (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : sans objet ; 2022/23 : 30 %)</p>
<i>Produits</i>	
<ul style="list-style-type: none"> Organisation par le Gouvernement, avec l'appui de la Mission, de 6 réunions avec les garants et facilitateurs de l'Accord de paix dans le cadre d'une participation active à sa mise en œuvre 	

- Tenue, avec l'appui de la Mission, de 6 réunions du Comité exécutif de suivi et du comité national de mise en œuvre de l'Accord de paix
- Tenue de 6 réunions consultatives avec les parties prenantes nationales et régionales et de 1 réunion du Groupe international de soutien à la République centrafricaine, pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord de paix
- Organisation de 4 visites sur le terrain du Gouvernement ainsi que des garants et des facilitateurs de l'Accord de paix, pour appuyer sa mise en œuvre au moyen d'une assistance logistique et technique et de bons offices
- Organisation, avec l'appui de la Mission, de 6 réunions du comité national de mise en œuvre de l'Accord de paix en vue de coordonner la mise en œuvre globale de l'Accord et de régler les problèmes régionaux signalés par les comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix
- Organisation de 10 missions dans le cadre desquelles des députés de l'Assemblée nationale se rendent dans leur circonscription pour appuyer le processus de paix, la cohésion sociale et le règlement pacifique des différends

<i>Réalisation escomptée</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.2 Progrès sur la voie de la réconciliation, de la cohésion sociale et d'un processus de paix et d'un processus politique associant toutes les parties au niveau local grâce à la mise en œuvre de l'Accord de paix, à l'éducation civique électorale et aux initiatives de paix locales coordonnées	<p>2.2.1 Nombre d'initiatives d'atténuation des conflits menées à leur terme dans les principales zones de tensions intercommunautaires (2020/21 : 28 ; 2021/22 : 24 ; 2022/23 : 36)</p> <p>2.2.2 Nombre de programmes de réconciliation intercommunautaire contribuant à la paix et à la stabilité (2020/21 : 11 ; 2021/22 : 17 ; 2022/23 : 20)</p> <p>2.2.3 Nombre de mécanismes inclusifs de suivi de la mise en œuvre de l'Accord de paix se réunissant à intervalles réguliers à l'échelle locale (2020/21 : 36 ; 2021/22 : 36 ; 2022/23 : 36)</p> <p>2.2.4 Pourcentage de recommandations formulées par les comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix appliquées par le Gouvernement (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 60 % ; 2022/23 : 60 %)</p>

Produits

- Organisation de 20 réunions et sessions de sensibilisation, pour appuyer les parties prenantes au niveau local (administrations locales, partis politiques, candidats, membres de la société civile, femmes, jeunes et personnes en situation de handicap) et leur fournir des informations sur la gouvernance locale et les élections locales
- Mise en place à l'échelle locale de 10 initiatives de dialogue ou de médiation dans des points chauds en périphérie de Bangui, organisées en coopération avec les mécanismes de suivi et de mise en œuvre de l'Accord de paix ainsi que des parties prenantes proches des groupes armés, afin de désamorcer les violences et de promouvoir la réconciliation entre groupes armés rivaux
- Organisation de 100 réunions dans les préfectures avec les autorités locales, les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et les groupes armés, comme prévu dans l'Accord de paix ou pour compléter les mesures prises pour donner suite à l'Accord, aux fins de la tenue de discussions sur la réduction de la violence et la mise en œuvre de l'Accord
- Tenue de 3 visioconférences entre le comité national pour la mise en œuvre de l'Accord de paix, le secrétariat technique du Comité exécutif de suivi et les comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix de 17 préfectures, pour débattre de la mise en œuvre de l'Accord de paix à l'échelle locale

- Tenue de 10 réunions avec les groupes armés signataires et fourniture de bons offices à ces groupes à l'échelle nationale et locale pour appuyer leur dissolution et le recentrage de leurs membres dans l'engagement politique, conformément aux dispositions de l'Accord de paix
- 3 initiatives menées par des organisations de femmes aux fins de la promotion de la paix et de la réconciliation à l'échelle locale, à Alindao, Bouar et Obo
- Tenue de 20 réunions avec les autorités locales, les chefs des communautés locales et les représentants des communautés marginalisées ou victimes de préjugés, pour soutenir l'intégration de celles-ci dans le cadre d'une stratégie intégrée relevant du volet antidiscrimination de l'Accord de paix
- Tenue de 30 ateliers et dialogues (750 participants en tout) afin de prévenir les discours de haine et de promouvoir la cohésion sociale, conformément aux dispositions de l'Accord de paix
- Tenue de 10 ateliers (25 participants par atelier) afin de promouvoir l'éducation politique et d'aider les jeunes et les femmes à devenir des dirigeants et dirigeantes au niveau local ou national
- Organisation de 12 réunions entre des membres du comité consultatif des femmes dirigeantes et des membres de l'équipe de direction de la Mission, pour débattre des conditions de sécurité et de la situation sociopolitique des femmes en République centrafricaine et donner des conseils en la matière
- Tenue, avec l'appui technique et opérationnel de la Mission, de 68 ateliers d'éducation des électeurs et d'instruction civique (4 par bureau électoral régional) dirigés par les antennes locales de l'Autorité nationale des élections afin de préparer la population aux élections locales et de promouvoir la pleine participation des femmes aux processus électoral et politique
- Tenue de 12 séances de travail sur la fourniture d'une assistance technique au Haut Conseil de la communication et à la société civile en vue de renforcer les capacités nationales de prévention et d'intervention en matière de discours haineux et d'incitation publique à la violence
- Organisation, en partenariat avec les organisations nationales, les organismes des Nations Unies et les partenaires bilatéraux, de 36 ateliers et dialogues (800 bénéficiaires en tout) dans les 12 bureaux locaux pour faciliter le règlement pacifique des conflits et renforcer les capacités des comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix, des comités locaux de paix et de réconciliation, des acteurs de la société civile et des autorités locales en la matière
- Appui à 5 nouveaux processus de paix à l'échelle locale à l'intention de 500 bénéficiaires et acteurs de la réconciliation au niveau local en vue de prévenir les conflits et de faciliter la coexistence pacifique et suivi de la mise en œuvre de 20 accords de paix locaux
- Tenue de 10 séances de sensibilisation organisées au bénéfice des membres des comités de paix locaux ou nationaux, dont le Comité technique de sécurité et les comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix, portant sur la prise en compte des questions relatives aux enfants et à la protection de ceux-ci dans le cadre des initiatives de paix
- Organisation à l'intention de membres de la société civile de 15 campagnes publiques sur la prise en compte des questions de droits humains dans les initiatives de paix locales
- Organisation de 1 campagne de communication visant les acteurs politiques, les organisations de la société civile, les segments organisés des groupes vulnérables, les médias et le grand public, pour faire en sorte que toutes et tous appuient et s'approprient l'Accord de paix et les initiatives de paix locales et participent aux élections

Réalisation escomptée
Indicateurs de succès

2.3 Les institutions nationales (Autorité nationale des élections, Cour constitutionnelle, Comité stratégique d'appui au processus électoral, Haut Conseil de la communication) font en sorte que les élections locales soient libres, régulières, crédibles et inclusives,

2.3.1 Pourcentage de plans d'opérations et de budgets de fonctionnement de l'Autorité nationale des élections en vue de la tenue des élections locales qui sont conformes aux lois applicables, ayant été adoptés et étant prêts à être mis en œuvre (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 100 % ; 2022/23 : 100 %)

notamment en faisant des progrès en matière de règlement effectif des contentieux électoraux

2.3.2 Nombre de bureaux de vote où des élections sont tenues conformément aux résultats du projet de découpage électoral mené par l'Autorité nationale des élections (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 5 000 ; 2022/23 : 5 408)

2.3.3 Pourcentage de contentieux électoraux liés aux candidatures entre les mains de juges (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 100 % ; 2022/23 : 100 %)

2.3.4 Part des femmes dans les candidatures aux élections locales et parmi les élus à l'issue de ces élections (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 35 % ; 2022/23 : 35 %)

2.3.5 Nombre de femmes élues conseillères municipales ou conseillères formées au leadership féminin et au programme pour les femmes et la paix et la sécurité (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : sans objet ; 2022/23 : 200)

Produits

- Tenue de 5 réunions du Cadre de concertation, pour promouvoir le dialogue et parvenir à un consensus entre les acteurs électoraux, notamment les autorités nationales, les partis politiques et la société civile, concernant la tenue des élections locales en 2022 et 2023, et pour régler les différends électoraux et les problèmes entravant le bon déroulement des élections locales
- Assistance quotidienne aux autorités électorales au moyen d'un partage des locaux avec l'Autorité nationale des élections et organisation de réunions mensuelles avec les autorités nationales pour : a) assurer le suivi de l'application des dispositions du cadre juridique régissant la décentralisation ; b) fournir un soutien technique, opérationnel et logistique aux fins de la tenue d'élections locales crédibles, libres, régulières et pacifiques ; c) veiller au transfert de compétences en matière de gestion électorale, ainsi qu'au soutien à la loi relative à la parité des sexes, en vue de renforcer l'inclusivité et le consensus pour la prise de décision interne
- Fourniture d'un soutien technique et logistique à l'Autorité nationale des élections dans les 20 préfectures pour assurer le suivi et la gestion des procédures d'appel relatives aux inscriptions sur les listes électorales de 2022 et 2023 et aux résultats des élections municipales et régionales, notamment fourniture d'un soutien technique et logistique à l'Autorité aux fins de la coordination de son action avec celle du Tribunal de grande instance, et d'un soutien logistique aux décisions du Tribunal, selon les besoins
- Organisation de 18 sessions de sensibilisation (1 par préfecture et 1 à Bangui) au bénéfice des parties prenantes nationales, notamment des agents de l'État, des partis politiques et de la société civile, concernant les moyens d'action positive pouvant permettre d'accroître la participation des femmes à la vie politique et la représentation de celles-ci dans les conseils municipaux et régionaux
- Tenue de 32 ateliers d'éducation civique (2 par bureau électoral régional) dirigés par l'Autorité nationale des élections (démembrements), avec l'appui technique et opérationnel de la Mission, afin d'appuyer la tenue d'élections municipales et régionales pacifiques et la participation des femmes aux processus électoral et politique
- Organisation de 1 séminaire national d'évaluation des opérations électorales durant la période 2020-2023 avec une participation politique inclusive des acteurs électoraux (institutions nationales, élus, partis politiques, société civile, administration publique et partenaires internationaux)
- Organisation de 12 sessions de formation avec l'Autorité nationale des élections sur la gestion de bases de données aux fins du découpage électoral et de l'établissement de la liste des électeurs, et fourniture d'un soutien technique, notamment pour la mise à jour des logiciels, la centralisation des données dans la base de données principale de l'Autorité à Bangui et la mise à jour de la liste des électeurs (chaque année)

- Organisation de 12 inspections conjointes des fournitures et du matériel menées par l'Autorité nationale des élections et la Mission dans l'entrepôt géré par l'Autorité afin d'améliorer la gestion de l'entrepôt
- Tenue de 6 réunions du Comité stratégique d'appui au processus électoral consacrées aux questions clefs relatives à la citoyenneté, à l'identité et à l'inclusion dans le processus électoral et à l'achèvement des élections locales et du cycle électoral 2020-2023 en République centrafricaine
- Organisation de 18 réunions de coordination avec les dirigeants des forces de sécurité intérieure, pour examiner leur plan de déploiement, fournir des conseils stratégiques et promouvoir la mise en œuvre du Plan intégré de sécurisation des élections
- Tenue de 6 réunions par visioconférence entre le Ministre de l'administration du territoire, de la décentralisation et du développement local et des préfets ou représentants des autorités locales, pour discuter des opérations électorales et des faits nouveaux concernant les élections
- Organisation de 10 ateliers de renforcement des capacités pour au moins 200 conseillères municipales portant sur le leadership féminin et le programme pour les femmes et la paix et la sécurité

*Réalisation escomptée**Indicateurs de succès*

2.4 Progrès concernant la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité et de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité, notamment des plans sectoriels

2.4.1 Progrès concernant l'exécution de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et des plans sectoriels (2020/21 : 4 plans ; 2021/22 : 1 cadre normatif de plan sectoriel ; 2022/23 : 1 stratégie et 3 plans sectoriels)

2.4.2 Nombre de membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure (y compris les ex-combattants) dont les antécédents ont été vérifiés (2020/21 : 1 000 ; 2021/22 : 1 000 membres des forces de sécurité intérieure et 1 300 membres des forces de défense nationale ; 2022/23 : 1 000 membres des forces de sécurité intérieure et 1 300 membres des forces de défense nationale)

Produits

- Exécution de 1 000 procédures de vérification des antécédents, l'objectif étant d'appuyer l'intégration des groupes armés dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et d'aider celles-ci à recruter
- Organisation de 3 sessions de formation sur le code de justice militaire à l'intention de magistrats, de la police judiciaire et de greffiers
- Conduite de 2 visites d'évaluation sur le terrain des tribunaux militaires permanents de Bouar et de Bambari par le Ministère de la défense et le Ministère de la justice, et remise en état et équipement des bâtiments des tribunaux militaires
- Organisation de 2 ateliers pour aider les acteurs du secteur de la sécurité nationale à mettre en œuvre les plans sectoriels approuvés, afin de contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité et de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité
- Organisation de 6 réunions de coordination et de 2 ateliers visant à aider les acteurs nationaux de la réforme du secteur de la sécurité à améliorer les mécanismes de contrôle interne et externe relatifs à la gouvernance et au contrôle démocratique du secteur de la sécurité, notamment le système judiciaire militaire et les corps d'inspecteurs
- Organisation de 6 séances de travail et de 2 ateliers avec des parties prenantes nationales et internationales sur l'appui stratégique et technique, pour contribuer à la prise en compte des questions de genre dans le secteur de la sécurité en République centrafricaine

- Organisation de 2 séances de travail avec les ministères concernés, pour inclure des procédures de vérification des antécédents formelles dans le cadre du recrutement du personnel de défense et de sécurité
- Tenue de 15 réunions avec des parties prenantes internationales et nationales visant à coordonner et à appuyer la campagne nationale de recrutement 2022-2023 des forces de défense nationale, notamment en fournissant un soutien stratégique en matière de prise en compte des questions de genre et en aidant les interlocuteurs nationaux à créer et à exploiter un mécanisme de gestion des ressources humaines
- Organisation de 3 missions conjointes d'évaluation dans les zones de défense (ouest, est et sud) visant à aider les partenaires nationaux à évaluer l'efficacité et la viabilité des déploiements des forces de défense nationale et de sécurité intérieure et de la gestion des garnisons, de manière à contribuer au rétablissement de l'autorité de l'État
- Tenue de 8 réunions et de 1 atelier avec des parties prenantes internationales et nationales sur la mise en œuvre du programme national de défense et du plan cadre en matière d'infrastructure de défense, tout particulièrement sur la mobilisation des ressources et des matériaux et les activités de formation spécialisée
- Organisation de 2 retraites à l'intention des corps d'inspecteurs généraux et centraux des forces nationales de sécurité sur leurs rôles et attributions
- Organisation, à l'intention des forces nationales de sécurité, de 2 ateliers de sensibilisation et d'apprentissage sur le règlement de discipline générale, dans le cadre du renforcement des mécanismes de contrôle
- Organisation de 1 atelier de réflexion avec les Forces armées centrafricaines sur les processus de conceptualisation du commandement et du contrôle dans l'armée
- Organisation de 2 ateliers de renforcement des capacités avec les forces de défense nationale et de sécurité intérieure sur la gestion budgétaire et financière
- Tenue de 31 ateliers à l'intention de 2 070 membres des forces de sécurité intérieure, dont 414 femmes, dans le cadre desquels seront fournis des conseils et orientations de nature technique sur les activités de police nécessitant la prise en compte des questions de genre, comme le maintien de l'ordre et la sécurité publique
- Organisation de 5 ateliers pour appuyer l'examen des plans stratégiques et des plans d'opérations des forces de sécurité intérieure, notamment le plan de renforcement des capacités et de développement et le plan national de redimensionnement et de redéploiement
- Organisation de 1 campagne de mobilisation de la population et d'activités de sensibilisation dans les médias visant notamment à engager un dialogue avec les partenaires nationaux et à les aider à mieux comprendre et accepter la réforme du secteur de la sécurité et le redéploiement des forces de défense nationale et de sécurité intérieure
- Conduite de 150 visites d'inspection dans 20 sites de stockage d'armes et de munitions aux fins de l'assurance et du contrôle de la qualité et de l'amélioration de ces sites
- Organisation de 12 initiatives d'assistance technique pour appuyer l'exécution de la stratégie et du plan d'action nationaux relatifs aux armes légères et de petit calibre de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre
- Organisation de 12 sessions de formation à la gestion des armes et des munitions à l'intention des forces de défense nationale et de sécurité intérieure

*Réalisation escomptée**Indicateurs de succès*

2.5 Progrès concernant l'exécution d'une stratégie nationale de lutte contre la violence de proximité et dans les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration

2.5.1 Nombre de membres de groupes armés nouvellement désarmés, démobilisés et réintégrés dans leur communauté de façon durable (2020/21 : 2 000 ; 2021/22 : 2 000 ; 2022/23 : 1 000)

2.5.2 Nombre de nouveaux bénéficiaires directs associés aux groupes armés et de membres de communautés locales participant au programme de lutte contre la violence de proximité [2020/21 : 3 500 ; 2021/22 : 3 500 ; 2022/23 : 3 650 (30 % de femmes)]

2.5.3 Nombre d'atteintes à la sécurité dans les collectivités qui bénéficient de programmes de lutte contre la violence de proximité (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : sans objet ; 2022/23 : 600)

Produits

- Organisation de 1 campagne de mobilisation de la population et d'activités de sensibilisation dans les médias visant à ce que les collectivités concernées comprennent mieux les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et les programmes de lutte contre la violence de proximité et à ce qu'elles les appuient et se les approprient davantage
- Organisation de 12 réunions avec les acteurs nationaux et internationaux concernés, notamment la communauté des donateurs, pour planifier et coordonner les opérations de désarmement et de démobilisation et assurer le suivi de la synchronisation des activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants
- Participation de 3 650 personnes (dont 30 % de femmes), y compris des jeunes enclins à la violence et des éléments associés à des groupes armés, à des activités de lutte contre la violence de proximité, l'objectif étant d'éviter que ces personnes ne participent à des activités armées illégales et d'atténuer les tensions, en particulier dans les localités touchées par les violences intercommunautaires
- Tenue chaque trimestre de réunions plénières des membres de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre et des partenaires internationaux et nationaux concernés, donnant lieu à la production de 4 rapports trimestriels et à 3 campagnes de sensibilisation de masse visant la société civile, les leaders d'opinion, les dirigeants communautaires et les étudiants afin d'encourager la population à participer aux opérations de désarmement volontaires des civils
- Organisation de 12 missions visant à sensibiliser les groupes armés à la question de la participation des enfants au programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration et à vérifier si des enfants sont présents, afin d'obtenir leur libération immédiate et leur prise en charge par le programme national

Facteurs externes

Volonté des groupes armés, notamment ceux qui ont renoncé à l'Accord de paix, de participer au processus national de désarmement, de démobilisation et de réintégration, de respecter les critères d'admissibilité au programme national et de respecter les engagements pris au titre de l'Accord

Tableau 9

Ressources humaines : composante 2 (appui au processus politique, au processus de paix et à la réconciliation)

	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel			
Division des affaires politiques									
Postes approuvés 2021/22	–	2	12	17	2	33	3	14	50
Postes proposés 2022/23	–	2	12	17	2	33	3	14	50
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel			
Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration									
Postes approuvés 2021/22	–	1	5	8	2	16	5	8	29
Postes proposés 2022/23	–	1	5	8	2	16	5	8	29
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Service de la réforme du secteur de la sécurité									
Postes approuvés 2021/22	–	1	3	2	1	7	2	2	11
Postes proposés 2022/23	–	1	3	2	1	7	2	2	11
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Service des affaires électorales									
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22	–	1	6	22	1	30	1	37	68
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23	–	1	6	22	1	30	1	37	68
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (emplois de temporaire)									
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22	–	1	6	22	1	30	1	37	68
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23	–	1	6	22	1	30	1	37	68
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (postes)									
Postes approuvés 2021/22	–	4	20	27	5	56	10	24	90
Postes proposés 2022/23	–	4	20	27	5	56	10	24	90
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (emplois de temporaire inclus)									
Effectif approuvé 2021/22	–	5	26	49	6	86	11	61	158
Effectif proposé 2022/23	–	5	26	49	6	86	11	61	158
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–

^a Administrateurs et agents des services généraux.

^b Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Service des affaires électorales

Tableau 10

Ressources humaines : Service des affaires électorales

	<i>Nombre</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Emplois de temporaire	1	D-1	Administrateur(trice) général(e) chargé(e) des affaires électorales	Maintien	
	6	P-4	Spécialiste des affaires électorales	Maintien	
	22	P-3	Spécialiste des affaires électorales	Maintien	
	1	SM	Assistant(e) administratif(tive)	Maintien	
	1	GN	Chauffeur(se)	Maintien	
	3	VNU	Spécialiste des affaires électorales	Maintien	
	34	VNU	Conseiller(ère) électoral(e)	Maintien	
Total	68				

83. Le Service des affaires électorales jouera un rôle clef dans l'exécution du mandat de la Mission pour ce qui est d'appuyer les élections locales qui se tiendront en 2022 et 2023, comme indiqué au paragraphe 5 e) ci-dessus. La Mission entend maintenir ses capacités pour appuyer efficacement l'action de l'Autorité nationale des élections tant à son siège que dans les préfectures. L'appui apporté par la Mission en matière électorale est décrit aux paragraphes 77 et 78 ci-dessus, sur la base des hypothèses décrites aux paragraphes 14 i) et 14 j) ci-dessus.

84. Pour mener à bien les tâches prescrites, il est proposé de maintenir le Service des affaires électorales qui est composé de 31 emplois de temporaire (autre que pour les réunions) et de 37 postes de Volontaire des Nations Unies, comme indiqué au tableau 10. Placé sous la direction d'un(e) administrateur(trice) général(e) chargé(e) des affaires électorales (D-1), le Service continuerait de fournir un appui à l'Autorité nationale des élections à son siège et dans les préfectures par l'intermédiaire d'experts et de conseillers en affaires électorales ayant les compétences requises pour mener ces activités d'appui. La Mission continuerait de couvrir l'ensemble du territoire national au moyen du déploiement d'un(e) spécialiste des affaires électorales/coordonnateur(trice) régional(e), d'un(e) conseiller(ère) électoral(e) (logistique) et d'un(e) conseiller(ère) électoral(e) (enregistrement des faits d'état civil et inscription sur les listes électorales) dans chacun de ses 17 bureaux locaux, qui couvrent les 20 préfectures du pays. Ces membres du personnel communiqueraient avec tous les acteurs et partenaires intervenant dans le processus électoral, notamment les entités des Nations Unies présentes sur place, et fourniraient un appui technique et logistique aux bureaux locaux de l'Autorité nationale des élections.

Composante 3 : lutte contre l'impunité et appui à l'extension de l'autorité de l'État et à l'état de droit

85. En étroite coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies, la Mission continuera d'aider le Gouvernement à renforcer l'impartialité des mécanismes judiciaires nationaux et de contribuer à la mise en place de nouvelles structures ayant pour vocation de favoriser la réconciliation nationale et la lutte contre l'impunité, quels que soient les auteurs, de faciliter la poursuite de l'exécution de la stratégie nationale de rétablissement et d'extension de l'autorité de l'État, en complément de la mise en œuvre de l'Accord de paix, et de promouvoir l'état de droit, la lutte contre l'impunité et la cohésion sociale. La Mission agira en coordination avec les

institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies et d'autres partenaires techniques et financiers, conformément au Plan national de relèvement et de consolidation de la paix et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide à la consolidation de la paix et au développement. Dans cette perspective, elle continuera d'axer ses travaux sur la concrétisation des priorités immédiates et à court ou à moyen terme dans les zones où la sécurité a été ou doit être rétablie, afin d'aider l'État à rétablir progressivement son autorité et de faciliter la prestation de services ayant trait à l'état de droit et à la sécurité sur tout le territoire, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies.

86. La Mission œuvrera toujours plus activement à l'exécution de la stratégie nationale de rétablissement et d'extension de l'autorité de l'État, en poursuivant ses activités d'assistance au Comité de coordination et aux autres partenaires en vue d'accroître sur le territoire la présence des autorités locales, notamment des préfets, sous-préfets, maires et autres fonctionnaires, ainsi que du personnel judiciaire et pénitentiaire et des forces de sécurité intérieure. Elle aidera le Gouvernement à rétablir progressivement son autorité en intégrant, dans son action, des interventions dans les domaines de la politique et de la sécurité afin que les groupes armés soient moins à même de se substituer de facto aux autorités, tout en veillant à ce que les conditions minimales soient réunies pour la tenue d'élections locales pacifiques, libres, équitables, crédibles et ouvertes à tout le monde. Elle continuera d'aider le Gouvernement à renforcer la coordination entre les ministères sectoriels et le secrétariat du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix, l'objectif étant d'améliorer encore la communication et la mise en œuvre de programmes faisant profiter concrètement la population des dividendes de la paix.

87. La Mission continuera d'appuyer la démilitarisation du système pénitentiaire, en améliorant les infrastructures carcérales et en constituant un corps pénitentiaire civil efficace, inclusif et à forte capacité opérationnelle. Ces deux aspects sont essentiels pour que l'administration pénitentiaire centrafricaine puisse placer efficacement en détention des personnalités en vue sans que cela soit incompatible avec un système de gestion fondé sur les droits humains, compétent et respectueux des normes internationales. La Mission continuera également de faciliter la coordination et la mobilisation d'un appui bilatéral et multilatéral renforcé en faveur des institutions judiciaires et pénitentiaires, y compris de la Cour pénale spéciale, pour que le système de justice pénale puisse fonctionner correctement, tout en étant de plus en plus indépendant et responsable. La Mission continuera d'aider le Ministère de la justice à mettre en œuvre la politique de réforme du secteur de la justice, cadre stratégique et opérationnel quinquennal au moyen duquel l'ensemble des réformes judiciaires seront planifiées et appliquées. La mise en œuvre de cette réforme a été retardée car le Gouvernement a donné la priorité aux efforts de lutte contre la propagation de la COVID-19 et au rétablissement de la sécurité dans le pays. La Mission prêtera également son concours à l'affectation à long terme d'un plus grand nombre de magistrats, de greffiers et de membres du personnel pénitentiaire civil en dehors de Bangui. Compte tenu de l'importance du rôle que joue la Haute Cour de justice pour ce qui est de poursuivre des membres du Gouvernement pour les infractions commises dans l'exercice de leur mandat et étant donné que des juges ont été remplacés à la suite des élections de 2020 et 2021, la Mission contribuera à sensibiliser les membres de la Cour, notamment les juges, les greffiers et les secrétaires de parquet, et à renforcer leurs capacités dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'impunité à tous les niveaux.

88. La Mission continuera d'appuyer le Gouvernement dans la lutte contre l'impunité et les mesures qu'il prend pour traduire en justice les auteurs de violations graves du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment d'infractions commises contre les soldats du maintien de la

paix, en veillant à ce que les victimes et les témoins de violences prolongées jouissent de leurs droits à la justice, à la vérité, à des réparations et à des garanties de non-répétition, à ce qu'ils bénéficient d'un accompagnement et à ce qu'une suite soit donnée à leurs plaintes. Dans le cadre de sa démarche globale, elle contribuera à consolider l'indépendance du pouvoir judiciaire et le fonctionnement impartial du système judiciaire national et de la Cour pénale spéciale afin qu'ils puissent se pencher sur les infractions graves commises durant la crise ainsi que sur les violations de l'Accord de paix. En coopération avec ses partenaires internationaux, la Mission s'attachera à prêter assistance à la Cour, notamment en aidant le Procureur spécial et les juges d'instruction à accélérer la mise en œuvre de la stratégie de la Cour en matière d'enquêtes et de poursuites. Les procès devant commencer au début de 2022, la Mission continuera d'appuyer la mise en œuvre opérationnelle de la Cour en renforçant les capacités du personnel de la Cour à veiller à ce que les procès se déroulent conformément aux normes internationales, notamment en ce qui concerne la protection des victimes et des témoins. Compte tenu de la complexité des affaires en cours d'instruction et de la durée prévue des procès à venir, une assistance technique et financière s'inscrivant dans la durée reste nécessaire pour appuyer le fonctionnement de la Cour, notamment par le renforcement de la structure organisationnelle et de la gestion des données du Greffe. Parallèlement, la Mission resserrera sa collaboration avec les autres tribunaux nationaux afin de consolider le système judiciaire à l'échelle nationale et de garantir la complémentarité des activités d'enquête et de poursuites.

89. Pour contribuer au maintien de l'ordre public fondamental et à la lutte contre l'impunité dans des zones où les forces de sécurité intérieure ne sont pas présentes ou ne sont pas opérationnelles, la Mission continuera d'appliquer des mesures temporaires d'urgence visant à arrêter les personnes coupables d'incitation à la violence et d'entrave à la mise en œuvre de l'Accord de paix et du cessez-le-feu ou d'infractions graves contre des civils ou des acteurs internationaux, ou à faciliter l'arrestation de ces personnes. En outre, en coopération avec ses partenaires, elle aidera le Gouvernement à mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle aux prérogatives plus étendues et veillera, au moyen de mesures concertées, à ce que ces mécanismes respectent les normes internationales des droits de l'homme et puissent être saisis de questions telles que la violence fondée sur le genre et la protection des victimes et des témoins. Conformément à l'engagement pris par le Gouvernement au titre de l'Accord de paix, la Mission continuera d'épauler la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation, notamment en appuyant sa mise en œuvre opérationnelle. Elle mènera une action coordonnée et cohérente pour que les mécanismes de justice contribuent à répondre au besoin de justice du peuple centrafricain et aillent dans le sens de l'Accord de paix et, plus largement, du processus politique et du processus de réconciliation.

Réalisation escomptée
Indicateurs de succès

3.1 Progrès concernant l'extension de l'autorité de l'État et l'état de droit en République centrafricaine

3.1.1 Nombre de représentants des autorités locales, de chefs traditionnels et de fonctionnaires nouvellement formés (2020/21 : 800 ; 2021/22 : 1 000 ; 2022/23 : 1 000)

3.1.2 Nombre de nouvelles opérations ciblées menées par la police et la gendarmerie nationales avec l'appui de la MINUSCA (2020/21 : 20 ; 2021/22 : 20 ; 2022/23 : 20)

3.1.3 Nombre de membres des forces de sécurité intérieure déployés (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 1 700 ; 2022/23 : 1 700)

Produits

- Organisation, dans les 20 préfectures et à l'intention de 480 participants, de 20 initiatives consacrées au rétablissement de l'autorité de l'État en vue, d'une part, d'évaluer la qualité des services d'administration et de gouvernance assurés par les agents de l'administration territoriale déployés à l'échelle locale, d'en assurer la continuité et de les améliorer, et d'autre part, de préparer la mise en œuvre de plans de stabilisation et de développement locaux, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires
- Tenue de 20 ateliers et séances de formation visant à renforcer les capacités de 386 représentants des autorités locales, dont des membres des délégations spéciales, pour qu'ils répondent aux besoins de gouvernance locale, aux besoins sociaux et économiques et aux besoins élémentaires de développement au niveau local, et pour qu'ils contribuent à l'organisation de l'élection locale, en coordination avec la population elle-même, les autorités locales, les organisations non gouvernementales et l'équipe de pays des Nations Unies
- Organisation, à l'intention d'au moins 200 candidates et conseillères municipales, de 10 ateliers de renforcement des capacités portant sur leur rôle dans la gouvernance locale, le leadership féminin et le programme pour les femmes et la paix et la sécurité
- Tenue de 3 réunions avec le Cadre de concertation de l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants, de manière à promouvoir et à renforcer la réponse de l'Unité à la violence sexuelle liée aux conflits et à la violence sexuelle et fondée sur le genre, laquelle est chargée de sensibiliser la population, d'intervenir rapidement, d'enquêter sur les violations, de constituer des dossiers en vue de poursuites et d'appuyer le suivi des dossiers par les autorités judiciaires
- Organisation de 19 ateliers de formation à l'intention de 570 agents de police judiciaire, dont au moins 114 femmes, portant sur les enquêtes criminelles et la protection des lieux de crime, et de 14 ateliers de formation en criminalistique (portant notamment sur la signalétique, la comparaison des empreintes digitales, la protection des lieux de crime par les premiers intervenants, les notions de base de photographie et les constatations complexes) à l'intention de 460 membres des forces de sécurité intérieure
- Aide à l'organisation, avec les forces de sécurité intérieure, de 20 opérations conjointes ciblées destinées à appréhender les auteurs présumés d'infractions graves, parmi lesquels des chefs ou de hauts dirigeants de groupes armés, et appui à l'organisation d'exercices réguliers visant à dégager les caractéristiques communes aux affaires emblématiques et aux violations flagrantes des droits humains, en vue de faciliter les enquêtes diligentées aux niveaux national et international
- Remise en état et équipement de 10 commissariats ou bâtiments pour les unités des forces de sécurité intérieure, notamment des commissariats de police, des brigades de gendarmerie, des unités d'enquête spécialisée et des compagnies de maintien de l'ordre
- Tenue de 12 réunions avec les autorités nationales, y compris partage de locaux avec la police des mines, en vue de faciliter l'exécution de la stratégie nationale de lutte contre le prélèvement illégal de taxes et l'exploitation illicite des ressources naturelles
- Tenue de 4 ateliers de formation sur les méthodes et les techniques de la police de proximité à l'intention de 120 membres des forces de sécurité intérieure issus des commissariats et brigades territoriaux
- Organisation de 3 sessions de formation sur la corruption et la déontologie et la discipline à l'intention de 150 membres des forces de sécurité intérieure
- Organisation de 1 campagne de communication nationale pour promouvoir la politique de décentralisation et appuyer l'action menée par les autorités locales pour ouvrir le dialogue avec les citoyens au sujet de la nouvelle politique

Réalisation escomptée

Indicateurs de succès

3.2 Progrès concernant la mise en œuvre de la politique nationale relative au secteur de la justice et dans la démilitarisation des prisons

3.2.1 Nombre de membres du personnel judiciaire (magistrats et greffiers) affectés en dehors de Bangui (2020/21 : 100 ; 2021/22 : 100 ; 2022/23 : 75)

3.2.2 Nombre d'agents pénitentiaires civils nationaux qui ont été recrutés, ont vu leurs antécédents vérifiés et ont reçu une formation (2020/21 : 336 ; 2021/22 : 436 ; 2022/23 : 409)

3.2.3 Nombre moyen de faits graves survenus dans des établissements pénitentiaires (mutineries, évasions massives, émeutes, attaques contre l'établissement) et menaçant directement le fonctionnement de ces établissements et la sécurité publique, pour 100 détenus, tout au long de l'exercice (2020/21 : 5 ; 2021/22 : 4,5 ; 2022/23 : 3)

3.2.4 Nombre d'agents civils de l'administration pénitentiaire dans le pays (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 285 ; 2022/23 : 409)

3.2.5 Nombre total de tribunaux dont la compétence s'exerce en dehors de Bangui (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 20 ; 2022/23 : 20)

3.2.6 Taux d'application de la politique relative au secteur de la justice (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 50 % ; 2022/23 : 50 %)

3.2.7 Nombre de nouvelles lois et de nouveaux décrets promulgués et appliqués dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie pour le secteur de la justice (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 5 ; 2022/23 : 5)

3.2.8 Nombre de réformes juridiques visant à accroître l'indépendance du pouvoir judiciaire qui ont été adoptées (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 2 ; 2022/23 : 2)

Produits

- Remise en état de 2 tribunaux, construction de 1 tribunal et équipement de 6 tribunaux, en appui à la stratégie nationale de décentralisation et pour renforcer la capacité des autorités nationales à enquêter sur les infractions, y compris celles commises contre les soldats du maintien de la paix, et à en poursuivre les auteurs
- Tenue de 40 réunions avec le Ministère de la justice, les services d'inspection judiciaire, le comité chargé de coordonner la formation du personnel judiciaire et des membres d'autres autorités nationales compétentes, aux fins de la planification et de la coordination de l'affectation du personnel judiciaire et des acteurs chargés de faire respecter l'état de droit à l'extérieur de Bangui
- Tenue de 25 réunions consultatives avec les autorités judiciaires nationales, notamment des représentants du Ministère de la justice et du système judiciaire, aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique en matière de criminalité prenant en compte les questions de genre et la violence sexuelle et fondée sur le genre pour les tribunaux ordinaires

- Organisation de 1 session de formation de trois jours à l'intention de 10 présidents de tribunal sur les mesures de contrôle interne relatives aux règles déontologiques, conformément au plan d'action pour l'indépendance de la justice du groupe thématique du secteur de la justice
- Tenue de 10 réunions avec la cellule de coordination de la réforme des politiques du secteur de la justice et ses 6 groupes thématiques aux fins de la planification et de la mise en œuvre des mesures prises dans le cadre de ces politiques, notamment de l'application effective du code de déontologie des magistrats
- Tenue de 40 réunions avec le Ministère de la justice et les autorités judiciaires compétentes en vue d'offrir aux juridictions d'appel un soutien logistique et technique aux fins de l'organisation d'audiences pénales (2 à Bangui, 2 à Bouar et 2 à Bambari), notamment un appui visant à faire en sorte que les auteurs d'infractions commises contre les soldats du maintien de la paix fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites
- Organisation, à l'intention de 20 participants, de 2 ateliers de trois jours en vue de réviser et de mettre à jour la loi portant statut des huissiers, notamment son décret d'application, les règlements internes et les textes réglementaires, et de renforcer les capacités pour améliorer l'accès à la justice
- Organisation, à l'intention de 150 acteurs de la justice informelle, de 4 sessions de deux jours consacrées au renforcement des capacités aux fins d'un meilleur respect des droits dans le cadre des mécanismes de justice informelle et de 6 ateliers d'un jour, à l'intention de 120 participants, afin d'appuyer le fonctionnement des mécanismes de consultation entre le système de justice formelle et le système de justice informelle
- Élaboration, à l'intention du personnel judiciaire, de 2 programmes de formation sur la lutte contre la corruption et organisation de 1 atelier de deux jours aux fins du développement des outils de gestion de l'Inspection générale des services judiciaires
- Équipement de 1 centre d'aide juridique à Bouar en vue d'améliorer l'accès à la justice dans la région et d'assurer la continuité des activités en matière d'aide juridictionnelle des centres d'aide juridique de Bouar et de Bria, dans le cadre du projet conjoint PNUD-MINUSCA sur l'état de droit
- Fourniture à 8 tribunaux et aux autorités judiciaires, notamment à l'Ordre des avocats de la République centrafricaine, de bibliothèques juridiques et d'ouvrages de droit pour renforcer l'efficacité des services judiciaires et améliorer l'accès à la justice
- Organisation de 4 ateliers d'une journée dans des sites d'accueil de personnes déplacées à l'intention de 1 000 déplacés afin que ceux-ci connaissent mieux leurs droits et bénéficient d'un meilleur accès à la justice
- Achèvement par 150 membres du personnel pénitentiaire civil d'une formation en cours d'emploi à l'École nationale d'administration et de magistrature dans le cadre de la démilitarisation du système pénitentiaire
- Modernisation et rénovation de 4 prisons (prison centrale de Ngaragba, centre de détention du camp de Roux, Bria et Paoua) dans le cadre de projets de remise en état et d'équipement
- Organisation d'activités quotidiennes d'encadrement et de conseil à l'intention de 409 membres du personnel pénitentiaire civil de 15 prisons et du siège de l'administration pénitentiaire, et prestation de services d'encadrement et de conseil approfondis et accessibles 24 heures sur 24 à 130 membres du personnel pénitentiaire civil de la prison centrale de Ngaragba, du camp de Roux et de la prison de Bambari, grâce au détachement du personnel pénitentiaire de la Mission dans ces établissements
- Formation, intégration dans la fonction publique et déploiement de 296 membres du personnel pénitentiaire civil
- Organisation de 2 réunions du comité directeur des politiques du secteur de la justice et de réunions mensuelles du groupe de travail sur la démilitarisation des prisons et la formation en cours d'emploi des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, et collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche aux fins de la réalisation d'au moins 4 activités du plan relatif au système de classification des détenus

- Mise en œuvre de 3 programmes de réinsertion sociale, à savoir 2 activités de production carcérale et 1 activité axée sur les questions de genre visant à améliorer la condition sociale des détenues
- Organisation de 1 cours de recyclage des formateurs de dix jours sur les techniques d'intervention en milieu carcéral à l'intention de 12 membres du personnel pénitentiaire civil national, de 2 sessions de formation spécialisée de quinze jours sur l'intervention rapide à l'intention de 72 membres du personnel pénitentiaire civil, et de 2 exercices de simulation sur le contrôle des émeutes et des incidents dans les prisons de Bangui et de 15 sessions de formation de trois jours sur le nouveau code de déontologie du personnel pénitentiaire à l'intention de 432 membres du personnel pénitentiaire national
- Réalisation de 1 évaluation de la santé des détenus, et fourniture de matériel et d'autres articles de soins de santé à 2 établissements de santé pénitentiaires (prison centrale de Ngaragba et prison de femmes de Bimbo) afin de procéder régulièrement à des bilans de santé et de renforcer le respect du droit à la santé des détenus dans les établissements pénitentiaires
- Organisation de 30 visites de protection de l'enfance dans les locaux des services de police et de gendarmerie et dans les centres de détention judiciaire en vue de vérifier si des enfants y sont détenus du fait de leur association avec des groupes armés et de plaider pour leur libération
- Organisation de 5 ateliers de renforcement des capacités à l'intention de 50 membres du personnel judiciaire sur le Code de protection de l'enfant
- Organisation de 1 campagne de communication nationale aux fins de la sensibilisation de la population, avec le concours de la presse écrite et des médias audiovisuels, afin que les Centrafricains soient davantage au fait de leurs droits, des procédures juridiques et du fonctionnement des institutions judiciaires et pénitentiaires

<i>Réalisation escomptée</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
3.3 Amélioration des mécanismes de justice transitionnelle, notamment de la Cour pénale spéciale, et renforcement de la capacité de lutte contre l'impunité	<p>3.3.1 Nombre de mécanismes de justice transitionnelle (outre la Cour pénale spéciale) opérationnels et conformes aux normes internationales en matière de droits humains (2020/21 : 2 ; 2021/22 : 4 ; 2022/23 : 2)</p> <p>3.3.2 Nombre d'enquêtes préliminaires menées par le Procureur spécial de la Cour pénale spéciale et transmises aux juges d'instruction (2020/21 : 7 ; 2021/22 : 10 ; 2022/23 : 18)</p> <p>3.3.3 Nombre de magistrats et de greffiers travaillant à la Cour pénale spéciale (2020/21 : 29 ; 2021/22 : 27 ; 2022/23 : 31)</p> <p>3.3.4 Nombre d'audiences pénales tenues chaque année par les 3 juridictions d'appel (2020/21 : 5 ; 2021/22 : 6 ; 2022/23 : 6)</p> <p>3.3.5 Nombre de poursuites engagées pour infraction grave qui ont été menées à leur terme (2020/21 : 100 ; 2021/22 : 120 ; 2022/23 : 120)</p>

Produits

- Organisation de 1 atelier national portant sur la participation d'enfants à la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation
- Organisation, à l'intention de 360 femmes membres d'organisations de la société civile et d'associations œuvrant dans les domaines de la violence fondée sur le genre et de la paix et de la réconciliation, de 12 ateliers de formation portant sur le suivi des dossiers judiciaires de femmes victimes des conflits et de violence sexuelle et fondée sur le genre

- Conduite de 20 missions d'enquête par le personnel de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation en vue de recueillir des informations sur les violations graves des droits humains, sur la base des recommandations de la commission inclusive
- Conduite de 20 missions d'information sur le terrain par les membres de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation
- Organisation, à l'intention de 500 personnes, dont des femmes, représentant les chefs religieux et les chefs coutumiers, les associations de femmes, les jeunes, les associations de victimes de violations des droits humains et les autorités administratives locales, de 20 séances de sensibilisation sur le mandat de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation
- Organisation de 5 sessions de formation sur les droits humains et la justice transitionnelle, de 2 ateliers spécialisés sur le fonctionnement de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation à l'intention de ses 11 membres et de 3 ateliers spécialisés à l'intention des représentants de la Commission dans les régions afin de veiller à ce que les principes et le règlement intérieur de la Commission soient appliqués dans toutes ses activités et tous ses projets
- Organisation de 12 activités par des organisations de la société civile visant à suivre et à rendre compte des travaux de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation afin de garantir qu'ils respectent les principes de recherche de la vérité, la protection des victimes et les normes d'un procès équitable et d'une justice équitable, tels que consacrés par les normes internationales et nationales en matière de droits humains
- Tenue de 2 ateliers spécialisés visant à promouvoir et à favoriser la prise en compte des principes relatifs à la protection des victimes et des témoins dans les travaux de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation
- Tenue de 1 atelier de trois jours afin d'évaluer l'état de mise en œuvre de la stratégie de la Cour pénale spéciale en matière d'enquêtes et de poursuites
- Tenue de 4 sessions d'information sur le mécanisme relatif à la politique de diligence voulue en matière de droits humains et son application à l'intention des composantes de la Mission et des entités des Nations Unies apportant un appui aux forces de défense nationale et de sécurité intérieure, de 4 sessions d'information à l'intention des forces de défense nationale et de sécurité intérieure et de 4 sessions d'information à l'intention des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits humains et des membres des organisations de la société civile
- Réalisation de 50 estimations individuelles des risques associés aux demandes d'assistance émanant de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que d'institutions spécialisées, de fonds et de programmes des Nations Unies, et présentation de recommandations à l'équipe spéciale sur la politique de diligence voulue en matière de droits humains
- Organisation de 12 manifestations publiques du comité national de coordination des associations de victimes et du groupe de travail de la société civile consacré à la justice transitionnelle, en vue de favoriser la participation des victimes aux mécanismes de justice transitionnelle
- Conduite de 10 missions d'enquête hors de Bangui par la Cour pénale spéciale œuvrant en coordination avec le Bureau du Procureur spécial et la Chambre d'instruction, un soutien technique et logistique étant apporté parallèlement à la mise en œuvre de la stratégie de la Cour en matière d'enquêtes et de poursuites
- Établissement de 2 rapports semestriels sur le fonctionnement de la Cour pénale spéciale et mise en place d'un service d'audit externe, en collaboration avec le Président, le Vice-Président et le Comité de direction de la Cour
- Tenue de 1 session de renforcement des capacités d'un mois à l'intention des juges de la Chambre d'assises de la Cour pénale spéciale sur la manière de mener des procès complexes pour des infractions graves
- Tenue de 10 réunions de conseil et d'encadrement avec le Greffe de la Cour pénale spéciale afin de donner des conseils techniques sur la gestion et la coordination des principaux services du Greffe ainsi que sur des

sujets particuliers tels que la protection des victimes et des témoins, l'aide juridictionnelle, les activités de sensibilisation et la communication

- Fourniture d'un appui au recrutement de 1 greffier en chef adjoint (international) et de 2 greffiers supplémentaires (national), ainsi qu'à la création d'une liste de juges et de magistrats internationaux éligibles pour servir à la Cour pénale spéciale
- Élaboration d'une stratégie d'achèvement des travaux pour la Cour pénale spéciale, comprenant des dispositions relatives à son renouvellement éventuel et à ses activités et priorités au-delà de 2023
- Organisation, à l'intention de 600 personnes, de 6 audiences foraines de deux jours (2 audiences dans le ressort de chacune des 3 juridictions d'appel) pour appuyer la prestation de services de justice
- Tenue de 13 sessions de formation sur les aspects judiciaires du Code de protection de l'enfant, les techniques d'enquête et la gestion des preuves, l'efficacité des enquêtes et des poursuites dans le cadre d'affaires de violence sexuelle, notamment de violence sexuelle liée aux conflits, sur le recours à des mesures temporaires d'urgence, la justice militaire et l'instruction des dossiers et la gestion de la détention provisoire, à l'intention de 30 magistrats par session, dont des procureurs et des juges d'instruction de la cour d'appel de Bangui et de Bouar et du tribunal pour enfants de Bangui, ainsi que d'agents de police judiciaire
- Remise en état ou construction et équipement de 1 centre de détention dans 2 hôpitaux désignés à cette fin pour accueillir les détenus malades de la Cour pénale spéciale
- Remise en état ou construction et équipement du bâtiment administratif principal de l'Ordre des avocats de la République centrafricaine
- Organisation de 1 campagne de communication aux fins de la sensibilisation de la population, avec le concours de la presse écrite et des médias audiovisuels, afin de mieux faire connaître les mécanismes de justice transitionnelle, de développer les connaissances sur l'importance de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation et de promouvoir l'appropriation par la population du processus de justice

Facteurs externes

Les conditions de sécurité et la capacité du personnel judiciaire et des fonctionnaires de demeurer à leur poste, l'affectation en temps utile des effectifs nécessaires et la volonté du Ministère de la justice d'appliquer des mesures disciplinaires, quand il y a lieu, pour les maintenir à leur poste. La violence des groupes armés peut avoir un impact sur la capacité du personnel judiciaire à mener des enquêtes et des procédures.

Tableau 11

Ressources humaines : composante 3 (lutte contre l'impunité et appui à l'extension de l'autorité de l'État et à l'état de droit)

Catégorie								Total		
I. Personnel fourni par des gouvernements										
Effectif approuvé 2021/22								108		
Effectif proposé 2022/23								108		
Variation nette								—		
		Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté des Nations Unies			
II. Personnel civil		SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total sur le plan partiel			
Section des affaires judiciaires et pénitentiaires										
Postes approuvés 2021/22		—	1	15	14	1	31	18	5	54

II. Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a		Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel			
Postes proposés 2022/23	–	1	15	14	1	31	18	5	54
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section des affaires civiles									
Postes approuvés 2021/22	–	1	7	8	2	18	92	8	118
Postes proposés 2022/23	–	1	7	8	2	18	92	8	118
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel (personnel civil)									
Postes approuvés 2021/22	–	2	22	22	3	49	110	13	172
Postes proposés 2022/23	–	2	22	22	3	49	110	13	172
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (I et II)									
Effectif approuvé 2021/22	–	2	22	22	3	49	110	13	280
Effectif proposé 2022/23	–	2	22	22	3	49	110	13	280
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–

^a Administrateurs et agents des services généraux.

Composante 4 : appui

90. La composante Appui continuera de fournir des services efficaces et performants afin d'aider la Mission à s'acquitter de son mandat ; pour ce faire, elle exécutera les produits prévus, améliorera la qualité des services et réalisera des gains d'efficience. Elle fournira notamment des services au personnel militaire et de police et au personnel civil dans tous les lieux d'affectation de la MINUSCA. Cet appui portera sur tous les domaines : audit, contrôle des risques et conformité ; opérations aériennes ; budget, finances et communication de l'information ; administration du personnel civil et des agent(e)s en tenue ; installations, infrastructures et génie ; gestion de l'environnement ; gestion du carburant ; services liés aux technologies ; services médicaux ; gestion de la chaîne d'approvisionnement ; sécurité ; gestion des véhicules et transports terrestres.

Réalisation escomptée	Indicateurs de succès
4.1 Fourniture à la Mission, dans les meilleurs délais, de services d'appui efficaces, rationnels et responsables	<p>4.1.1 Pourcentage d'utilisation des heures de vol approuvées (à l'exclusion des opérations de recherche et de sauvetage et des évacuations sanitaires primaires et secondaires) (2020/21 : ≥ 90 % ; 2021/22 : ≥ 90 % ; 2022/23 : ≥ 90 %)</p> <p>4.1.2 Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2020/21 : 13 % \pm 1 % ; 2021/22 : 13 % \pm 1 % ; 2022/23 : 13 % \pm 1 %)</p> <p>4.1.3 Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international</p>

(2020/21 : ≥ 39 % ; 2021/22 : ≥ 40 % ; 2022/23 : ≥ 40 %)

4.1.4 Nombre moyen de jours nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, jusqu'à la sélection des candidats, pour tous les postes soumis à recrutement international (2020/21 : ≤ 80 ; 2021/22 : ≤ 80 ; 2022/23 : ≤ 108 jours civils à partir de la publication des avis de vacance pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7)

4.1.5 Nombre moyen de jours nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection, pour les postes soumis à recrutement international (2020/21 : ≤ 100 ; 2021/22 : ≤ 100 ; 2022/23 : ≤ 120 jours civils à partir de la publication des avis de vacance pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7)

4.1.6 Note globale dans le tableau de bord d'évaluation environnementale de l'Administration (2020/21 : sans objet ; 2021/22 : 100 ; 2022/23 : 100)

4.1.7 Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2020/21 : ≥ 95 % ; 2021/22 : ≥ 95 % ; 2022/23 : ≥ 98 %)

4.1.8 Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2020/21 : 50 % ; 2021/22 : 100 % ; 2022/23 : 100 %)

4.1.9 Note globale concernant l'indice de performance de l'Administration en matière de gestion du matériel, sur la base de 20 indicateurs clés de résultats (2020/21 : $\geq 1\,800$; 2021/22 : $\geq 1\,800$; 2022/23 : $\geq 1\,800$)

4.1.10 Écart par rapport au plan de gestion de la demande : quantités prévues, commandes passées en temps voulu, délais de livraison (2020/21 : ≤ 20 % ; 2021/22 : ≤ 20 % ; 2022/23 : ≤ 20 %)

4.1.11 Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord (2020/21 : 100 % ; 2021/22 : 100 % ; 2022/23 : 100 %)

4.1.12 Respect par les fournisseurs des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2020/21 : ≥ 97 % ; 2021/22 : ≥ 100 % ; 2022/23 : ≥ 97 %)

*Produits***Amélioration des services**

- Exécution du plan d'action environnemental de la mission, conformément à la stratégie environnementale de l'Administration
- Appui à la mise en œuvre de la stratégie et du plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement de l'Administration
- Installation d'abris techniques modulaires, de dispositifs de réseau, de pare-feu, de tours de télécommunications et de liaisons hertziennes à large bande supplémentaires et amélioration de ceux-ci en vue de renforcer les infrastructures informatiques et les infrastructures de communication de la Mission et, partant, de lui garantir un accès à des réseaux de transmission de l'information fiables et solides
- Optimisation des services offerts en matière de technologies de l'information et des communications, grâce notamment à l'acquisition de plus de matériel de radio TETRA et à l'expansion des réseaux longue distance de communication vocale et d'échange de données ainsi que des réseaux de communication radio sol-air à l'échelle de la mission, l'objectif étant d'améliorer la sécurité des communications dans l'ensemble de la Mission

Audit, contrôle des risques et conformité

- Suite donnée aux recommandations d'audit en souffrance ayant été acceptées par la direction

Transports aériens

- Exploitation et entretien de 18 appareils (5 avions et 13 hélicoptères)
- 12 790 heures de vol prévues assurées (dont 6 048 effectuées par des prestataires commerciaux et 6 742 par des prestataires militaires) pour tous types de services (transport de passagers, fret, patrouilles et observation, missions de recherche et de sauvetage, et évacuations de malades et de blessés)
- Contrôle du respect des normes de sécurité aérienne pour 18 appareils et aérodomes et sites d'atterrissage
- Exploitation et entretien de 4 unités d'un système de drones aériens, au titre d'une lettre d'attribution signée avec un pays fournisseur de contingents, pour la conduite d'opérations de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'alerte rapide visant à protéger le personnel de la Mission

Budget, finances et communication de l'information

- Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables pour un budget de 1,09 milliard de dollars
- Appui à l'établissement de la version définitive des états financiers annuels de la Mission, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU

Services relatifs au personnel civil

- Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 1 672 civils (732 agents recrutés sur le plan international, 614 agents recrutés sur le plan national, 32 temporaires et 294 Volontaires des Nations Unies), notamment d'un appui direct en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance
- Organisation d'activités de formation dans la zone de la Mission (bénéficiaires : 6 790 membres du personnel civil) et appui à la formation organisée à l'extérieur de la zone de la Mission (bénéficiaires : 70 membres du personnel civil)
- Appui au traitement de demandes d'autorisation de voyage présentées par des membres du personnel civil : 3 973 demandes dans la zone de la Mission et 160 demandes en dehors de cette zone à des fins autres que la formation, et 70 demandes à des fins de formation

Installations, infrastructures et génie

- Services d'entretien et de réparation portant sur 139 installations de la Mission réparties dans 38 sites
- Exécution de 9 projets de construction et de travaux de rénovation et d'aménagement dans 53 sites à Bangui et dans 86 sites de régions, et réparation et entretien de 500 km de routes et de 11 aérodromes
- Entretien de la décharge assainie de Kolongo (municipalité de Bangui)
- Exploitation et entretien de 263 groupes électrogènes appartenant à l'ONU et de 13 systèmes de production d'énergie solaire
- Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU (83 puits ou trous de sonde, 40 installations de traitement et de purification des eaux et 81 stations d'épuration) dans 66 sites
- Fourniture de services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 131 sites
- Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres et de lutte antiparasitaire dans 40 sites, de services de blanchisserie dans 4 sites et de services de restauration dans 8 sites

Gestion du carburant

- Gestion de l'approvisionnement et de l'entreposage de 32,2 millions de litres d'essence (15,7 millions pour les groupes électrogènes et d'autres installations, 7,4 millions pour les transports terrestres et 9,1 millions pour les opérations aériennes) et de carburants et lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage dans 16 sites

Services liés aux technologies

- Fourniture de services d'appui et d'entretien concernant 4 387 radios portatives à ultra-haute fréquence (UHF) et à très haute fréquence (VHF) et de bande aéronautique VHF, de 1 543 radios mobiles pour véhicules UHF/VHF et à haute fréquence (HF) et de 430 radios fixes UHF/VHF/HF et de bande aéronautique VHF
- Exploitation et entretien de 14 stations de radio FM et de 8 studios de production
- Exploitation et entretien d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, comprenant notamment 36 terminaux VSAT, 21 systèmes Voix sur IP, 50 liaisons hertziennes point à point et 220 dispositifs hertziens point-multipoint, et fourniture de services d'appui et de maintenance pour 1 réseau satellitaire mondial à large bande, 261 téléphones satellites et 52 terminaux mobiles satellites à large bande
- Fourniture de 2 735 ordinateurs et de 309 imprimantes pour un effectif moyen de 2 902 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 1 341 appareils et 234 imprimantes permettant aux membres des contingents de travailler sur le terrain, et fourniture de services d'appui connexes et de services communs
- Services d'appui et de maintenance pour 202 réseaux locaux et 80 réseaux étendus dans 75 sites
- Production de 4 500 cartes et mise à jour de 300 cartes topographiques et thématiques à différentes échelles
- Entretien de 60 quadrirotors servant à faire des relevés aériens à haute résolution de 20 camps et des relevés de 500 km² de terrain habité pour faciliter la planification opérationnelle et les opérations de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'alerte rapide visant à protéger le personnel de la Mission, et fourniture de services d'appui connexes
- Fourniture de services d'appui et de maintenance pour 22 caméras/capteurs de ville intelligents pour la surveillance et la reconnaissance/alerte rapide dans le cadre de la protection des civils

Services médicaux

- Exploitation et entretien d'installations médicales appartenant à l'ONU (1 unité médicale de niveau I à Bangui et 7 postes de soins d'urgence et de secours à Bambari, Bangassou, Berbérati, Bossangoa, Ndélé,

Obo et Paoua) et fourniture d'un appui aux installations médicales appartenant aux contingents (40 unités médicales de niveau I et 4 hôpitaux de niveau II à Bangui, Bria, Bouar et Kaga Bandoro)

- Gestion du dispositif d'évacuation sanitaire vers 4 installations médicales de niveau II appartenant aux contingents dans la zone de la Mission (à Bangui, Bouar, Bria et Kaga Bandoro) et 7 unités médicales (3 de niveau III et 4 de niveau IV) dans 2 sites à l'extérieur de la zone de la Mission

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

- Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs aux fins de l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 158,9 millions de dollars
- Réception, gestion et distribution de 5 130 tonnes de marchandises au maximum dans la zone de la Mission
- Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 384,7 millions de dollars, et communication de l'information y relative

Personnel en tenue

- Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 17 420 membres du personnel militaire et policier (155 observateurs militaires, 425 officiers d'état-major, 13 820 membres des contingents, 600 policiers des Nations Unies et 2 420 membres d'unités de police constituées) et de 108 membres du personnel fourni par des gouvernements
- Inspection et vérification du matériel majeur appartenant aux contingents et contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome, et établissement de rapports à ce sujet, pour 54 unités militaires et de police réparties dans 79 sites
- Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau pour un effectif moyen de 15 787 membres des contingents et d'unités de police constituées
- Aide au traitement des demandes de remboursement et droits à prestation pour un effectif moyen de 16 504 militaires et policiers et 106 membres du personnel fourni par des gouvernements
- Appui au traitement de demandes d'autorisation de voyage : 294 demandes dans la zone de la Mission et 19 demandes en dehors de la zone de la Mission à des fins autres que la formation, et 12 demandes à des fins de formation

Gestion des véhicules et services de transport terrestre

- Exploitation et entretien de 1 291 véhicules appartenant à l'ONU (682 véhicules légers de transport de passagers, 208 véhicules à usage spécial, 11 ambulances, 99 véhicules blindés et 291 autres véhicules, remorques et accessoires spécialisés) et de 3 196 véhicules appartenant aux contingents, ainsi que de 11 ateliers d'entretien et de réparation, et fourniture de services de transport et de navette

Sécurité

- Fourniture de services de protection rapprochée 24 heures sur 24 aux hauts responsables de la Mission et aux hautes personnalités en visite et de services de sécurité pour l'ensemble du personnel et les installations de la Mission
- Organisation, à l'intention des agents de sécurité, de 4 séances de formation par mois sur le combat à mains nues, les armes à feu, les procédures et techniques de protection rapprochée, les techniques d'enquête et d'autres domaines connexes afin d'obtenir des services de sécurité professionnels
- Organisation d'un stage de formation annuel à la sécurité pour tous les coordonnateurs régionaux et coordonnateurs de secteur (sécurité) et d'au moins 2 exercices de simulation d'évacuation et de réinstallation à l'échelle de la Mission

- ## Déontologie et discipline

- ### Facteurs externes

Tableau 12

Catégorie de personnel	Total								
I. Contingents									
Postes approuvés 2021/22									44
Postes proposés 2022/23									44
Variation nette									–
	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a			
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel	Volontaires des Nations Unies		Total
II. Personnel civil									
Section de la sécurité									
Postes approuvés 2021/22	–	–	1	12	94	107	110	3	220
Postes proposés 2022/23	–	–	1	11	100	112	110	3	225
Variation nette (voir tableau 13)	–	–	–	(1)	6	5	–	–	5
Division de l'appui à la mission									
Bureau du (de la) Directeur(trice) de l'appui à la mission									
Postes approuvés 2021/22	–	1	2	1	2	6	1	–	7
Postes proposés 2022/23	–	1	2	1	2	6	1	–	7
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Service de la gestion des opérations et des ressources									
Postes approuvés 2021/22	–	1	16	17	91	125	95	25	245
Postes proposés 2022/23	–	1	17	18	96	132	95	25	252
Variation nette (voir tableau 14)	–	–	1	1	5	7	–	–	7
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22	–	–	1	1	5	7	–	–	7
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation nette (voir tableau 14)	–	–	(1)	(1)	(5)	(7)	–	–	(7)

II. Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a		Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel			
Total partiel									
Effectif approuvé 2021/22	–	1	17	18	96	132	95	25	252
Effectif proposé 2022/23	–	1	17	18	96	132	95	25	252
Variation nette (voir tableau 14)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Service de la prestation de services									
Postes approuvés 2021/22	–	1	11	11	72	95	100	80	275
Postes proposés 2022/23	–	1	11	13	81	106	106	92	304
Variation nette (voir tableaux 15 et 16)	–	–	–	2	9	11	6	12	29
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22	–	–	–	1	9	10	6	–	16
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation nette (voir tableaux 15 et 16)	–	–	–	(1)	(9)	(10)	(6)	–	(16)
Total partiel									
Effectif approuvé 2021/22	–	1	11	12	81	105	106	80	291
Effectif proposé 2022/23	–	1	11	13	81	106	106	92	304
Variation nette (voir tableaux 15 et 16)	–	–	–	1	–	1	–	12	13
Service de gestion de la chaîne d'approvisionnement									
Postes approuvés 2021/22	–	1	10	8	62	81	59	24	164
Postes proposés 2022/23	–	1	10	10	65	86	59	24	169
Variation nette (voir tableau 17)	–	–	–	2	3	5	–	–	5
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22	–	–	–	2	3	5	–	–	5
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation nette (voir tableau 17)	–	–	–	(2)	(3)	(5)	–	–	(5)
Total partiel									
Effectif approuvé 2021/22	–	1	10	10	65	86	59	24	169
Effectif proposé 2022/23	–	1	10	10	65	86	59	24	169
Variation nette (voir tableau 17)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Services d'appui									
Plateforme logistique de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Entebbe)									
Postes approuvés 2021/22	–	–	–	–	2	2	1	–	3
Postes proposés 2022/23	–	–	–	–	2	2	1	–	3
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Personnel civil									
Postes approuvés 2021/22	–	4	40	49	323	416	366	132	914

II. Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a		Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel			
Postes proposés 2022/23	–	4	41	53	346	444	372	144	960
Variation nette	–	–	1	4	23	28	6	12	46
Emplois de temporaire approuvés ^b 2021/22	–	–	1	4	17	22	6	–	28
Emplois de temporaire proposés ^b 2022/23	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation nette	–	–	(1)	(4)	(17)	(22)	(6)	–	(28)
Total (personnel civil, emplois de temporaire inclus)									
Effectif approuvé 2021/22	–	4	41	53	340	438	372	132	942
Effectif proposé 2022/23	–	4	41	53	346	444	372	144	960
Variation nette	–	–	–	–	6	6	–	12	18
Total (I et II)									
Effectif approuvé 2021/22	–	4	41	53	340	438	372	132	986
Effectif proposé 2022/23	–	4	41	53	346	444	372	144	1 004
Variation nette	–	–	–	–	6	6	–	12	18

^a Administrateurs et agents des services généraux.

^b Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), au titre des dépenses de personnel civil.

Personnel recruté sur le plan international : augmentation de 6 postes

Volontaires des Nations Unies : augmentation de 12 postes

Section de la sécurité

Tableau 13

Ressources humaines : Section de la sécurité

	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Postes	+6	SM	Assistant(e)s informaticien(ne)s	Création	
	+1	SM	Spécialiste des systèmes informatiques	Réaffectation	À l'intérieur de la Section
	-1	SM	Agent(e) responsable de la sécurité	Réaffectation	À l'intérieur de la Section
	-1	P-3	Agent(e) de coordination de la sécurité	Réaffectation	Au Service déontologie et discipline
Total	+5				

91. Le tableau d'effectifs approuvé pour la Section de la sécurité comprend 217 postes (1 P-4, 12 P-3, 94 agents du Service mobile et 110 agents des services généraux) et 3 postes de Volontaire des Nations Unies. La Section est chargée d'assurer la sécurité et la sûreté de tout le personnel des Nations Unies en République centrafricaine, y compris celui des agences, fonds et programmes de l'Organisation. Elle a également pour fonction de garantir la sécurité des biens et avoir de l'ONU dans tous les lieux d'affectation. Dans ce contexte, elle est notamment tenue d'assurer la sécurité incendie des installations, la protection rapprochée des hauts

fonctionnaires et des personnalités en visite, la sécurité des complexes et entrepôts de l'Organisation et la fourniture de services de formation du personnel.

92. Le nombre de vols et autres problèmes de sécurité ayant fortement augmenté dans les locaux des Nations Unies, la Mission a installé des caméras de télévision en circuit fermé et créé une salle de contrôle centrale pour permettre la surveillance des installations et le signalement de toute activité suspecte. Ces mesures ont permis au Groupe des enquêtes spéciales de la Mission de résoudre avec succès diverses affaires de vol, de mauvaise conduite, d'infiltration illégale et d'utilisation abusive de biens et équipements appartenant aux Nations Unies. Depuis l'installation desdites caméras, le nombre de vols a considérablement diminué, passant de 44 cas en 2018/19 à 16 en 2020/21. Les enregistrements vidéo ont en outre permis aux enquêteurs d'élucider plusieurs affaires de vol. La Mission s'attelle à améliorer le système en y ajoutant des caméras supplémentaires afin de couvrir tous les angles morts qui se trouvent dans des zones sensibles.

93. Afin de gérer le fonctionnement de la salle de contrôle, d'assurer l'entretien du système de télévision en circuit fermé et d'intervenir en cas de problème, la Mission a engagé six vacataires, recrutés sur le plan international en tant qu'assistant(e)s informaticien(ne)s, qui ont été déployés dans les différents sites pour effectuer des contrôles de routine quotidiens et procéder aux réparations du matériel et des logiciels nécessaires, installer de nouveaux équipements et veiller à ce que le système soit pleinement fonctionnel et opérationnel 24 heures sur 24. Compte tenu du caractère continu des fonctions considérées, cette solution n'est pas viable. Il n'est en effet pas possible pour la Mission, dans ces conditions, d'engager à long terme du personnel possédant l'expertise requise pour assurer le bon fonctionnement et la fiabilité du système.

94. Au vu de ce qui précède, il est proposé de créer six postes, présentés dans le tableau 13, dont les titulaires seront chargés d'assurer l'entretien et la sécurité physique du système de surveillance, sur le plan du back-end (s'agissant par exemple des serveurs, des éléments de stockage, de l'équipement de réseau et des logiciels), ainsi que de veiller au bon fonctionnement de toutes les caméras, sur tous les sites, et de présenter des rapports périodiques, sous forme de tableaux, concernant les vulnérabilités et menaces actuelles et passées. Ces postes seront regroupés dans une nouvelle unité de sécurité informatique, dirigée par un(e) spécialiste des systèmes informatiques. À cet égard, il est également proposé, comme indiqué au tableau 13, de réaffecter un poste au sein même de la Section, dont le titulaire dirigera l'unité en question, permettant de la sorte de renforcer les capacités de la Section en matière de gestion et d'entretien du matériel informatique, aidera les enquêteurs dans les affaires relatives à l'envoi de courriels de menace, créera et mettra à jour des bases de données dans SharePoint, et travaillera en étroite collaboration avec la Section des technologies aux fins de développer de nouvelles solutions contribuant à améliorer la sécurité du personnel et des ressources de la Mission. Le (la) titulaire du poste devra :

- a) faire office de point de contact entre la Section de la sécurité et les unités de sécurité sur le terrain pour toutes les questions ayant trait à la conception et à la mise en œuvre des projets de sécurité informatique ;
- b) gérer les activités de planification, coordination, conception, développement, déploiement, maintenance et surveillance des systèmes informatiques, des systèmes de télévision en circuit fermé, des contrôles d'accès, des systèmes de gestion des patrouilles et d'autres applications, afin de permettre le bon fonctionnement des opérations informatiques, des systèmes de vidéosurveillance et des alarmes anti-intrusion dans la Mission ;
- c) assurer l'entretien et la sécurité physique du système de surveillance, sur le plan du back-end, suivre l'avancement des projets et en rendre compte régulièrement, présenter des rapports périodiques, sous forme de tableaux, sur les vulnérabilités et les menaces actuelles et passées, évaluer les nouveaux besoins et faire des recommandations, le cas échéant,

aider à la planification de tous les grands projets de systèmes d'information au sein de la Mission, et suivre l'avancement des activités d'analyse, de conception, de développement, d'essais et de mise en œuvre de systèmes nouveaux et modérément complexes.

95. On trouvera aux paragraphes 59 et 59 b) des explications sur la réaffectation d'un(e) agent(e) de coordination de la sécurité qui est proposée.

Service de la gestion des opérations et des ressources

Tableau 14

Ressources humaines : Centre d'appui à la mission

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	+1	P-4	Logisticien(ne)	Transformation	
	+1	P-3	Logisticien(ne)	Transformation	
	+4	SM	Assistant(e) au soutien logistique	Transformation	
	+1	SM	Assistant(e) administratif(tive)	Transformation	
Total partiel	+7				
Emplois de temporaire	-1	P-4	Logisticien(ne)	Transformation	
	-1	P-3	Logisticien(ne)	Transformation	
	-4	SM	Assistant(e) au soutien logistique	Transformation	
	-1	SM	Assistant(e) administratif(tive)	Transformation	
Total partiel	-7				
Total	–				

96. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour le Centre d'appui à la mission sont au nombre de 39 : 1 P-5, 4 P-4 [dont 1 emploi de temporaire (autre que pour les réunions)], 5 P-3 [dont 1 emploi de temporaire (autre que pour les réunions)], 17 agent(e)s du Service mobile [dont 5 emplois de temporaire (autre que pour les réunions)], 4 agent(e)s des services généraux et 8 Volontaires des Nations Unies. Le Centre est responsable de l'établissement de tous les plans de la Mission qui ont trait à la logistique et à la fourniture d'un soutien. Il continuera de développer et de mettre en œuvre des méthodologies et des directives générales destinées à faciliter la bonne exécution des plans logistiques. Il est également responsable de coordonner les besoins logistiques de la Mission avec ceux d'autres entités des Nations Unies, d'autres organisations présentes dans la zone de la Mission et diverses entités du gouvernement hôte, ainsi que d'effectuer des évaluations, des examens et des inspections périodiques de tout le matériel appartenant aux contingents en ce qui concerne sa disponibilité opérationnelle, son efficacité et son efficience.

97. Compte tenu de la nature continue des responsabilités décrites ci-dessus et de l'augmentation des effectifs autorisés du personnel en tenue, laquelle joue également sur le matériel appartenant aux contingents, et comme expliqué plus en détail aux paragraphes 17 et 18, il est proposé, comme indiqué au tableau 14, de transformer sept emplois de temporaire en postes.

Service de la prestation de services

Tableau 15

Ressources humaines : Bureau du (de la) Chef du Service de la prestation de services

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Poste	+1	P-3	Spécialiste de la gestion de programme	Transformation	
Emploi de temporaire	-1	P-3	Spécialiste de la gestion de programme	Transformation	
Total	–				

98. Les postes approuvés pour le Bureau du (de la) Chef du Service de la prestation de services sont au nombre de 5 : 1 D-1, 1 P-5, 1 P-3 [emploi de temporaire (autre que pour les réunions)], 2 agent(e)s du Service mobile et 1 agent(e) des services généraux. Le (la) Chef du Service de la prestation de services assure la supervision de la gestion du pilier Services de la Division de l'appui à la mission et attribue leurs tâches aux membres du personnel logistique en tenue et des unités habilitantes, qui œuvrent notamment dans les domaines de la santé, des transmissions, de la logistique, de la construction et de l'ingénierie, et du transport et des mouvements (hélicoptères de transport militaires compris). Compte tenu du caractère continu de ces activités et comme expliqué plus en détail aux paragraphes 17 et 18, il est proposé, comme indiqué au tableau 15, de transformer un emploi de temporaire en poste.

Tableau 16

Ressources humaines : Section du génie et de la gestion des installations

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	+1	P-3	Spécialiste de la gestion des déchets	Création	
	+3	SM	Technicien(ne) du génie	Transformation	
	+3	SM	Électricien(ne)	Transformation	
	+1	SM	Technicien(ne) (groupes électrogènes)	Transformation	
		SM	Technicien(ne) (approvisionnement en eau et assainissement)	Transformation	
	+1	SM	Technicien(ne) chauffage, ventilation et climatisation	Transformation	
	+4	GN	Électricien(ne)	Transformation	
	+1	GN	Mécanicien(ne) (groupes électrogènes)	Transformation	
	+1	GN	Plombier(ière)	Transformation	
Total partiel	+16				
Emplois de temporaire	+12	VNU	Ingénieur(e) de campagne	Création	
	-3	SM	Technicien(ne) du génie	Transformation	
	-3	SM	Électricien(ne)	Transformation	
	-1	SM	Technicien(ne) (groupes électrogènes)	Transformation	
		SM	Technicien(ne) (approvisionnement en eau et assainissement)	Transformation	
	-1	SM	Technicien(ne) chauffage, ventilation et climatisation	Transformation	
	-1	SM	Technicien(ne) chauffage, ventilation et climatisation	Transformation	
	-4	GN	Électricien(ne)	Transformation	

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-1	GN	Mécanicien(ne) (groupes électrogènes)	Transformation	
	-1	GN	Plombier(ière)	Transformation	
Total partiel	-3				
Total	+13				

99. Les postes et emplois de temporaires approuvés pour la Section du génie et de la gestion des installations sont au nombre de 109 : 1 P-5, 3 P-4, 2 P-3, 34 agent(e)s du Service mobile [dont 9 emplois de temporaire (autre que pour les réunions)], 4 administrateurs(trices) recruté(e)s sur le plan national, 44 agent(e)s des services généraux [dont 6 emplois de temporaire (autre que pour les réunions)] et 21 Volontaires des Nations Unies. La Section a pour mandat de fournir un soutien et des services d'ingénierie globaux à l'ensemble du personnel de la MINUSCA, en divers endroits de la zone de la Mission.

100. En prévision du déploiement complet des 3 690 agent(e)s en tenue supplémentaires autorisé(e)s, la Mission s'attelle actuellement à construire 15 nouveaux camps et à en moderniser 25 autres, dans lesquels ces membres du personnel seront reçus. Elle dispose en outre de 52 bases opérationnelles temporaires, dont la plupart sont en place depuis cinq ans au maximum, ce qui s'explique par le fait que la fermeture de ces installations pourrait avoir des retombées négatives sur le mandat de la Mission en matière de protection des civils. Lors de l'examen de la MINUSCA auquel il a procédé en mars et avril 2021, le Bureau du partenariat stratégique pour le maintien de la paix a noté que, si les bases opérationnelles temporaires offraient aux missions la souplesse nécessaire pour des déploiements à court ou moyen terme, le fait que celles-ci soient considérées comme temporaires – d'où la responsabilité, pour les pays fournisseurs de contingents, de leur entretien – était source d'une grave détérioration des conditions de vie en leur sein. Le Bureau a également observé que, dans certaines bases, le mauvais état des installations pouvait avoir de graves conséquences sur l'environnement, le risque étant que des eaux usées non traitées s'écoulent vers des zones habitées voisines. Il a par ailleurs constaté que le nombre de cas présumés d'exploitation et d'abus sexuels augmentait davantage autour des bases opérationnelles temporaires mal entretenues. Le Bureau a recommandé que l'on procède à la fermeture de certaines bases tout en transformant d'autres en infrastructures permanentes, ce qui conduira à la construction de logements plus adéquats et à la fourniture de services d'entretien par la Section du génie et de la gestion des installations de la Mission. En raison de la conversion prévue de certaines bases temporaires en bases permanentes, des travaux de génie nécessaires pour mettre à niveau les installations conservant le statut de bases temporaires et, partant, y garantir des conditions de vie acceptables, et de l'augmentation du nombre de bases résultant du déploiement de troupes supplémentaires, la charge de travail de la section s'alourdira considérablement.

101. Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de créer 13 postes et emplois de temporaire, comme indiqué au tableau 16. Sous la direction du (de la) Directeur(trice) de l'appui à la mission et du (de la) Chef de la Section du génie et de la gestion des installations, le spécialiste de la gestion des déchets sera chargé de veiller au respect de la politique de gestion des déchets applicable aux missions des Nations Unies dans la zone de la Mission. Ainsi, il sera responsable de rassembler, conserver et analyser des données relatives à la gestion des déchets et des questions connexes ; de collecter des informations sur l'inventaire des substances dangereuses ; d'examiner les plans d'élimination des déchets et les mesures correctrices proposées, le cas échéant ; de rédiger les rapports annuels de la Mission concernant les progrès réalisés par celle-ci

et l'état de la situation en matière de gestion des déchets ; d'évaluer les infrastructures et les services dont dispose le pays hôte en matière de gestion des déchets pour s'assurer de leur compatibilité avec les objectifs énoncés dans la politique de gestion des déchets de l'Organisation ; d'élaborer et d'organiser, pour le compte de la Mission, des formations concernant la gestion des déchets ainsi que des séances de sensibilisation et d'information régulières ; de réaliser des études théoriques et des études de faisabilité concernant les systèmes de gestion des déchets (y compris les déchets dangereux) devant être mis en œuvre dans la Mission, et d'élaborer des plans pluriannuels sur la question ; de veiller à ce que le problème de la gestion des déchets soit pris en compte dans les autres contrats établis et gérés par la Mission.

102. Les ingénieurs de campagne seront responsables, en collaboration avec les autorités locales, de recenser dans leur zone d'opérations les besoins existant en matière de génie aux fins de la conception de structures et de bâtiments de taille moyenne ; de rédiger des cahiers des charges concernant les travaux de génie civil ; de gérer et d'administrer, sur le terrain, les questions ayant trait aux entrepreneurs, s'agissant notamment d'interagir avec les groupes et sections responsables des achats, de la gestion des actifs et d'autres secteurs, selon les besoins ; d'apporter, sur le terrain, des solutions aux problèmes se posant en matière de génie ; de préparer des rapports concernant la situation sur le terrain et de vérifier l'état d'avancement des travaux, effectués tant par le personnel de la Mission que par des entrepreneurs.

103. Compte tenu du caractère continu de ces fonctions et comme expliqué plus en détail aux paragraphes 17 et 18, il est proposé, comme indiqué au tableau 16, de transformer 15 emplois de temporaire en postes.

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Tableau 17

Ressources humaines : Section des achats

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	+2	P-3	Spécialiste des achats	Transformation	
	+3	SM	Assistant(e) aux achats	Transformation	
Total partiel	+5				
Emplois de temporaire	-2	P-3	Spécialiste des achats	Transformation	
	-3	SM	Assistant(e) aux achats	Transformation	
Total partiel	-5				
Total	-				

104. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour la Section des achats sont au nombre de 19 : 1 P-5, 1 P-4, 4 P-3 [dont 2 emplois de temporaire (autre que pour les réunions)], 1 P-2, 5 agent(e)s du Service mobile [dont 3 emplois de temporaire (autre que pour les réunions)], 1 administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 6 agent(e)s des services généraux. La Section fournit un appui rentable, efficace, opportun et précis à la Mission, conformément au Manuel des achats et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU. Ses activités portent notamment sur l'optimisation des procédures d'acquisition, qui passe par une planification efficace, la prestation de services de qualité et une bonne communication avec les clients, ainsi que sur la fourniture à l'équipe dirigeante de conseils techniques spécialisés concernant diverses questions ayant trait, entre autres, à des initiatives

régionales et internationales relatives aux achats et à la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Lorsque cela est possible, la Section s'appuie sur des contrats en cours établis par la Section de l'appui centralisé aux achats du Centre de services régional d'Entebbe pour tirer parti de solutions éprouvées.

105. Compte tenu de la nature continue des responsabilités décrites ci-dessus et comme expliqué plus en détail aux paragraphes 17 et 18, il est proposé, comme indiqué au tableau 17, de transformer cinq emplois de temporaire de la Section des achats en postes afin de renforcer les capacités de la Section à appuyer les activités déployées en soutien à l'exécution du mandat de la Mission.

II. Ressources financières

A. Vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Militaires et personnel de police					
Observateurs militaires	7 875,9	7 629,8	8 181,3	551,5	7,2
Contingents	387 944,1	468 178,5	488 251,3	20 072,8	4,3
Police des Nations Unies	17 832,6	26 466,8	31 808,3	5 341,5	20,2
Unités de police constituées	54 026,5	74 663,3	76 773,5	2 110,2	2,8
Total partiel	467 679,1	576 938,4	605 014,4	28 076,0	4,9
Personnel civil					
Personnel recruté sur le plan international	150 189,5	155 113,3	171 005,7	15 892,4	10,2
Personnel recruté sur le plan national	24 442,6	23 237,0	24 535,4	1 298,4	5,6
Volontaires des Nations Unies	15 110,2	22 531,6	18 936,3	(3 595,3)	(16,0)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	14 348,0	15 723,1	8 200,6	(7 522,5)	(47,8)
Personnel fourni par des gouvernements	5 134,6	5 190,3	5 990,0	799,7	15,4
Total partiel	209 224,9	221 795,3	228 668,0	6 872,7	3,1
Dépenses opérationnelles					
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	939,8	1 013,2	1 022,5	9,3	0,9
Voyages officiels	2 242,9	3 103,4	3 103,4	—	—
Installations et infrastructures	94 952,4	69 633,2	61 557,2	(8 076,0)	(11,6)
Transports terrestres	16 682,6	16 106,1	19 329,3	3 223,2	20,0
Opérations aériennes	45 208,5	62 592,1	76 006,4	13 414,3	21,4
Opérations maritimes ou fluviales	3 374,4	500,0	500,0	—	—
Communications et informatique	42 517,9	40 540,0	41 210,9	670,9	1,7
Santé	3 312,1	3 801,7	3 067,3	(734,4)	(19,3)
Matériel spécial	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	47 247,8	37 572,2	44 605,5	7 033,3	18,7
Projets à effet rapide	2 935,4	3 000,0	3 000,0	—	—
Total partiel	259 413,8	237 861,9	253 402,5	15 540,6	6,5
Montant brut	936 317,8	1 036 595,6	1 087 084,9	50 489,3	4,9
Recettes provenant des contributions du personnel	15 715,1	14 986,2	16 058,7	1 072,5	7,2
Montant net	920 602,7	1 021 609,4	1 071 026,2	49 416,8	4,8
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—	—
Total	936 317,8	1 036 595,6	1 087 084,9	50 489,3	4,9

B. Contributions non budgétisées

106. Le montant prévu des contributions non budgétisées pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 est le suivant :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut de la Mission ^a	68 923,8
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—
Total	68 923,8

^a Représente les bâtiments, les terrains et les services fournis par le Gouvernement centrafricain.

C. Gains d'efficience

107. Il est tenu compte dans les prévisions de dépenses pour l'exercice 2022/23 des mesures ci-après, qui visent à accroître l'efficience :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>	<i>Mesure</i>
Installations et infrastructures	561,6	L'installation de systèmes électriques hybrides photovoltaïques-diesel dans les locaux de la Mission en vue d'en limiter l'empreinte carbone entraînera une diminution de la consommation de carburant et des coûts d'entretien courant des groupes électrogènes. Cette mesure devrait permettre d'abaisser la consommation de carburant de 259 993 litres, soit une économie totale estimée à 428 728 dollars (sur la base d'un prix au litre de 1,649 dollars), et entraîner une réduction nette des dépenses opérationnelles de 132 920 dollars.
Total	561,6	

D. Taux de vacance

108. Il est tenu compte dans les prévisions de dépenses pour l'exercice 2022/23 des mesures ci-après, qui visent à accroître l'efficience :

(En pourcentage)

<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif 2020/21^a</i>	<i>Taux budgétisé 2021/22</i>	<i>Projection 2022/23</i>
Militaires et personnel de police			
Observateurs militaires	12,4	12,5	5,0
Contingents	1,4	2,0	5,5
Police des Nations Unies	8,5	8,0	5,0
Unités de police constituées	(0,5)	1,0	4,0

<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif 2020/21^a</i>	<i>Taux budgétisé 2021/22</i>	<i>Projection 2022/23</i>
Personnel civil			
Personnel recruté sur le plan international	13,0	13,0	13,0
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs	11,3	10,5	11,0
Agents des services généraux	4,2	4,0	5,0
Volontaires des Nations Unies			
Volontaires recrutés sur le plan international	5,8	5,0	7,0
Volontaires recrutés sur le plan national	2,3	2,0	2,0
Emplois de temporaire ^b			
Personnel recruté sur le plan international	13,1	10,0	15,0
Administrateurs recrutés sur le plan national	—	—	—
Agents des services généraux	14,3	28,5	—
Personnel fourni par des gouvernements	1,9	3,0	2,0

^a Calculé sur la base du taux de déploiement mensuel effectif et du taux mensuel d'occupation des postes prévus.

^b Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

109. Les taux de vacance proposés tiennent compte des taux enregistrés par la Mission à ce jour, des particularités de la Mission concernant le déploiement de personnel en tenue et du recrutement de personnel civil en cours. Pour les militaires et le personnel de police, il a été tenu compte des taux de vacance de postes moyens constatés à ce jour pour l'exercice en cours, des tendances observées par le passé en matière de déploiement et des déploiements prévus au titre des engagements des pays fournisseurs de contingents et de leur gouvernement. Le taux de vacance proposé pour le personnel civil tient compte du taux de vacance de postes moyen constaté à ce jour pour l'exercice en cours, des tendances observées par le passé, des recrutements en cours et des changements qu'il est envisagé d'apporter aux effectifs. Un taux de vacance de postes de 50 % a été retenu aux fins du calcul des coûts relatifs aux postes qu'il est proposé de créer.

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

110. Les ressources nécessaires pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, calculées sur la base des taux standard de remboursement au titre du matériel majeur et du soutien logistique autonome, s'élèvent à 184 448 200 et se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Contingents	Montant prévu	
		Unités de police constituées	Total
Matériel majeur	98 580,8	15 519,6	114 100,4
Soutien logistique autonome	60 350,3	9 997,5	70 347,8
Total	158 931,1	25 517,1	184 448,2

Facteurs applicables à la Mission	Pourcentage	Date d'entrée en vigueur	Date du dernier examen
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	2,4	1 ^{er} octobre 2021	2 août 2021
Logistique et état des routes	2,7	1 ^{er} octobre 2021	2 août 2021
Actes d'hostilité ou abandon forcé	5,9	1 ^{er} octobre 2021	2 août 2021
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0-5,0		

F. Formation

111. Les dépenses de formation prévues pour l'exercice 2022/23 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant prévu
Consultants	
Formateurs	55,2
Voyages officiels	
Voyages au titre de la formation	519,9
Fournitures, services et matériel divers	
Frais, fournitures et services liés à la formation	683,6
Total	1 258,7

112. Le nombre de participants prévus pour l'exercice 2022/23, par rapport à celui des exercices précédents, s'établit comme suit :

(Nombre de participants)

	Personnel recruté sur le plan international			Personnel recruté sur le plan national			Militaires et personnel de police		
	Nombre effectif 2020/21	Nombre prévu 2021/22	Nombre proposé 2022/23	Nombre effectif 2020/21	Nombre prévu 2021/22	Nombre proposé 2022/23	Nombre effectif 2020/21	Nombre prévu 2021/22	Nombre proposé 2022/23
Formation interne	835	2 970	3 709	525	3 052	3 081	5 040	18 009	27 791
Formation externe ^a	3	125	60	–	24	10	34	12	12
Total	838	3 095	3 769	525	3 076	3 091	5 074	18 021	27 803

^a Comprend les formations dispensées à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) et ailleurs, hors de la zone de la Mission.

113. Durant l'exercice 2022/23, le nombre total de participants à des formations augmentera aux fins suivantes : a) permettre à la Mission de dispenser une formation initiale obligatoire sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels aux membres du personnel civil et du personnel en tenue, y compris les agent(e)s en tenue supplémentaires ; b) faire acquérir aux membres du personnel qui entretiennent des contacts et communiquent avec les communautés les compétences voulues dans des domaines prioritaires essentiels à la mise en œuvre du mandat de la Mission, relatifs notamment à la protection des civils, au rétablissement et à l'extension de l'autorité de l'État, à l'appui au processus de décentralisation et à la conduite du processus électoral ; c) faire face aux besoins entraînés par la participation du personnel à des programmes obligatoires de certification professionnelle ayant trait aux achats, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à la sécurité et à la gestion financière.

114. Les formations dispensées porteront avant tout sur : la déontologie et la discipline, en particulier s'agissant de l'exploitation et des atteintes sexuelles ; le perfectionnement du personnel dans le domaine de la communication, et le renforcement des compétences nécessaires au règlement de problèmes spécifiques au contexte local, à la réalisation du mandat de la Mission dans le domaine électoral et au processus de décentralisation ; la direction des opérations ; la performance ; le renforcement des compétences et des connaissances linguistiques ; la formation initiale des nouveaux fonctionnaires ; les applications et les compétences en matière d'informatique et de communications ; la gestion et la sécurité des fournitures et des biens.

G. Désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration

115. Les dépenses prévues au titre du désarmement, de la démobilisation, du rapatriement et de la réintégration ainsi que de la lutte contre la violence locale pour l'exercice 2022/23 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant prévu
Fournitures, services et matériel divers	6 400,0
Total	6 400,0

116. Au cours de l'exercice 2022/23, la Mission continuera d'appuyer la mise en œuvre progressive d'opérations de désarmement et de démobilisation pour un millier d'ex-combattants supplémentaires, principalement des membres de groupes armés anciennement affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement ayant rejoint l'Accord de paix dans le cadre de la feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Elle apportera en outre un appui technique et une aide à la réinsertion pendant les opérations de désarmement et de démobilisation des ex-combattants, et elle fournira aux équipes mobiles une aide technique et logistique aux fins de l'exécution d'activités de communication et de sensibilisation organisées à l'intention des groupes armés (500 000 dollars). La MINUSCA continuera de soutenir l'opérationnalisation de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre, ainsi que de promouvoir la remise volontaire de leurs armes par les civils dans la région de Bangui, notamment en menant des activités de sensibilisation et d'information du public dans certaines communautés (100 000 dollars).

117. La Mission continuera d'œuvrer en faveur des programmes de lutte contre la violence locale en menant des activités qui resteront articulées autour des grands axes suivants : questions sociales, questions économiques, infrastructure et sécurité. La MINUSCA continuera de miser sur ces programmes, qui sont un outil important de stabilisation et offrent aux populations visées d'autres solutions que la violence, en ciblant les membres vulnérables des communautés, notamment les membres des groupes armés non admis à participer au programme national de désarmement, démobilisation et réintégration, les jeunes risquant d'être recrutés par des groupes armés et les femmes, à Bangui et dans sept localités (Bouar, Bria, Bangassou, Bossangoa, Kaga Bandoro, Birao et Ndélé). Il s'agira notamment de programmes travail contre rémunération menés dans le cadre de projets communautaires et de la remise en état des infrastructures, de formation professionnelle, d'aide au lancement d'activités génératrices de revenus et de services de suivi et de conseils, ainsi que d'activités d'éducation civique, de renforcement des capacités dans le domaine du règlement des conflits, de sensibilisation à la réconciliation nationale et à la coexistence pacifique et de désarmement volontaire et collecte d'armes (5 800 000 dollars).

118. Les dépenses prévues au titre des programmes décrits ci-dessus sont réparties comme suit : a) programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration : opérations de désarmement et de démobilisation, activités de réinsertion, activités de communication et de sensibilisation et indemnités versées aux ex-combattants (250 000 dollars) et fourniture de services, entre autres logistiques, s'agissant notamment des déplacements des équipes mobiles de désarmement et démobilisation (250 000 dollars) ; b) fourniture d'un soutien à la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre, au moyen notamment d'activités de sensibilisation et d'information du public dans des communautés ciblées (100 000 dollars) ; c) programmes de lutte contre la violence locale : fournitures et matériel (1 327 500 dollars pour les outils destinés au lancement d'activités génératrices de revenus), services (3 322 500 dollars pour la formation, le coaching, le travail qualifié et les dépenses opérationnelles) et voyages pendant les trois mois de formation professionnelle (1 150 000 dollars).

H. Services de détection des mines et de déminage

119. Les dépenses prévues au titre des services de détection des mines et de déminage pour l'exercice 2022/23, s'agissant notamment de la gestion des armes et des munitions, s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Fournitures, services et matériel divers	9 880,3
Total	9 880,3

120. Pendant l'exercice 2022/23, la MINUSCA appliquera des mesures destinées à atténuer la menace que représentent les engins explosifs pour les soldats de la paix, la communauté humanitaire et les civils, et continuera d'aider le Gouvernement à développer des capacités nationales efficaces et fiables en matière de gestion des armes et des munitions. Ces activités, qui feront partie intégrante du mandat de la Mission, seront réalisées par le Service de la lutte antimines en collaboration avec l'UNOPS. Le plan de travail et les dépenses prévues au titre des services de détection des mines et de déminage pour l'exercice 2022/23 ont fait l'objet d'un examen approfondi par le comité d'examen des programmes établi par le siège du Service de la lutte antimines. Le Comité est un organe pluridisciplinaire composé de membres du personnel de la Mission et du Siège qui veille à ce que le programme de lutte antimines de la Mission permette à celle-ci d'exécuter son mandat de manière efficace et effective.

121. Afin de répondre au mieux à la menace que représentent les engins explosifs en République centrafricaine, laquelle ne cesse d'évoluer, et d'assurer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix ainsi que la protection des civils, la Mission s'attachera à renforcer ses capacités en matière de neutralisation des explosifs et munitions, tout en veillant à ce que tous les membres du personnel civil et du personnel en tenue concernés, de même que le grand public, reçoivent une formation de sensibilisation à cette menace aux fins de l'atténuation des risques y relatifs. Les activités devant être mises en œuvre à cet effet comprennent : a) des évaluations préalables au déploiement destinées à repérer les lacunes et les besoins éventuels en matière de capacités, compte tenu de spécificités propres à la République centrafricaine et à sa situation, et à faciliter la conception et l'exécution d'activités de formation préalables au déploiement ; b) des formations et activités de mentorat concernant les techniques de recherche et de détection des engins explosifs, organisées à l'intention d'une unité d'infanterie, l'objectif étant de renforcer les capacités de la Mission en la matière et, partant, de lui permettre d'opérer en toute sécurité dans un environnement particulièrement dangereux ; c) des formations à la conduite d'enquêtes après explosion ; d) des activités d'appui à l'évaluation et à l'accréditation des membres des équipes de neutralisation des explosifs et munitions de la Mission aux fins du déminage humanitaire ; e) des séances de formation à l'évaluation des risques liés aux engins explosifs, organisées à l'intention du personnel de la Mission et des organismes humanitaires ; f) des séances de sensibilisation aux risques organisées à l'intention de la population dans l'ouest du pays ; g) des activités visant à aider le Gouvernement à mettre sur pied une structure de coordination nationale pour combattre la menace que représentent les engins explosifs. S'agissant de la gestion des armes et des munitions, et afin de soutenir le rétablissement et l'extension progressive de l'autorité de l'État, d'une façon responsable et efficace, la Mission continuera également d'œuvrer pour que les forces de défense nationale et de sécurité intérieure appliquent les meilleures pratiques en matière de gestion des armes et des munitions : elle dispensera des formations spécialisées, mènera des activités d'assurance de la qualité, surveillera de près la gestion des armes et des munitions et améliorera les installations de stockage.

122. Les activités susmentionnées – qui répondent aux priorités stratégiques de la Mission et à la nécessité de garantir la sûreté et la sécurité du personnel des Nations

Unies et d'améliorer la liberté de mouvement en dépit de la menace croissante que représentent les engins explosifs – contribueront à la protection des civils et faciliteront l'acheminement de l'aide humanitaire ainsi que le rétablissement et l'extension de l'autorité de l'État.

123. Le montant proposé tient compte des dépenses prévues au titre des services contractuels (5 314 000 dollars), du personnel (2 608 200 dollars), des voyages (220 700 dollars), des fournitures et du matériel (562 000 dollars), des frais de fonctionnement (437 200 dollars) et des frais d'administration (738 200 dollars).

I. Autres activités relatives aux programmes

124. Les dépenses prévues au titre des autres activités relatives aux programmes pour l'exercice 2022/23 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>Montant proposé</i>
Affaires judiciaires et pénitentiaires (Cour pénale spéciale)	4 368,3
Affaires judiciaires et pénitentiaires (système pénitentiaire/aide au système judiciaire)	1 116,8
Formation et partage des locaux des forces de police	1 098,8
Droits humains	837,0
État de droit/institutions chargées de la sécurité/réforme du secteur de la sécurité	600,0
Affaires civiles (programmes de stabilisation des communautés)	450,0
Affaires politiques (consolidation de la paix)	555,2
Soutien apporté aux victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles	384,1
Questions de genre	200,0
Total	9 610,2

125. Les autres activités relatives aux programmes, menées essentiellement en collaboration avec l'UNOPS, le PNUD et des organisations non gouvernementales locales, seront les suivantes :

a) Affaires judiciaires et pénitentiaires (Cour pénale spéciale) : la Mission continuera de soutenir le bon fonctionnement de la Cour afin d'assurer la poursuite des enquêtes lancées ; elle contribuera notamment, en vue d'appuyer cette instance dans son ensemble, à renforcer la structure du Greffe. Ainsi, les experts chargés de cette question veilleront, entre autres, au déroulement normal d'activités essentielles du Greffe, en matière par exemple de protection des victimes et des témoins, d'aide judiciaire, de gestion de l'information, d'administration et de sécurité. La Mission fournira par ailleurs des conseils et un encadrement au Bureau du (de la) Procureur(e) spécial(e) et appuiera, sur les plans technique et logistique, la mise en œuvre de la stratégie de la Cour en matière d'enquêtes et de poursuites. Elle collaborera en outre étroitement avec le PNUD dans le cadre du projet conjoint relatif à la Cour pénale spéciale ;

b) Affaires judiciaires et pénitentiaires (système pénitentiaire/aide au système judiciaire) : la Mission soutiendra les activités ayant trait au système pénitentiaire, qui devraient faciliter les progrès dans le rétablissement progressif de l'autorité de l'État et de l'état de droit et contribuer à la lutte contre l'impunité en République centrafricaine. Ces activités contribueront à la mise en place d'un système

de gestion des prisons fondé sur le respect de droits et règlements, faisant passer les responsabilités en matière de sécurité et de gestion, auparavant assumées par l'armée, aux mains des civils. À cet égard, la Mission s'attachera à renforcer le système pénitentiaire par : la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de démilitarisation des prisons, grâce au renforcement des capacités du personnel civil de ces établissements, passant notamment par l'organisation de formations spécialisées destinées aux autorités pénitentiaires ; l'amélioration des services médicaux fournis dans ces lieux, grâce, entre autres, à l'optimisation des infrastructures sanitaires ; l'évaluation des risques de corruption et de sécurité en milieu carcéral et l'amélioration de la sécurité dans les prisons ; l'organisation d'activités de réintégration sociale ; l'amélioration continue des conditions de détention. Conformément au plan d'action concernant la mise en œuvre de la politique relative au secteur de la justice, la Mission continuera de collaborer avec les autorités judiciaires nationales et divers partenaires en vue d'appuyer, sur le plan de la logistique, la tenue d'enquêtes et les poursuites, de renforcer les capacités locales et d'améliorer l'aptitude du personnel judiciaire à enquêter efficacement sur les crimes graves, notamment les crimes contre des soldats de la paix et les crimes sexuels et fondés sur le genre, dans le respect des normes internationales. Elle s'attachera en outre à former les acteurs de la justice et fournira du matériel aux bibliothèques juridiques de l'ordre des avocats de la République centrafricaine et de huit tribunaux du pays afin de renforcer les capacités de ces personnes et d'améliorer l'accès de la population à la justice, notamment des groupes marginalisés, tels que les déplacés et les personnes isolées dans des zones soumises au contrôle de groupes armés. Dans le cadre de ce programme, la MINUSCA coopérera étroitement avec les organisations non gouvernementales ;

c) Formation et partage des locaux des forces de police : maintien de l'appui fourni en vue du renforcement des capacités opérationnelles et aide au redéploiement des forces de sécurité intérieure, grâce notamment à des activités de formation et à des ateliers destinés à améliorer les compétences – tant de base que spécialisées – de la police, notamment en matière de criminalistique, de protection des lieux de crime, de maintien de l'ordre public, de prévention des violences sexuelles et fondées sur le genre, de protection de l'enfance et de lutte contre la drogue et le blanchiment d'argent, ainsi qu'à contribuer à la stabilisation des conditions de sécurité et au rétablissement de l'autorité de l'État dans le contexte des prochaines élections locales. Ces activités permettront aux forces de sécurité intérieure de satisfaire des normes strictes de professionnalisme et de mieux servir la population. La police des Nations Unies prêtera également la main aux forces de sécurité intérieure en réhabilitant et en équipant des postes de police et de gendarmerie situés à Briä, Gambio, Dembia, Sibut, Ndélé, Bambari, Bouar, Gamboula et Bimbo afin d'y améliorer les conditions de travail et d'accroître les capacités des agent(e)s les occupant à répondre aux besoins fondamentaux de sécurité et de protection de la population. Dans le cadre du plan de partage des locaux, la MINUSCA collaborera étroitement avec les partenaires, dont des organisations non gouvernementales locales et des représentants des forces de sécurité intérieure ;

d) Droits humains : intégration garantie des droits humains dans les processus de paix et les processus politiques, les activités de protection des civils, la justice transitionnelle et la réforme du secteur de la sécurité, l'objectif étant de favoriser une approche cohérente et, partant, de rendre aussi efficace que possible la mise en œuvre du programme relatif à ces droits en République centrafricaine. La Mission accordera une attention particulière à la nécessité de développer des capacités nationales plus complètes et mieux coordonnées afin de prévenir et de traiter tout problème relatif aux droits humains et à la protection des civils. À cet effet, elle s'attachera à contribuer, des points de vue technique et logistique, au renforcement des capacités

nationales, en particulier s'agissant des institutions nationales de défense des droits humains, des organisations de la société civile, des forums sur les droits humains, des dispositifs d'alerte rapide et des ministères de tutelle, ainsi qu'à soutenir les mécanismes de justice transitionnelle et leur pleine opérationnalisation. En outre, un appui logistique et une aide au transport seront apportés aux membres et au personnel de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation afin de faciliter les visites sur le terrain, avec pour objectif de recueillir des informations sur les violations graves des droits humains, d'informer la population des travaux menés par la Commission, de renforcer les capacités de la société civile à contribuer au processus de justice transitionnelle, et d'échanger avec les victimes de violations des droits humains en vue de réparer les dommages causés. La Mission continuera par ailleurs de soutenir l'élaboration d'un plan national visant à prévenir les violations graves des droits de l'enfant, qu'elle exécutera avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), en collaboration avec l'équipe spéciale de surveillance et d'information ; ce projet est appelé à rassembler le Gouvernement, les groupes armés et la société civile, afin qu'ils œuvrent de concert à l'élaboration de plans de prévention. Les activités seront mises en œuvre en deux phases : la fourniture de conseils et le renforcement des capacités nationales aux fins du développement du plan de prévention, et l'appui à l'application de cet instrument grâce à l'organisation d'activités de formation, d'ateliers et de sessions de sensibilisation ;

e) État de droit/institutions chargées de la sécurité/réforme du secteur de la sécurité : i) mise en œuvre opérationnelle du système de justice militaire grâce à la fourniture d'un appui dans le cadre de l'application du code militaire de justice et de la formation des magistrats, de la police judiciaire et des greffiers ; ii) assistance stratégique et technique aux fins de la mise en œuvre des plans sectoriels tels qu'énoncés dans la politique de sécurité nationale ; iii) contribution au contrôle démocratique civil des institutions du secteur de la sécurité pour faire assumer l'obligation de rendre compte et protéger les droits humains ; iv) renforcement de l'Inspection générale de l'armée nationale et inspections d'autres institutions du secteur de la sécurité ; v) assistance consultative stratégique et technique aux fins de l'installation de forces de défense nationale dans les différentes zones de défense du pays, conformément au plan de défense nationale, ainsi que de la mise en œuvre du plan cadre en matière d'infrastructure, l'objectif étant de faciliter la transition vers une armée de garnison et, plus globalement, de rétablir l'autorité de l'État ; vi) appui à la mise en œuvre de la gestion des eaux et des forêts et au développement de mécanismes de gestion des frontières ; vii) appui à la mise en place du comité technique sur l'intégration des ex-combattants dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et l'harmonisation des grades dans ce contexte par l'organisation d'ateliers et d'activités de formation ; viii) appui à la mise en œuvre de l'Accord de paix et de la feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, notamment en assurant un recrutement des forces de défense nationale et de sécurité intérieure qui soit équitable, inclusif et transparent afin de renforcer la professionnalisation des membres des forces et de favoriser une représentation régionale équitable, et soutien à la mise en œuvre des dispositions transitoires de sécurité prévues dans l'Accord de paix. La MINUSCA travaillera en étroite collaboration avec d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité nationale ;

f) Affaires civiles (programmes de stabilisation des communautés) : prise d'initiatives visant à renforcer la confiance, à améliorer les capacités nationales et à encourager la participation de la population aux fins de la mise en œuvre des processus locaux de réconciliation, de l'application de l'Accord de paix et du renforcement des partenariats entre les parties prenantes nationales, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires internationaux fournissant une aide technique et

financière, grâce à des ateliers et à des sessions de formation, et organisation d'activités de sensibilisation et d'échange ayant pour objectif de renforcer les capacités des autorités territoriales et des fonctionnaires, au niveau local, ainsi que les mécanismes de coordination concernant le rétablissement et l'extension de l'autorité de l'État, au niveau national, et d'améliorer la protection des civils, le dialogue entre les communautés, la réconciliation, le règlement des conflits et le rétablissement de l'autorité de l'État. Dans le cadre du programme, la MINUSCA collaborera étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies, les autorités nationales et les organisations non gouvernementales ;

g) Affaires politiques (consolidation de la paix) : la Mission continuera d'exécuter un programme d'éducation politique, de négociation et de renforcement des capacités et des sessions d'atténuation des conflits dans les principales zones de tensions intercommunautaires afin de contribuer à la paix et la stabilité en soutenant la réconciliation et la cohésion sociale et en appuyant les processus de paix et les processus politiques aux niveaux préfectoral et sous-préfectoral. À cet égard, elle continuera également de renforcer les capacités des principaux acteurs politiques en matière de résolution des conflits, notamment les partis, les chefs religieux, les autorités locales, les dirigeants de la société civile, les groupes armés et les organisations de femmes et de jeunes, afin de remédier aux problèmes qui entravent la coexistence pacifique et de garantir une mise en œuvre intégrale de l'Accord de paix revitalisé et une citoyenneté participative. Au niveau national, la Mission cherchera également à renforcer les capacités des institutions en vue de les aider à s'approprier les activités menées, à encourager la coordination et à accroître les capacités de direction, aux fins de l'amélioration des processus de paix et processus politiques nationaux. Dans cet esprit, elle fournira un soutien financier et technique au niveau local aux comités et initiatives ad hoc, à savoir les comités de mise en œuvre préfectoraux et les comités techniques de sécurité, en tant que mécanismes de mise en œuvre de l'Accord de paix. Les mécanismes locaux de mise en œuvre de l'Accord de paix et les initiatives connexes ont joué un rôle crucial pour ce qui est de faciliter la paix et la réconciliation. La fourniture d'un soutien financier et technique devrait permettre de renforcer le rôle de gouvernance essentiel que jouent les mécanismes locaux et les institutions nationales ;

h) Soutien apporté aux victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles : en l'absence, complète ou presque, de soutien aux victimes d'exploitation et d'abus sexuels au niveau local, la Mission collaborera avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF et Cooperazione Internazionale pour venir en aide à ces personnes, dans le cadre d'un projet d'une durée initiale de 12 mois axé sur la réhabilitation des victimes se trouvant dans des situations de vulnérabilité aiguë et, en fin de compte, sur leur autonomisation économique, grâce à la fourniture d'un soutien médical, d'une aide au logement, d'un appui psychosocial et de moyens de subsistance. Il est notamment prévu que la Mission et ses partenaires : i) prennent en main les dossiers des victimes d'exploitation et d'abus sexuels, s'agissant entre autres de l'évaluation de leurs besoins ; ii) fournissent aux victimes qui en font la demande une assistance psychosociale et psychologique adaptée ; iii) orientent les victimes vers des spécialistes compétents et s'acquittent de leurs frais de santé -médicaments y compris – ainsi que de ceux de leurs enfants ; iv) s'occupent de transférer les dossiers aux instances juridiques voulues et prennent en charge les frais juridiques et auxiliaires ; v) mènent des activités de renforcement des capacités visant à aider les victimes à acquérir des compétences génératrices de revenus et contribuent à la mise en œuvre, par ces personnes, d'activités lucratives ; vi) contribuent à l'éducation des enfants victimes d'exploitation et d'abus sexuels ou nés de tels actes, notamment en s'acquittant de leurs frais de scolarité et des coûts associés et en garantissant leur accès à une cantine scolaire ;

i) Questions de genre : dans le cadre de son mandat de promotion de l'égalité des genres et du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, la Mission s'attellera à renforcer le rôle que jouent les femmes dans le processus de paix et de réconciliation nationale et à accroître leur représentation et leur participation à la prise de décision, en particulier au niveau de la gouvernance locale, compte tenu des prochaines élections municipales. La Mission favorisera une plus grande participation des femmes aux mécanismes de justice transitionnelle, par l'intermédiaire d'activités de sensibilisation, de plaidoyer et de renforcement des capacités, l'objectif étant de promouvoir une prise en compte effective des besoins des femmes victimes de conflits en matière de justice et de réparation. Les activités menées dans ce domaine viseront en outre à appuyer les initiatives destinées à encourager le concours des femmes aux efforts de promotion de la paix et de la réconciliation nationale, ainsi qu'à mobiliser les communautés et les organisations de femmes en faveur de la participation de ce groupe de la population aux élections locales, l'objectif étant d'en améliorer la représentation au niveau local. Pour ce faire, un soutien pratique sera apporté aux initiatives féminines de promotion de la paix et de la réconciliation à ce niveau, et des activités de formation et des ateliers de renforcement des capacités seront organisés à l'intention des conseillères municipales élues concernant leur rôle dans la gouvernance locale. Dans le cadre de ce programme, la MINUSCA coopérera étroitement avec les organisations non gouvernementales et d'autres partenaires.

J. Projets à effet rapide

126. Les dépenses prévues au titre des projets à effet rapide pour l'exercice 2022/23, par rapport à celles des exercices précédents, s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Exercice</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre de projets</i>
2020/21 (montant effectif)	2 935,4	87
2021/22 (montant approuvé)	3 000,0	95
2022/23 (montant proposé)	3 000,0	85

127. En collaboration avec des organisations non gouvernementales, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires, la MINUSCA continuera de s'attacher à améliorer concrètement et rapidement les conditions de vie de la population centrafricaine. Par l'intermédiaire de sa Section des affaires civiles et de projets à effet rapide, elle continuera d'œuvrer à la mise en place de conditions propices à l'exécution de son mandat en renforçant la confiance inspirée par son action, ses objectifs et le processus de paix. Les projets visant à améliorer la fourniture des services administratifs et sociaux seront mis en œuvre par 12 bureaux locaux (dont celui de Bangui) et s'articuleront autour de trois axes :

a) Soutien à l'amélioration de la prestation des services administratifs et sociaux de base : la mission travaillera en étroite coordination avec les ministères concernés, l'équipe de pays des Nations Unies et les groupes humanitaires pour améliorer la fourniture de services publics administratifs et sociaux essentiels. Les projets menés porteront notamment sur : i) la réhabilitation et la fourniture en matériel des organismes publics pour améliorer la prestation de services touchant à la planification au niveau local, à l'état civil, à la sécurité, à la justice et à la lutte contre l'impunité, dans le cadre du soutien apporté par la Mission à la réforme stratégique de l'administration territoriale ; ii) la réhabilitation et la fourniture en matériel de bâtiments administratifs, administrations municipales, écoles et centres de santé, en

collaboration et en concertation avec divers partenaires, dont l'UNICEF, des ONG médicales et éducatives et les ministères concernés (40 projets d'environ 35 100 dollars chacun) ;

b) Soutien à la cohésion sociale et au rapprochement entre les parties par la voie du dialogue communautaire et de la réconciliation. Les activités menées viseront à promouvoir le dialogue, le renforcement de la confiance, la réconciliation, la cohésion sociale et la cohabitation pacifique dans et entre les communautés en ciblant les femmes, les jeunes et les communautés en conflit. Conformément à la politique relative aux projets à effet rapide, les communautés locales participeront à l'élaboration des projets, qui seront coordonnés avec les composantes et sections de la Mission, en consultation avec les parties prenantes et les partenaires nationaux et internationaux. En plus de créer des activités rémunératrices, ces projets viseront à rapprocher les groupes concurrents au sein des communautés pour maximiser leurs revenus à long terme tout en réduisant les risques d'affrontement. La Mission cherchera à renforcer ses partenariats avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial en vue d'optimiser la productivité agricole, dans le cadre de projets relatifs à des activités génératrices de revenus axées sur la transhumance et l'exploitation des ressources naturelles (agriculture, pêche et élevage) (30 projets d'environ 35 700 dollars chacun) ;

c) Amélioration de la protection des communautés : des projets seront mis en œuvre en vue de renforcer les capacités de la population à s'organiser pour mieux prévenir et signaler les problèmes, l'objectif étant de permettre une intervention rapide et adaptée de la MINUSCA, des autorités nationales et des forces de sécurité intérieure (police et gendarmerie). Ceux-ci porteront notamment sur la réparation et la construction de ponts en vue de faciliter la circulation de l'aide humanitaire, d'accroître le nombre de patrouilles et de permettre la libre circulation des biens et de la population dans tout le pays. En coordination avec le personnel militaire et le personnel de police, les autorités nationales et des ONG locales et internationales, des mécanismes d'alerte rapide seront créés ou renforcés, et des systèmes de communication et de coordination seront mis en place pour appuyer les activités de protection des civils mises en œuvre par la MINUSCA ainsi que pour renforcer la capacité des membres des communautés de s'organiser et associer davantage la population au dispositif de protection de la Mission (15 projets d'environ 35 000 dollars chacun).

III. Analyse des variations²

128. Les termes standard qui figurent ci-après dans l'analyse des variations sont définis à l'annexe I.B du présent rapport. Ce sont les mêmes que ceux qui ont été utilisés dans les rapports précédents.

	<i>Variation</i>	
Observateurs militaires	551,5	7,2 %

• Paramètres budgétaires : changements concernant l'indemnité de subsistance (missions)

129. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par :
a) des prévisions plus élevées en ce qui concerne le versement des indemnités de

² Les variations, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysées lorsqu'elles atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

subsistance (missions), sur la base du barème révisé applicable à compter du 1^{er} janvier 2022, par rapport aux montants inscrits dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; b) des prévisions de dépenses plus élevées au titre des voyages (déploiement, relève et rapatriement) compte tenu des droits à prestations liés à l'expédition d'effets personnels lors de la relève, sur la base des dépenses constatées, pour lesquels aucun crédit n'avait été inscrit dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22.

	<i>Variation</i>	
Contingents	20 072,8	4,3 %

• **Gestion : changements concernant le déploiement**

130. L'augmentation des ressources demandées s'explique en grande partie par : a) des prévisions de dépenses plus élevées au titre des rations en raison : i) des frais de mise en route d'un nouveau contrat d'approvisionnement en rations à compter de mars 2023 ; ii) un taux de déploiement moyen prévu du personnel militaire plus élevé que celui inscrit au budget approuvé pour la période 2021/22 ; iii) l'application d'un coût maximal par personne plus élevé que le montant inscrit dans le budget approuvé pour la période 2021/22, compte tenu des choix de repas des contingents dans le passé ; iv) des prévisions de dépenses mensuelles plus élevées pour l'entreposage que les estimations figurant dans le budget approuvé pour la période 2021/22, afin de stocker une plus grande quantité de nourriture ; b) des prévisions plus élevées au titre du remboursement aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard, compte tenu du taux plus élevé de déploiement moyen prévu du personnel militaire, dans le cadre du déploiement progressif du personnel militaire supplémentaire approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#), par rapport au taux moyen inscrit dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; c) des prévisions de dépenses plus élevées au titre du remboursement du matériel appartenant aux contingents, dû : i) au déploiement prévu, pour l'année entière, de matériel pour les unités nouvellement déployées, compte tenu de l'augmentation des effectifs militaires autorisée par la résolution [2566 \(2021\)](#), ainsi que du déploiement de matériel perfectionné pour les bataillons d'infanterie et les unités du génie, de personnel médical et de police militaire en place, comparé au matériel prévu dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; ii) la mise en place d'une unité médicale de niveau II supplémentaire appartenant au contingent, compte tenu du plus grand nombre d'agents en tenue ; d) des prévisions de dépenses plus élevées au titre de l'indemnité de subsistance (missions) versée aux officiers d'état-major par rapport à l'exercice 2021/22, sur la base des taux révisés entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

131. Ces augmentations sont en partie compensées par : a) des prévisions de dépenses plus faibles pour le transport du matériel appartenant aux contingents, aucun crédit n'étant demandé pour le déploiement ponctuel de matériel, contrairement au budget approuvé pour l'exercice 2021/22, en lien avec le déploiement de membres du contingent ; b) une estimation plus élevée pour ce qui est de l'ajustement du taux standard de remboursement qui est appliqué si du matériel majeur appartenant aux contingents manque ou ne fonctionne pas, compte tenu des tendances observées dans le passé en ce qui concerne la disponibilité opérationnelle réelle de ce type de matériel, par rapport à l'ajustement appliqué dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22.

	<i>Variation</i>	
Police des Nations Unies	5 341,5	20,2 %

• **Paramètres budgétaires : changements concernant l'indemnité de subsistance (missions)**

132. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par : a) la hausse prévue des indemnités de subsistance (missions) à verser, sur la base du barème révisé applicable à compter du 1^{er} janvier 2022, par rapport aux montants inscrits dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; b) des prévisions plus élevées en ce qui concerne le taux de déploiement moyen par mois du personnel de police des Nations Unies par rapport au taux moyen inscrit dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22.

	<i>Variation</i>	
Unités de police constituées	2 110,2	2,8 %

• **Gestion : changements concernant le déploiement**

133. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par : a) des prévisions de dépenses plus élevées au titre des remboursements des coûts liés aux unités de police constituées en raison : i) d'un taux de déploiement de membres d'unités de police constituées prévu plus élevé que le taux inscrit dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22, conformément au déploiement progressif de membres du personnel de police supplémentaires que le Conseil de sécurité a approuvé dans sa résolution [2566 \(2021\)](#) ; ii) une estimation plus faible de l'ajustement du taux standard de remboursement qui est appliqué si du matériel majeur appartenant aux contingents manque ou ne fonctionne pas, compte tenu des tendances observées dans le passé en ce qui concerne la disponibilité opérationnelle réelle de ce type de matériel, par rapport à l'ajustement appliqué dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; b) des prévisions plus élevées des dépenses au titre des rations, notamment en raison : i) du taux de déploiement moyen de membres d'unités de police constituées prévu plus élevé que celui inscrit dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; ii) l'application d'un coût maximal par personne plus élevé, compte tenu des choix de repas du personnel de police par le passé, par rapport au montant prévu dans le budget approuvé pour la période 2021/22.

134. L'augmentation des ressources demandées est en partie compensée par des prévisions plus faibles au titre des frais de transport, aucun crédit n'étant demandé pour des frais de transport ponctuels liés au déploiement du matériel appartenant aux contingents, contrairement au budget approuvé pour l'exercice 2021/22 dans le cadre du déploiement des membres supplémentaires d'unités de police constituée autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#).

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan international	15 892,4	10,2 %

• **Paramètres budgétaires : changements concernant les coûts salariaux**

135. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par : a) des prévisions de dépenses plus élevées au titre des traitements du personnel recruté sur le plan international, par rapport à ceux inscrits dans le budget approuvé pour 2021/22 ; b) le fait qu'il est proposé de transformer 31 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) en postes permanents, leurs titulaires assurant des fonctions à caractère continu ; c) le fait qu'il est proposé de créer 7 postes soumis à recrutement international.

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan national	1 298,4	5,6 %

• **Paramètres budgétaires : changements concernant les coûts salariaux**

136. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par : a) l'application, dans le calcul des traitements du personnel recruté sur le plan national, d'une classe et d'un échelon moyens plus élevés que ceux retenus dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; b) le fait qu'il est proposé de transformer 7 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) en postes permanents, leurs titulaires assurant des fonctions à caractère continu, à savoir : 1 poste d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 6 postes d'agents des services généraux, ainsi de créer 5 nouveaux postes d'administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national, auxquels un taux de vacance de postes de 50,0 % serait appliqué. Cette augmentation est en partie compensée par : a) l'incidence de la dépréciation du franc de la Communauté financière d'Afrique (CFA) par rapport au dollar, le taux de change appliqué étant de 582,193 francs CFA pour 1 dollar des États-Unis, contre 549,286 francs CFA pour 1 dollar des États-Unis dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; b) l'application d'un taux de vacance de postes plus élevé (11,0 % et 5,0 % pour les administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national et les agents des services généraux, respectivement, contre 10,5 % et 4,0 % dans le budget pour l'exercice 2021/22), en raison des difficultés persistantes rencontrées pour trouver des candidats qualifiés sur le marché du travail local.

	<i>Variation</i>	
Volontaires des Nations Unies	(3 595,3)	(16,0%)

• **Paramètres budgétaires : changements concernant l'indemnité de subsistance**

137. La diminution des ressources demandées s'explique principalement par : a) des prévisions plus faibles au titre de l'indemnité de subsistance des Volontaires, y compris l'indemnité de bien-être, par rapport au montant inscrit dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; b) l'application d'un taux de vacance plus élevé pour les Volontaires des Nations Unies recruté sur le plan international (7,0 %, contre 5,0 % dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22), fondé sur les taux de vacance de postes actuels. La baisse des ressources demandées s'explique notamment par le fait qu'il est proposé de créer 13 postes de Volontaire des Nations Unies, auxquels serait appliqué un taux de vacance de 50,0 %.

	<i>Variation</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(7 522,5)	(47,8 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés**

138. La diminution des ressources demandées s'explique principalement par le fait qu'il est proposé de transformer en postes permanents de 38 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) dont les titulaires remplissent des fonctions à caractère continu. L'augmentation des ressources demandées est en partie compensée par la hausse prévue des traitements du personnel recruté sur le plan international, comme suite à la révision du barème des traitements, par rapport aux taux appliqués dans le budget approuvé pour 2021/22, et le fait qu'il est proposé de créer un poste de personnel recruté sur le plan international, avec un taux de vacance de 50,0 %.

	<i>Variation</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	799,7	15,4 %

• Paramètres budgétaires : changements concernant l'indemnité de subsistance (missions)

139. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par : a) la hausse prévue du montant versé en indemnités de subsistance (missions), sur la base du barème révisé applicable à compter du 1^{er} janvier 2022, par rapport aux montants prévus dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; b) l'application d'un taux de vacance plus faible (2,0 %, contre 3,0 % dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22).

	<i>Variation</i>	
Installations et infrastructures	(8 076,0)	(11,6 %)

• Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés

140. La diminution des ressources demandées est principalement due aux facteurs suivants : a) l'inscription à la rubrique des services d'opérations aériennes, conformément à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes, de crédits pour des systèmes de drone aérien tactiques, inscrits à la rubrique Services de sécurité (catégorie Installations et infrastructures) dans le budget approuvé pour 2021/22 ; b) des prévisions de dépenses plus faibles au titre de l'achat de pièces de rechange et de fournitures aux fins de l'exploitation et de la maintenance de stations d'épuration et de blocs sanitaires que ce qui était inscrit dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22, étant donné qu'un stock suffisant a été constitué durant les exercices précédents ; c) des prévisions de dépenses plus faibles au titre de l'achat de matériel d'hébergement et de réfrigération pour les installations préfabriquées que ce qui était prévu dans le budget approuvé pour 2021/22, étant donné que le remplacement des anciens bâtiments préfabriqués a été achevé.

141. La diminution des ressources demandées est en partie contrebalancée par : a) des prévisions de dépenses plus élevées au titre des carburants et lubrifiants en raison : i) d'une consommation prévue de 15,7 millions de litres de carburant pour les générateurs à un prix moyen plus élevé (1,649 dollar par litre) compte tenu des tendances du marché, contre 18,3 millions de litres de carburant à un coût moyen de 1,401 dollar par litre prévus au budget approuvé pour 2021/22 ; ii) des frais de mise en route, d'exploitation et de maintenance plus élevés prévus dans le nouveau contrat d'approvisionnement en carburant établi en novembre 2021, compte tenu de l'augmentation du nombre de sites de distribution de carburant ; iii) des prévisions de dépenses plus élevées au titre des carburants et lubrifiants que les estimations incluses dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22, compte tenu de la tendance actuelle des dépenses ; b) des prévisions de dépenses plus élevées que dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 pour les services collectifs de distribution et les services d'élimination des déchets, en raison notamment des prix plus élevés de l'énergie et de l'approvisionnement en eau au camp de M'Poko à Bangui inscrits dans l'accord modifié conclu avec le fournisseur de services en septembre 2020.

	<i>Variation</i>	
Transports terrestres	3 223,2	20,0 %

• **Facteurs externes : changements concernant les prix du marché**

142. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par l'augmentation prévue de la consommation de carburant pour les véhicules par rapport à 2021/22 (7,4 millions de litres au coût moyen de 1,649 dollar par litre, sur la base des niveaux de consommation réels pour l'exercice actuel et des tendances, contre 7,0 millions de litres au coût moyen de 1,401 dollar par litre), du fait du déploiement de membres du personnel en tenue supplémentaires autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2566 (2021).

	<i>Variation</i>	
Opérations aériennes	13 414,3	21,4 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

143. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par : a) l'inscription à cette rubrique de crédits pour les services liés à quatre systèmes de drone aérien tactiques afin d'aider à planifier les besoins opérationnels et à protéger les civils et le personnel des missions, qui étaient inscrits à la rubrique Services de sécurité (catégorie Installations et infrastructures) dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; b) des prévisions de dépenses plus élevées au titre du carburant, en raison : i) de la hausse prévue de la consommation de carburant pour les véhicules (9,1 millions de litres au coût moyen de 1,297 dollar par litre, sur la base des niveaux de consommation réels pour l'exercice actuel et des tendances, contre 8,9 millions de litres au coût moyen de 1,023 dollar par litre) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2021/22 ; ii) des frais de mise en route plus élevés inscrits dans le nouveau contrat d'approvisionnement en carburant établi en novembre 2021, par rapport aux frais inclus dans le budget approuvé pour la période 2021/22.

144. L'augmentation des ressources demandées est en partie compensée par des prévisions de dépenses plus faibles au titre de la location et de l'exploitation des hélicoptères, qui s'explique principalement par un nombre inférieur d'heures de vol (7 642), sur la base des tendances observées pendant l'exercice en cours, par rapport aux 8 322 heures de vol prévues dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22.

	<i>Variation</i>	
Communications et informatique	670,9	1,7 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

145. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par les facteurs suivants : a) des prévisions de dépenses plus élevées au titre du matériel de communication et du matériel informatique afin de permettre l'achat d'émetteurs-récepteurs pour aéronefs, et ce afin d'améliorer le système de communication air-sol actuel, ainsi que l'achat de serveurs intégrés pour des performances et un stockage plus rapides et plus fiables ; b) des prévisions de dépenses plus élevées au titre des services d'information et de publication, notamment afin de recourir davantage à des services d'information et de publication, afin de produire un plus grand nombre de supports de promotion et de documents imprimés, ainsi qu'à des services de radiodiffusion et de télédiffusion aux fins de la sensibilisation et de l'exécution d'une campagne de communication et d'éducation à l'échelle du pays visant à aider la population à mieux comprendre le processus électoral local, aucune élection locale n'ayant eu lieu depuis 1988, par rapport aux supports et services pour lesquels des crédits étaient prévus dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22.

	<i>Variation</i>	
Santé	(734,4)	(19,3 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés**

146. La diminution des ressources demandées est principalement due au fait qu'il est prévu d'acheter moins de trousse de premiers secours que ce qui avait été inscrit dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22, étant donné qu'un stock suffisant a été constitué durant l'exercice précédent, compensé en partie par l'augmentation des ressources demandées au titre des fournitures, principalement pour l'achat de kits de tests pour le laboratoire effectuant les tests PCR et pour les tests rapides de détection de la COVID-19, compte tenu de la pandémie, pour lesquels aucun crédit n'était prévu dans le budget approuvé pour l'exercice 2021/22.

	<i>Variation</i>	
Fournitures, services et matériel divers	7 033,3	18,7 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

147. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par : a) des prévisions de dépenses plus élevées au titre des services de détection des mines et de déminage dans le cadre des activités supplémentaires que la Mission doit entreprendre, par l'intermédiaire du Service de la lutte antimines, afin d'améliorer sa capacité à faire face à la menace émergente que représentent les mines et les engins explosifs, conformément au mandat renforcé approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2605 \(2021\)](#) en ce qui concerne l'appui aux autorités nationales en matière de prévention, d'atténuation et de lutte contre la menace que représentent les engins explosifs ; b) des prévisions de dépenses plus élevées au titre des autres activités relatives aux programmes, puisque la Mission doit renforcer son action en collaboration avec les autorités nationales, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires, en particulier dans les domaines de l'appui au rétablissement de l'autorité de l'État, des initiatives de paix locales et des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Cette augmentation tient également compte des efforts entrepris par la Mission en vue de reprendre normalement les activités relatives aux programmes correspondant aux tâches qui lui ont été confiées, après le ralentissement des activités dû à la pandémie de COVID-19 et à l'évolution des conditions de sécurité et de la situation politique après les violences électorales de 2020 et 2021.

IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

148. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINUSCA portent sur les points suivants :

a) ouverture de crédits de 1 087 084 900 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 ;

b) mise en recouvrement d'un montant de 407 656 800 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour la période allant du 1^{er} juillet au 15 novembre 2022 ;

c) mise en recouvrement d'un montant de 679 428 100 dollars pour la période allant du 16 novembre 2022 au 30 juin 2023, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Mission, à raison de 90 590 413 dollars par mois.

V. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/298 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

A. Assemblée générale

(Résolution 75/298)

Décision ou demande

Se dit de nouveau gravement préoccupée par la menace que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de représenter pour la vie, la santé et la sécurité, et souligne qu'il importe d'assurer la sûreté, la sécurité et la santé du personnel de maintien de la paix, notamment en utilisant des vaccins sûrs et efficaces pour le personnel civil et le personnel en tenue, de maintenir la continuité de l'exécution des mandats, dont la protection des civils, de réduire au minimum le risque que les activités de la Force contribuent à la propagation du virus et, selon les possibilités, d'aider les autorités nationales, si elles en font la demande et dans le cadre des mandats prévus, à prendre des mesures pour lutter contre la COVID-19, en collaboration avec la coordonnatrice résidente ou le coordonnateur résident et les entités des Nations Unies présentes dans le pays (par. 13).

Prend note des mesures qui ont été adoptées pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les opérations de maintien de la paix, notamment pour permettre aux missions de continuer d'exécuter leur mandat tout en garantissant la santé et la sécurité du personnel de maintien de la paix et des populations locales dans les pays hôtes, et prie le Secrétaire général de faire figurer, dans son prochain rapport sur l'exécution du budget de la Mission et dans le projet de budget pour l'exercice suivant, des informations actualisées sur les conséquences de la pandémie, les enseignements tirés, les meilleures pratiques et les mesures prises par la Mission pour améliorer sa préparation et sa résilience et collaborer avec les autorités du pays hôte et les acteurs régionaux et sous-régionaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie (par. 14).

Mesures prises

La MINUSCA maintiendra un ensemble de mesures propres à protéger le personnel des Nations Unies et à réduire la propagation de la COVID-19 en République centrafricaine, notamment l'adaptation des installations à Bangui utilisées pour assurer l'isolement des cas de COVID-19 suspectés et confirmés, ainsi que la mise en place de son propre laboratoire de tests PCR. La Mission a créé un comité de haut niveau, réunissant des représentants de l'équipe de pays des Nations Unies et de la Mission, chargé de coordonner et d'appliquer le programme de vaccination pour tout le personnel éligible en République centrafricaine, y compris le personnel des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que le personnel non gouvernemental recruté sur le plan international éligible. Elle continuera de donner la priorité aux mesures préventives face à la pandémie, y compris le programme de vaccination. La Mission a aidé les autorités nationales à remettre en état les installations du Ministère de la santé et continuera d'aider les autorités à lutter contre la pandémie, si elles le demandent.

La MINUSCA conservera des relations de travail étroites avec le Gouvernement et d'autres partenaires, suivant une stratégie de lutte contre la pandémie mobilisant l'ensemble du système des Nations Unies. Dans un esprit de collaboration, le Gouvernement continuera d'être épaulé, selon les besoins, par la Mission, les organismes des Nations Unies et les membres de la communauté humanitaire. L'aide sera axée sur la distribution d'eau et de produits pour le lavage des mains, la remise en état des établissements de santé et la création de centres d'isolement et de lieux de traitement. La Mission continuera également de prêter son concours à des campagnes nationales de sensibilisation visant à diffuser les meilleures pratiques pour ce qui est des mesures de protection et à l'action menée en faveur de la vaccination contre la COVID-19 par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX.

Note avec préoccupation les effets à moyen et à long terme de la pandémie de COVID-19 sur les pays, les régions et les sous-régions en proie à des conflits et souligne qu'il importe que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies agissent, s'il y a lieu et dans la limite de leur mandat, en coordination avec les autorités nationales et les entités des Nations Unies pour promouvoir la reconstruction après les conflits, la consolidation de la paix et le relèvement après la pandémie dans les pays et régions en conflit, en particulier en Afrique (par. 15)

pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 et du programme de vaccination des Nations Unies. Sur la base des enseignements tirés de l'exercice précédent, elle continuera d'appliquer une approche globale, intégrée et flexible face à la pandémie. Elle maintiendra notamment un éventail de mesures et de procédures en vue de limiter les effets néfastes de la pandémie sur son propre fonctionnement et sur le pays hôte, de protéger le personnel des Nations Unies et d'assurer la continuité des opérations. Conformément à son plan d'urgence et d'adaptation à la COVID-19, en 2021/22 et 2022/23, la Mission surveillera de près les taux d'infection du personnel des Nations Unies et de la population et mettra en place des mesures d'atténuation adaptées sur la base des recommandations médicales applicables, y compris pour le personnel déjà vacciné.

En fondant leurs interventions sur des données probantes et en les adaptant à la situation liée à la COVID-19, la MINUSCA et l'équipe de pays des Nations Unies ont maintenu des mesures préventives visant à protéger la santé et la sécurité du personnel des Nations Unies et de la population, tout en continuant d'exécuter le mandat et les activités de base. Malgré l'impact de la pandémie de COVID-19, le soutien de la Mission a permis aux autorités nationales d'organiser avec succès des élections présidentielles et législatives en République centrafricaine. Elle a joué un rôle central pour répondre aux problèmes posés par la pandémie et à l'exploitation de la situation par les partis politiques et les groupes armés. Elle continuera de mettre à disposition ses capacités technologiques afin de faciliter la tenue de réunions virtuelles avec les autorités locales sur les plans stratégique et technique. Compte tenu des enseignements tirés des élections de 2020 et 2021, la Mission aidera le Gouvernement à atténuer l'impact de la COVID-19 sur l'organisation et le déroulement des élections locales de 2022 et 2023, notamment en assurant un appui logistique à la livraison du matériel électoral essentiel et en favorisant l'application de mesures liées à la COVID-19 appropriées au sein des bureaux de vote. La MINUSCA continuera également à collaborer avec les autorités nationales et locales pour aider l'action nationale face à la pandémie, notamment en prêtant son concours à des campagnes de sensibilisation et à la diffusion des meilleures pratiques en matière de mesures de protection. L'appui apporté par la MINUSCA, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, les organisations non gouvernementales internationales et d'autres

Rappelle les paragraphes 16 et 18 de sa résolution [69/273](#) du 2 avril 2015 et, à cet égard, prie de nouveau le Secrétaire général de continuer à chercher des moyens novateurs de favoriser l'attribution de marchés du Siège et des bureaux extérieurs à des fournisseurs issus de pays en développement et de pays en transition et d'inviter les entreprises locales intéressées à demander leur inscription sur la liste des fournisseurs du Secrétariat de l'Organisation, afin que cette liste devienne plus diverse du point de vue géographique (par. 16).

partenaires participant à l'action contre la pandémie du COVID-19 contribuera également à la reprise d'activités qui avaient été mises en pause au plus fort de la pandémie, y compris les réunions essentielles. Cela contribuera également à favoriser la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix en République centrafricaine.

Le Secrétariat continue de s'employer en priorité à favoriser l'attribution de marchés à des fournisseurs issus de pays en développement ou de pays en transition. Il a intensifié ses efforts afin de faciliter la participation des fournisseurs venant de ces pays, notamment par : a) l'adoption de modalités virtuelles d'ouverture des plis, ouvrant ainsi l'accès à tous les fournisseurs, y compris les petites et moyennes entreprises qui n'auraient pas pu participer autrement en raison de restrictions des déplacements ou de frais de voyage ; b) l'introduction du multilinguisme, en permettant aux fournisseurs de soumettre des certifications officielles et des documents financiers sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies dans les six langues officielles au cours du processus d'inscription ; c) la mise en place d'une base de données répertoriant tous les fournisseurs agréés et l'obligation pour les chefs des services d'achats d'inviter les fournisseurs ayant pris part à des séminaires et s'étant inscrits au niveau de base, en particulier ceux issus de pays en développement ou de pays en transition, à participer aux appels d'offres ; d) la création d'un partenariat avec le réseau mondial WEConnect International, afin de promouvoir les entreprises appartenant à des femmes, en particulier celles originaires de pays en développement ou de pays en transition ; e) la traduction en espagnol et en français du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies. À l'avenir, le Secrétariat continuera d'adopter des solutions novatrices visant à favoriser l'attribution de marchés à des fournisseurs issus de pays en développement et de pays en transition et étudiera notamment la possibilité d'organiser un séminaire qui aura pour objet de former les fournisseurs aux modalités de passation de marchés avec l'Organisation, en particulier celles relatives aux invitations à soumissionner et aux appels d'offres, ainsi que la possibilité de nouer un partenariat avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), qui permettra de promouvoir les entreprises appartenant à des femmes dans le cadre des marchés passés par l'ONU.

Décision ou demande

Mesures prises

Engage le Secrétaire général à utiliser les matériaux, les moyens et les connaissances disponibles localement dans le cadre des projets de construction menés dans les opérations de maintien de la paix, dans le respect des dispositions du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies (par. 17).

Prie le Secrétaire général d'établir des cadres et des lignes directrices clairs pour déterminer la procédure d'appel à la concurrence – appel d'offres ou invitation à soumissionner – à utiliser, entre autres, pour l'acquisition de différents types de biens et services, notamment les services de transport aérien, et d'actualiser en conséquence le Manuel des achats (par. 18).

Prie également le Secrétaire général de prendre des mesures pour que l'Organisation se conforme aux meilleures pratiques en matière de transparence des marchés publics, notamment en rendant publiques plus d'informations sur l'issue des opérations d'achat,

La MINUSCA emploie des vacataires et des travailleurs journaliers recrutés sur le plan local pour ses projets de construction. Elle participe également au renforcement des capacités de la main-d'œuvre locale, en lui fournissant les compétences requises pour de futures opportunités. Ainsi, elle a formé sa main-d'œuvre locale à l'installation d'un système solaire hybride à la base de soutien logistique de Bangui. Elle utilise beaucoup de matériaux de construction locaux, notamment le gravier, le sable et la latérite pour la fabrication de briques.

Les méthodes d'appel à la concurrence sont décrites au chapitre 6 (Appel à la concurrence) du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies, qui a été mis à jour en juin 2020, et plus particulièrement à la section 6.3 (Méthodes d'appel à la concurrence) ; on y trouve aussi des lignes directrices indiquant les circonstances dans lesquelles il convient de recourir à telle ou telle méthode. En particulier, l'appel d'offres est une méthode formelle normalement utilisée lorsque les besoins en biens et services : a) sont simples et directs ; b) peuvent être bien exprimés quantitativement et qualitativement au moment de l'appel à la concurrence ; c) peuvent être couverts de manière simple. L'invitation à soumissionner constitue une méthode formelle d'appel à la concurrence qui est utilisée pour l'achat de biens et de services lorsque les besoins ne peuvent pas être exprimés quantitativement et qualitativement (par exemple, des services de conseil ou similaires) au moment de l'appel à la concurrence, ou pour l'achat de biens ou de services complexes lorsque les besoins peuvent être satisfaits de diverses manières et qu'une évaluation basée sur une analyse cumulative et pondérée est donc la plus appropriée. Pour les marchés d'une valeur supérieure à 150 000 dollars, l'une des deux méthodes formelles d'appel à la concurrence (c'est-à-dire l'appel d'offres ou l'invitation à soumissionner) est utilisée (sauf dérogation à la procédure normale, conformément à la règle de gestion financière 105.16). Une invitation à soumissionner n'est nécessaire que pour les achats d'une valeur supérieure à 150 000 dollars, mais peut également être utilisée pour des achats de moindre valeur (inférieure ou égale à 150 000 dollars) si les besoins sont complexes ou si le responsable des achats le juge approprié.

Comme il est indiqué dans la version actualisée du Manuel des achats, la transparence signifie que toutes les informations relatives aux politiques, procédures, possibilités et processus en matière d'achat sont clairement définies, rendues publiques ou

y compris dans le domaine des services de transport aérien, afin d'accroître encore la transparence des opérations d'achat de l'Organisation, et d'actualiser en conséquence le Manuel des achats (par. 19).

Est consciente du rôle majeur joué par les acteurs régionaux et sous-régionaux dans les opérations de maintien de la paix et, à cet égard, encourage le Secrétaire général à continuer d'approfondir les partenariats, la coopération et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et ces acteurs conformément aux mandats définis et à faire figurer dans ses prochains rapports des informations sur l'approfondissement de ces relations (par. 20).

Souligne que les activités relatives aux programmes sont importantes pour l'exécution du mandat de la Mission, y compris sur le plan de la prévention et du règlement des conflits, et que toutes ces activités doivent être directement en rapport avec les mandats de la Mission (par. 21).

communiquées simultanément à toutes les parties intéressées. Un système transparent repose sur des mécanismes clairs afin de garantir le respect des règles établies (par exemple, spécifications impartiales, critères d'évaluation objectifs, dossiers d'appel à la concurrence normalisés, informations identiques fournies à toutes les parties et confidentialité des offres, etc.). Les informations concernant l'adjudication des marchés et les commandes de toutes les entités du Secrétariat en lien avec les méthodes d'appel à la concurrence sont désormais disponibles sur le site Web de la Division des achats et sur l'application mobile du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies. Les nouvelles informations communiquées par l'Organisation concernent notamment les méthodes d'appel à la concurrence utilisées, les possibilités de prolongation des contrats et le cœur de métier des fournisseurs.

La Mission et l'équipe de pays des Nations Unies continueront de travailler en étroite collaboration avec d'autres partenaires régionaux et sous-régionaux, dans un effort de coordination devant bénéficier aux élections en vue de redynamiser l'application de l'Accord de paix et de faire progresser l'action humanitaire. Ce renforcement de la coordination et des synergies avec les acteurs régionaux et l'équipe de pays des Nations Unies permettra à la Mission de s'acquitter plus efficacement de son mandat, notamment en ce qui concerne la revitalisation de l'Accord et l'appui aux grandes réformes des institutions de sécurité de la République centrafricaine. La MINUSCA s'est également rapprochée d'un ensemble d'acteurs régionaux, notamment l'Union africaine, la CEEAC et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, afin de trouver une issue à la crise qui a suivi la création de la Coalition des patriotes pour le changement et sa dénonciation de l'Accord. La Mission et les autres acteurs régionaux ont également aligné l'appui qu'ils fournissent sur la feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs afin de participer à la revitalisation de l'Accord.

Les activités relatives aux programmes entreprises par la MINUSCA sont toutes directement en rapport avec ses mandats et contribuent à la bonne exécution du mandat global de la Mission en République centrafricaine. Elles s'articulent autour d'éléments clés du mandat, notamment le désarmement, la démobilisation et la réintégration, les droits humains, l'appui à la Cour pénale spéciale, la réforme du

Prie le Secrétaire général de veiller à ce que la Mission ait la latitude voulue pour utiliser les fonds consacrés aux activités relatives aux programmes et à ce qu'elle rende compte de l'emploi qu'elle en fait, conformément aux directives applicables et compte tenu du contexte dans lequel elle évolue, et de faire figurer dans le prochain projet de budget et dans le rapport sur l'exécution du budget des renseignements détaillés sur les activités de la Mission relatives aux programmes, notamment sur la façon dont elles ont contribué à l'exécution des mandats, sur les liens existant entre les activités et les mandats, sur les entités de réalisation et sur la mise en place par la Mission des contrôles voulus (par. 22)

Réaffirme les dispositions de la section XVIII de sa résolution 61/276, considère toujours que les projets à effet rapide concourent notablement à la mise en œuvre des mandats de la Mission, souligne qu'il faut exécuter en temps voulu tous les projets de ce type dans le respect du principe de responsabilité et prie le Secrétaire général de renforcer l'effet de ces projets tout en s'attaquant aux problèmes sous-jacents (par. 23)

secteur de la sécurité, la réconciliation locale, le renforcement des institutions nationales et le rétablissement de l'autorité de l'État. Les activités relatives aux programmes sont essentielles pour la prévention et le règlement des conflits, et donc pour la réalisation des objectifs stratégiques de la Mission. Les activités relatives aux programmes proposées pour l'exercice 2022/23 comprennent, entre autres choses, des dispositions visant à favoriser une prise en main au niveau national, afin de mieux protéger les civils et d'améliorer le dialogue, la réconciliation et la résolution des conflits, y compris au niveau local, ainsi qu'un programme d'éducation politique, de négociation et de renforcement des capacités et des sessions d'atténuation des conflits dans les principales zones de tension intercommunautaires. Les activités relatives aux programmes visent également à soutenir certains éléments clés de l'Accord de paix dans les domaines de la justice transitionnelle, avec un appui spécifique à la Cour pénale spéciale et à la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation, deux éléments essentiels pour la résolution durable du conflit en République centrafricaine.

La Mission continue d'améliorer le suivi et l'évaluation s'agissant du financement des activités relatives aux programmes, ainsi que la communication de l'information et la responsabilité effective à cet égard, y compris en renforçant les systèmes de suivi et d'évaluation des programmes et de la communication de l'information financière, ainsi que de la coordination des financements. Le groupe exécutif chargé de la gestion des ressources prête par ailleurs son concours au contrôle des activités relatives aux programmes et de leur impact. On trouvera à la section II.I du présent rapport des informations détaillées sur les activités relatives aux programmes proposées pour l'exercice 2022/23.

Le rôle important des projets à effet rapide pour l'exécution du mandat de la Mission est confirmé par le fort taux d'utilisation des ressources financières pour l'exercice 2020/21 et les exercices précédents. L'exécution des projets en temps voulu et dans le respect du principe de responsabilité est hautement prioritaire pour les dirigeants de la Mission, puisque cela favorise des conditions propices à l'exécution effective du mandat de celle-ci. Cet objectif sera atteint grâce à l'application des recommandations formulées lors du dernier audit du Comité des commissaires aux comptes, notamment : a) faire en sorte que les différentes étapes de l'approbation et de l'exécution des projets à effet rapide soient saisies et

Rappelle que le recours aux consultants doit être limité au strict minimum et que l'Organisation doit mobiliser ses ressources internes pour les activités de base et les fonctions qui s'inscrivent dans la durée (par. 24)

Souligne qu'il importe, dans les situations d'insécurité, de donner la priorité à la sûreté et à la sécurité du personnel des Nations Unies ainsi qu'aux activités de protection des civils et demande que toutes les missions de maintien de la paix soient dotées de ressources suffisantes pour s'acquitter de leur mandat de manière efficace et efficiente, notamment lorsque celui-ci prévoit que la protection des civils soit assurée (par. 25).

Est consciente des problèmes de sécurité croissants auxquels fait face le personnel de maintien de la paix des Nations Unies, souligne de nouveau qu'il importe d'améliorer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et du personnel des missions d'une manière intégrée, notamment en intensifiant les activités de formation et

prises en charge dans une base de données, pour en permettre un suivi détaillé ; b) faire preuve de souplesse dans l'allocation des ressources financières aux différentes sections responsables de la mise en œuvre des projets, et permettre la réaffectation des ressources financières en fonction des résultats.

Pendant l'exercice 2022/23, la MINUSCA ne fera appel à des consultants externes que pour le strict minimum nécessaire à l'exécution du mandat. À cet égard, la Mission continuera de renforcer et de mobiliser ses compétences internes pour les activités de base ou les fonctions qui s'inscrivent dans la durée. Les ressources demandées au titre des consultants et des services de conseil pour l'exercice 2022/23 permettront à la Mission d'engager des consultants pour des tâches spécifiques limitées dans le temps et nécessitant une expertise spécifique dont son personnel ne dispose pas. Le recours à des consultants externes permettra également à la Mission de recevoir une évaluation équitable et impartiale d'un certain nombre de ses domaines de travail afin de mieux s'acquitter de son mandat.

La protection des civils et du personnel des Nations Unies est l'une des priorités du mandat de la MINUSCA. C'est pourquoi la Mission continuera de donner la priorité à l'amélioration des conditions de sécurité dans tout le pays et d'aider le Gouvernement à consolider sa présence dans les zones où la violence pourrait être réduite de manière significative, ainsi qu'à renforcer la protection des civils et du personnel des Nations Unies. Elle continuera de mettre en œuvre sa stratégie de protection des civils, notamment en déployant rapidement le personnel en tenue supplémentaire autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#), et continuera d'aider le Gouvernement à développer ses capacités et à prendre davantage en main la protection des civils.

La protection du personnel et des biens des Nations Unies restera une priorité pour la Mission et sera assurée conformément aux décisions de l'agent(e) habilité(e), en consultation avec l'équipe de gestion de la sécurité en ce qui concerne les procédures, la sécurité physique, la formation et l'équipement, et en faisant appel aux composantes militaire et de police pour qu'elles assurent la protection.

Afin d'intensifier les efforts visant à réduire les menaces pesant sur le personnel des Nations Unies, la MINUSCA a poursuivi l'application des recommandations formulées dans l'initiative « Action pour le maintien de la paix » afin d'améliorer la sécurité des soldats de la paix ; elle s'est notamment

Décision ou demande

de renforcement des capacités, en améliorant la planification de la protection des forces dans les camps des Nations Unies et en étoffant la capacité d'appréciation des situations, prie le Secrétaire général et les autorités des pays hôtes de s'acquitter des responsabilités qui leur incombent en vertu de ses résolutions et de celles du Conseil de sécurité pour ce qui est d'améliorer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et du personnel des missions des Nations Unies, prie le Secrétaire général de lui rendre compte de la question dans son prochain rapport et note avec satisfaction l'action que mènent les États Membres pour promouvoir la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix des Nations Unies (par. 26).

Redit sa préoccupation face au nombre élevé de postes vacants dans la composante civile, prie de nouveau le Secrétaire général de veiller à ce que ces postes soient pourvus rapidement, et le prie de passer en revue les postes qui sont vacants depuis 24 mois ou plus et de proposer, dans le prochain projet de budget, soit leur maintien, sur justification de leur utilité, soit leur suppression (par. 27).

Prie le Secrétaire général d'envisager, dans le cadre de l'établissement des projets de budget, de faire davantage appel à du personnel recruté sur le plan national, compte étant tenu du mandat et des besoins de la Force (par. 28).

Prie le Secrétaire général de continuer à s'efforcer de parvenir à une répartition géographique équitable au Secrétariat et de garantir une répartition géographique

Mesures prises

efforcée d'améliorer la performance opérationnelle et de s'acquitter plus efficacement de son devoir de protection en cas d'incident provoquant des traumatismes, des blessures ou des maladies, en fournissant des services de santé adéquats dans un environnement sûr et sécurisé, et en améliorant sa réactivité et sa capacité d'intervention, particulièrement en ce qui concerne l'évacuation des victimes. La Mission a également renforcé ses activités de plaidoyer auprès des autorités nationales en faveur de la ratification de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé afin de garantir l'application du principe de responsabilité et la fin de l'impunité.

La Mission a pris des mesures pour s'assurer que les postes vacants seraient pourvus rapidement et s'efforce de les pourvoir en recrutant des membres du personnel de missions en cours de fermeture ou ayant fait l'objet d'une réduction des effectifs. Elle a examiné, dans son tableau d'effectifs approuvé, les postes et les emplois qui étaient vacants depuis plus de 24 mois ; la raison de leur maintien figure dans les informations complémentaires au présent rapport. Il est suggéré dans le projet de budget de réaffecter deux postes, identifiés lors de l'examen, afin de les consacrer à des fonctions qui contribueront à une exécution plus efficace du mandat de la Mission.

La Mission continue de rencontrer des difficultés pour trouver les compétences et l'expertise requises sur le marché du travail local. Les avis de vacance de poste concernant du personnel recruté sur le plan national doivent souvent être publiés à plusieurs reprises avant de pouvoir trouver et recruter des candidats possédant les qualifications requises, ce qui entraîne des retards dans le processus de recrutement. Malgré ces difficultés, la Mission continuera de chercher à recruter du personnel national, lorsque les qualifications requises sont disponibles. En outre, la MINUSCA, par l'intermédiaire de la Cellule intégrée de formation du personnel de la mission, élaborera un plan à long terme pour déterminer les besoins en matière de renforcement des capacités de son personnel recruté sur le plan national et y répondre. Elle continuera de surveiller la situation sur le marché du travail local et envisagera de transformer des emplois soumis à recrutement international en emplois soumis à recrutement national à l'avenir si les conditions le permettent.

La MINUSCA continuera de s'employer à assurer une représentation géographique plus large et équitable au sein de son personnel. Au 31 décembre 2021, son

aussi large que possible dans tous les départements et bureaux et pour les postes de toutes les classes, y compris les postes de directeur et ceux de la catégorie des fonctionnaires de rang supérieur, et le prie d'en rendre compte dans son prochain rapport d'ensemble (par. 29).

Se déclare extrêmement préoccupée par les retards pris dans le règlement des demandes d'indemnité de décès ou d'invalidité et prie de nouveau le Secrétaire général de faire en sorte que les demandes soient réglées dans les meilleurs délais, jamais plus de trois mois après la date de présentation (par. 30)

Prend note de l'élaboration d'indicateurs d'impact dans le cadre du Système complet d'évaluation de la performance et, à cet égard, prie le Secrétaire général d'indiquer dans son prochain rapport les résultats obtenus au regard des tâches prescrites et l'impact de l'allocation des ressources sur ces résultats, mesurés à l'aune de ces indicateurs, et d'expliquer comment ceux-ci aideront à déterminer les ressources nécessaires à l'exécution des différentes tâches (par. 31)

Prie le Secrétaire général de fournir dans son prochain rapport un plan de mise en service du nouveau Système complet d'évaluation de la performance, assorti d'une analyse, portant notamment sur les liens qui existent entre le Système, la planification de la Mission et l'établissement du budget, afin de faciliter l'examen

personnel civil se composait de 635 membres du personnel recrutés sur le plan international (dont 49 emplois de temporaire autres que pour les réunions) représentant 95 pays ainsi que différents groupes régionaux.

Le Secrétariat donne la priorité au traitement des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité et met tout en œuvre pour que toutes ces demandes soient réglées dès que possible, mais au plus tard 90 jours après la date de soumission et après réception de toutes les pièces justificatives.

Le Système complet de planification et d'évaluation de la performance exploite des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des tâches prescrites à deux niveaux : a) les changements souhaités dans le comportement, l'attitude, les connaissances, la position ou les capacités des acteurs considérés comme essentiels à l'exécution du mandat de la Mission ; b) les changements souhaités au niveau stratégique, notamment l'amélioration des conditions de sécurité ou encore la signature ou l'application de l'accord de paix par les parties. Les données relatives à ces indicateurs servent à effectuer des évaluations approfondies de l'impact et de la performance de la Mission et à recenser les progrès accomplis et les obstacles rencontrés, y compris en dehors de la sphère d'influence de la Mission. Ces évaluations sont, à leur tour, utilisées pour orienter la planification des activités et pour affiner les produits et les indicateurs de succès de la Mission. Étant donné que les résultats issus du Système servent de plus en plus à la planification de la mission et à l'élaboration et des cadres de budgétisation axée sur les résultats, les indicateurs de performance et d'impact et les analyses axées sur les données seront exploitées de manière de plus en plus poussée dans l'élaboration des cadres de budgétisation axée sur les résultats. La MINUSCA s'est également inspirée des données et des analyses centralisées dans le Système pour établir son rapport sur l'exercice budgétaire 2020/21, ce qui lui a permis de montrer l'impact que les ressources avaient eu dans ses domaines d'activité.

La MINUSCA a achevé la mise en service du Système complet de planification et d'évaluation de la performance en juillet 2020. L'application du Système, qui fait appel à l'ensemble des compétences disponibles au sein de la Mission, est supervisée par le Groupe de la planification stratégique Bureau du (de la) Chef de cabinet. Le Système permet à la Mission

Décision ou demande

qu'elle consacrera aux ressources demandées pour le Système (par. 32)

Prend note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie environnementale pluriannuelle visant à réduire l'empreinte des opérations de maintien de la paix et prie le Secrétaire général de renforcer les mesures prises pour la mettre en œuvre dans toutes les missions de maintien de la paix, compte tenu des cinq piliers qui y sont énoncés et conformément aux mandats confiés par les organes délibérants, en fonction des conditions régnant sur le terrain et dans le plein respect des règles et règlements applicables, et de lui rendre compte de la question dans son prochain rapport d'ensemble (par. 33)

Prend note des recommandations du Comité consultatif sur l'utilisation de plateformes virtuelles et sur le recouvrement des coûts afférents au transport à bord d'appareils des Nations Unies de personnes autres que le personnel des Nations Unies, et demande instamment que, pour la mise en œuvre de ces recommandations, il soit tenu compte des circonstances propres à telle ou telle mission, sans compromettre l'exécution du mandat (par. 34)

Mesures prises

d'évaluer la planification et les résultats obtenus de façon régulière et intégrée, de façon à garantir une exécution coordonnée des tâches prescrites, tout en tirant parti de l'expérience acquise les années précédentes et en ajustant les activités en fonction de l'évolution de la situation. En 2022/23, la MINUSCA prévoit de procéder à deux évaluations de performance, selon ses besoins et l'évolution du contexte, et adaptera ses cadres de budgétisation axée sur les résultats et ses activités en fonction des évaluations menées.

Le Système complet de planification et d'évaluation de la performance a aidé la MINUSCA à améliorer la planification intégrée. Le recours aux données et aux analyses tirées du Système a permis de baser la prise de décisions, la communication et l'établissement de rapports sur des données concrètes. Les évaluations périodiques de la performance permettent à la MINUSCA d'adapter ses activités de manière plus régulière et coordonnée et de mieux cerner le niveau de ressources nécessaire pour mener des activités là où elles auront le plus d'effet.

La MINUSCA continuera de mettre en œuvre sa stratégie environnementale à travers ses cinq piliers afin de réduire son impact environnemental. En ce qui concerne le pilier Énergie, la Mission continuera d'installer des systèmes solaires photovoltaïques, de remplacer progressivement les lampes fluorescentes par des éclairages LED et d'acheter des climatiseurs à haut rendement énergétique. En ce qui concerne les déchets et les eaux usées, la Mission continuera d'entretenir 64 stations d'épuration qui sont pleinement opérationnelles dans l'ensemble de la Mission, ce qui lui permet de bien gérer les eaux usées et de réduire tout risque environnemental potentiel. Elle continuera également à entretenir et à exploiter la décharge municipale de Kolongo. Elle continuera par ailleurs de favoriser l'évolution des comportements au moyen de campagnes de sensibilisation aux questions environnementales et d'activités de formation pour son personnel.

La MINUSCA continuera d'utiliser les plateformes virtuelles lorsque c'est efficace. Elle recouvrera les coûts afférents au transport aérien de personnes autres que le personnel des Nations Unies, conformément à la politique et aux orientations relatives au recours aux moyens aériens des opérations de paix des Nations Unies pour le transport de passagers extérieurs à ces opérations, publiées le 12 janvier 2022. Le recouvrement des coûts n'entre pas en jeu lorsqu'il a été déterminé que le déplacement visait à appuyer

Prie le Secrétaire général de veiller à ce que le personnel des missions de maintien de la paix des Nations Unies ait les moyens d'assurer la supervision technique de l'utilisation des systèmes de drone aérien et d'aéronef sans pilote (par. 35).

Souligne l'importance du dispositif d'application du principe de responsabilité mis en place par le Secrétariat et prie le Secrétaire général de continuer de renforcer la gestion des risques, la transparence et les contrôles internes pour ce qui est des budgets des opérations de maintien de la paix afin de faciliter l'exécution des mandats, et de rendre compte de la question dans son prochain rapport (par. 36)

Souligne l'importance des priorités qui ont été fixées concernant les femmes et la paix et la sécurité, et considère que la mise en œuvre de ces priorités par la mission peut contribuer à l'instauration d'une paix durable et aider à trouver des solutions politiques pérennes (par. 38).

Se déclare préoccupée par les allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles signalées dans les missions de

l'exécution du mandat de la Mission. Les passagers n'appartenant pas Nations Unies dont le déplacement n'est ni nécessaire ni lié à l'exercice de fonctions officielles ou à l'exécution du mandat de la Mission ne sont pas autorisés à voyager dans les appareils des Nations Unies.

La MINUSCA assure la supervision technique de l'utilisation des technologies de systèmes de drone aérien et d'aéronef sans pilote. Le personnel responsable a reçu la formation nécessaire et possède les qualifications techniques requises.

La MINUSCA a renforcé son dispositif d'application du principe de responsabilité en regroupant la coordination des fonctions de gestion des risques et de mise en conformité avec les audits sous la responsabilité du (de la) Chef de cabinet. Le (la) Chef de cabinet supervise la planification, l'application des recommandations des audits de gestion des risques et le processus de la Commission d'enquête et continuera de travailler en étroite collaboration avec le Bureau du (de la) Directeur(trice) de l'appui à la mission pour mieux gérer l'exécution de son budget en coordination avec l'équipe de direction par l'intermédiaire du groupe exécutif chargé de la gestion des ressources.

La MINUSCA a renforcé les processus de contrôle budgétaire grâce à une surveillance accrue par le groupe exécutif chargé de la gestion des ressources, qui tient des réunions fréquentes, présidées par le (la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général, au sujet du contrôle budgétaire.

L'action de la Mission continuera d'être axée sur la promotion de la participation des femmes au processus de paix, dans l'optique d'une paix durable en République centrafricaine, en particulier leur participation au dialogue républicain proposé par le Président de la République centrafricaine.

Compte tenu des enseignements tirés des élections présidentielles et législatives de 2020 et 2021, la Mission favorisera également la participation des femmes aux élections locales de 2022 et 2023 par la mobilisation sociale et le renforcement de la sécurité. Afin de promouvoir l'accès des femmes victimes de conflits à la justice et à la réparation, la Mission continuera de renforcer les capacités des organisations de femmes de la société civile en République centrafricaine afin d'œuvrer à l'inclusion des violences sexuelles et fondées sur le genre dans les mécanismes de justice transitionnelle.

Il sera fait état, dans le rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir

Décision ou demande

maintien de la paix et prie le Secrétaire général de continuer d'appliquer la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles concernant l'ensemble du personnel civil, des contingents et des effectifs de police, et de lui rendre compte à ce sujet dans son prochain rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (par. 39).

Rappelle la résolution [2566 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité en date du 12 mars 2021, dans laquelle celui-ci a décidé d'augmenter l'effectif autorisé de la composante militaire et de la composante Police de la Mission, et prie le Secrétaire général de veiller à ce que les propositions qu'il a formulées dans le budget de la Mission au sujet de l'augmentation de l'effectif déployé s'inscrivent dans le droit fil du mandat confié à celle-ci (par. 40).

Rappelle également le paragraphe 44 du rapport du Comité consultatif et encourage le Secrétaire général à veiller à ce que les dépenses soient dûment qualifiées et catégorisées, notamment en ce qui concerne les voyages officiels et les activités de formation (par. 41).

Constate que la Mission joue un rôle essentiel dans la protection des civils, demande au Secrétaire général de continuer de se concerter avec les composantes de la Mission œuvrant à cette fin en vue de les aider à bien remplir les objectifs assignés à celle-ci, et souligne qu'il importe de veiller à ce que la Mission soit dotée de ressources suffisantes pour pouvoir s'acquitter effectivement et efficacement de son mandat de protection des civils, compte étant tenu de l'augmentation du nombre de membres du personnel en tenue déployés (par. 43).

Mesures prises

l'exploitation et les atteintes sexuelles, des mesures prises par les missions de maintien de la paix, dont la MINUSCA, pour donner suite aux demandes formulées.

La MINUSCA confirme que les ressources demandées dans ses budgets pour la période 2022/23 en lien avec le déploiement de personnel en tenue supplémentaire sont conformes à son mandat.

La Mission a renforcé les contrôles internes afin que les dépenses soient dûment qualifiées et catégorisées.

La protection des civils est l'une des priorités du mandat de la MINUSCA. La Mission continue d'adopter une approche globale pour lutter contre les nouvelles menaces qui pèsent sur les civils, telles que celles liées à l'utilisation d'engins explosifs, en établissant des mécanismes de coordination hebdomadaire pour la protection des civils sur les plans stratégique et tactique afin de permettre une interaction entre toutes les composantes de la Mission pour une action coordonnée et intégrée. Elle a par ailleurs élaboré une stratégie de protection des civils afin de guider toutes les composantes dans l'exercice effectif de leurs fonctions de protection des civils, conformément à son mandat et à la politique du Département des opérations de paix. Afin d'anticiper et de prévenir les attaques et les violations commises contre les civils, la Mission a déployé des équipes mixtes de protection de la population civile réunissant toutes les composantes dans les endroits où les civils risquaient d'être menacés, afin de désamorcer les tensions et de recommander des mesures à prendre. En étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et les autorités nationales, la Mission a renforcé ses capacités de protection des civils, privilégiant davantage la prévention et les interventions intégrées visant à anticiper les menaces physiques pesant sur eux. En outre, les accords de paix locaux et les efforts de médiation facilités par la MINUSCA ont été des

pièces essentielles du processus de paix national. Cette approche globale du mandat fondamental de protection des civils dont est investie la Mission a permis à celle-ci de faire face aux menaces existantes ou émergentes, de mieux protéger les populations et de réduire l'influence des groupes armés et les violences contre les civils dans les zones cibles. La Mission a bénéficié de l'amélioration des informations d'alerte précoce et de renseignement et de l'identification des risques émergents.

B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

([A/75/822/Add.7](#))

Compte tenu de la sous-utilisation des crédits au titre de 2020/21 et de la persistance probable des répercussions de la pandémie de COVID-19, le Comité consultatif estime que le montant des ressources demandées au titre des dépenses communes de personnel pour 2021/22 à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) n'est peut-être pas réaliste. Le Comité compte que d'autres éclaircissements seront apportés à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et que des justifications détaillées figureront dans le prochain projet de budget (par. 36)

Le Comité consultatif souscrit à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes. Il fait observer que la lettre d'attribution signée par la MINUSCA ne prévoit d'abattement qu'au cas où le taux de disponibilité inhérente des systèmes de drones tomberait sous la barre des 90 %, et pas au cas où ceux-ci seraient sous-utilisés. Le Comité recommande donc à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'évaluer la performance et l'utilisation des systèmes de drone aérien, de donner suite aux enseignements tirés de leur sous-utilisation, de revoir le contrat afin d'y incorporer une clause prévoyant un abattement pour sous-utilisation, et de faire le point de la question dans le prochain projet de budget (voir [A/75/822/Add.6](#), par. 35 ; [A/75/822/Add.8](#), par. 34) (par. 49)

Les restrictions mises en place en lien avec la pandémie de COVID-19 ont été progressivement levées. Les ressources demandées pour l'exercice 2022/23 supposent que la grande majorité des membres du personnel seront présents dans la zone de la mission et pourront bénéficier de leurs droits normalement. Cette hypothèse est étayée par l'évolution des dépenses réelles pour les dépenses communes de personnel au 31 décembre 2021.

Le déploiement de systèmes de drone aérien à la MINUSCA est conforme à la recommandation du Général de corps d'armée (à la retraite) Carlos Alberto dos Santos Cruz présentée dans le plan d'action visant à améliorer la sécurité du personnel du maintien de la paix, consistant à acheter systèmes de drone aérien tactiques nécessaires pour recueillir et transmettre des informations en vue d'une prise de décision adaptée. Compte tenu de la vaste zone qui doit être couverte par la force de la Mission, il est essentiel d'avoir de multiples systèmes drones aériens stationnés dans diverses parties du pays afin de mener simultanément des activités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance et d'améliorer la clarté et la substance des informations recueillies. Les renseignements sur les rassemblements armés, les mouvements et les barrages routiers, recueillis à l'aide de systèmes de drone aérien au cours d'opérations critiques, sont essentiels, en particulier autour des zones à végétation

dense de la République centrafricaine, dont l'infrastructure limitée pourrait aggraver les menaces posées par les engins explosifs et, par conséquent, les rendre inaccessibles aux patrouilles.

Les systèmes de drone aérien offrent des outils opérationnels et tactiques essentiels pour la force et réduisent les risques des opérations militaires sur le terrain. Ils sont en effet des multiplicateurs de force pour ce qui est d'assurer l'exécution efficace du mandat de la Mission en ce qui concerne la protection des civils, du personnel et des biens des Nations Unies. Compte tenu de la dégradation de la situation de sécurité en République centrafricaine depuis décembre 2020, qui a entraîné le décès de sept casques bleus, des systèmes de drone aérien efficaces viendront compléter le déploiement supplémentaire de personnel en tenue autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#).

La Mission est déterminée à atteindre son objectif prioritaire, à savoir protéger les civils de manière efficace. À cet égard, et en collaboration avec le Département de l'appui opérationnel, la MINUSCA étudie la possibilité d'acquérir des systèmes de drone aérien dans le cadre d'un contrat commercial, afin de couvrir l'ensemble du territoire de la République centrafricaine. Bien que le processus n'en soit qu'à un stade préliminaire, il devrait permettre de régler la question de la sous-utilisation des appareils, en prévoyant notamment la possibilité d'appliquer une déduction lorsque les appareils sont sous-utilisés, sans compromettre la capacité de la Mission à remplir son mandat de protection des civils.

Le Comité consultatif compte que des informations détaillées sur les activités relatives aux programmes, y compris sur l'appui fourni à la Cour pénale spéciale, seront présentées dans le prochain projet de budget (par. 53)

Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a noté avec une vive préoccupation la menace que la pandémie de COVID-19 représentait pour la vie, la santé et la sécurité et souligné qu'il importait d'assurer la sûreté, la sécurité et la santé du personnel de maintien de la paix, de maintenir la continuité de l'exécution des mandats essentiels, dont la protection des civils, de réduire au minimum le risque que les activités de l'opération contribuent à la propagation du virus et, selon les possibilités, d'aider les autorités nationales, si elles en faisaient la demande et dans le cadre des mandats prévus, à prendre des mesures pour lutter contre la COVID-19, en collaboration avec la coordonnatrice résidente ou le coordonnateur résident et

Les détails des activités de la Mission relatives aux programmes proposées pour l'exercice 2022/23 figurent à la section II.I du présent rapport, y compris les informations concernant l'appui à la Cour pénale spéciale, qui sont fournies au paragraphe 125 a).

Veuillez vous référer à la réponse fournie à la section V.A du présent rapport en ce qui concerne les paragraphes 13 à 15 de la résolution [75/298](#).

les entités des Nations Unies présentes dans le pays (voir résolution [74/284](#) de l'Assemblée générale, par. 15). Le Comité compte que des informations actualisées seront communiquées dans le prochain projet de budget (par. 58)

Le Comité consultatif sait que la MINUSCA opère dans un environnement extrêmement difficile et salue l'action que mène le personnel de la Mission en vue d'exécuter les activités prescrites. Le Comité rend hommage aux membres du personnel de la Mission qui ont perdu la vie au service de la paix. Le Comité rappelle que l'Assemblée générale est consciente des problèmes de sécurité croissants auxquels fait face le personnel de maintien de la paix des Nations Unies, qu'elle a réaffirmé sa volonté d'améliorer la sûreté et la sécurité du personnel de la Mission, notamment celles du personnel en tenue, et prié le Secrétaire général de renforcer encore les mesures prises à cet égard (ibid., par. 22). Il compte que des informations actualisées seront communiquées dans le prochain projet de budget (par. 60)

Le Comité consultatif compte que la Mission poursuivra ses efforts en matière de gestion de l'environnement et présentera, dans ses prochains projets de budget, davantage d'informations sur les progrès accomplis, notamment sur les résultats concrets obtenus et sur l'incidence de l'installation des systèmes hybrides photovoltaïque-diesel et d'autres mesures d'efficacité sur sa consommation d'énergie. Le Comité rappelle que l'Assemblée générale a pris note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie environnementale pluriannuelle visant à réduire l'empreinte des opérations de maintien de la paix et prié le Secrétaire général de renforcer les mesures prises pour la mettre en œuvre dans toutes les missions de maintien de la paix, compte tenu des cinq piliers qui y sont énoncés, en fonction des conditions régnant sur le terrain et dans le plein respect des règles et règlements applicables, et de lui rendre compte de la question dans son prochain rapport

Afin d'intensifier les efforts visant à réduire les menaces pesant sur le personnel des Nations Unies, la MINUSCA a continué d'appliquer les recommandations formulées dans l'initiative « Action pour le maintien de la paix » afin d'améliorer la sécurité des soldats de la paix ; elle s'est notamment efforcée d'améliorer la performance opérationnelle et de s'acquitter plus efficacement de son devoir de protection en cas d'incident provoquant des traumatismes, des blessures ou des maladies, en fournissant des services de santé adéquats dans un environnement sûr et sécurisé, et en améliorant sa réactivité et sa capacité d'intervention, particulièrement en ce qui concerne l'évacuation des victimes. La Mission a également renforcé ses activités de plaidoyer auprès des autorités nationales en faveur de la ratification de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé afin de garantir l'application du principe de responsabilité et la fin de l'impunité. L'élaboration de plans de défense des camps, d'exercices et d'entraînements visant à tester et à améliorer les plans de défense, en tirant parti des enseignements tirés de l'expérience, et la stricte application par les contingents des mécanismes et directives de protection de la force, ont été érigées au rang de priorités.

Veuillez vous référer à la réponse fournie à la section V.A du présent rapport en ce qui concerne le paragraphe 33 de la résolution [75/298](#).

*Demande ou recommandation**Mesures prises*

d'ensemble (voir résolution [74/284](#) de l'Assemblée générale, par. 17) (par. 62)

Annexe I

Définitions

A. Terminologie se rapportant aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines

La terminologie ci-après se rapporte aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines (voir la section I du présent rapport) :

- **Création de poste** : proposée lorsque des ressources supplémentaires sont nécessaires et qu'il est impossible de les prélever sur les effectifs d'autres bureaux ou d'assurer autrement l'exécution de certaines activités dans les limites des ressources existantes.
- **Réaffectation de poste** : proposée lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste initialement approuvé pour une fonction donnée aux fins de la réalisation d'autres activités prescrites prioritaires, sans rapport avec la fonction d'origine. Il peut y avoir un changement de lieu ou de bureau, mais pas de catégorie ou de classe.
- **Transfert de poste** : proposé lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste autorisé pour des fonctions comparables ou connexes dans un autre bureau.
- **Reclassement ou déclassement de poste** : proposé lorsqu'il est envisagé de changer la classe d'un poste, du fait que les attributions et responsabilités qui y sont attachées ont été sensiblement modifiées.
- **Suppression de poste** : proposée lorsqu'un poste autorisé n'est plus nécessaire ni à la réalisation des activités pour lesquelles il a été approuvé ni à celle d'autres activités prioritaires de la mission.
- **Transformation de poste** : trois cas de figure sont possibles :
 - Transformation d'un emploi de temporaire en poste : il s'agit de transformer en poste un emploi de temporaire, financé au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), du fait que les fonctions considérées ont un caractère continu.
 - Transformation d'un contrat de vacataire ou de louage de services en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer un contrat de vacataire ou de louage de services en poste d'agent recruté sur le plan national, compte tenu du caractère continu des fonctions considérées, conformément au paragraphe 11 de la section VIII de la résolution [59/296](#) de l'Assemblée générale.
 - Transformation d'un poste de fonctionnaire international en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer en poste d'agent recruté sur le plan national un poste d'agent recruté sur le plan international approuvé.

B. Terminologie se rapportant à l'analyse des variations

On trouve à la section III du présent rapport, pour chaque rubrique, une indication du facteur auquel la variation est principalement imputable, les facteurs types recensés étant classés dans les quatre grandes catégories ci-après :

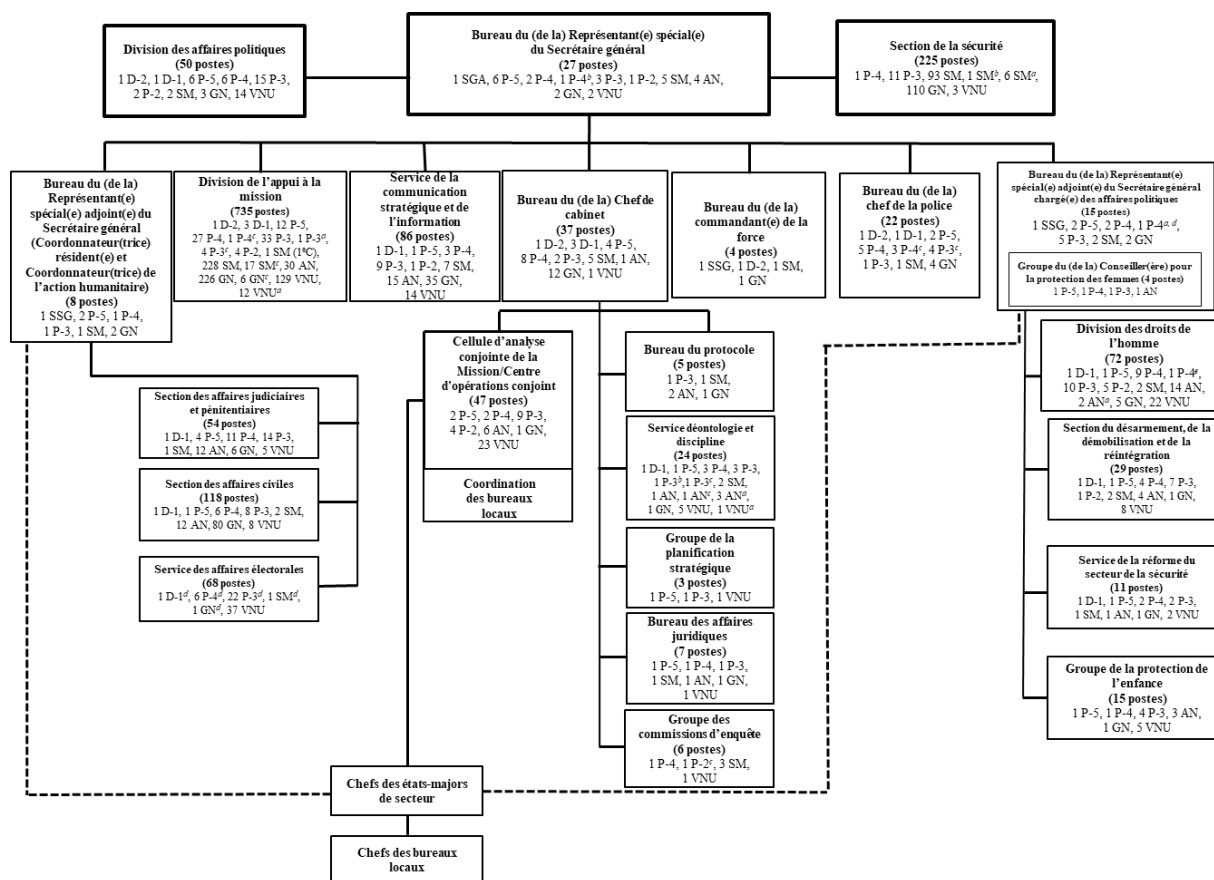
- **Mandat** : Variations liées à une modification de la portée ou de la nature du mandat ou à une révision des réalisations escomptées dans le cadre du mandat.

- **Facteurs externes** : Variations imputables à des acteurs extérieurs ou à des situations qui échappent au contrôle de l'Organisation.
- **Paramètres budgétaires** : Variations qui tiennent aux règles, directives et politiques de l'Organisation.
- **Gestion** : variations dues à des décisions de gestion destinées à permettre d'obtenir les résultats attendus avec plus d'efficacité (par exemple, révision des priorités ou ajout de produits) ou d'efficience (par exemple, réduction des effectifs ou des moyens nécessaires à l'exécution des produits, sans incidence sur les produits), ou liées à des problèmes apparus au stade de l'exécution (par exemple, sous-estimation du coût ou du volume des moyens nécessaires à l'exécution des produits, ou retards dans le recrutement).

Annexe II

Organigrammes

A. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine



Abréviations : AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; GN = agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national ; SGA = Secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SM (1^{re} C) = agent(e) du Service mobile (1^{re} classe) ; SSG = Sous-Secrétaire général(e) ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Création de poste.

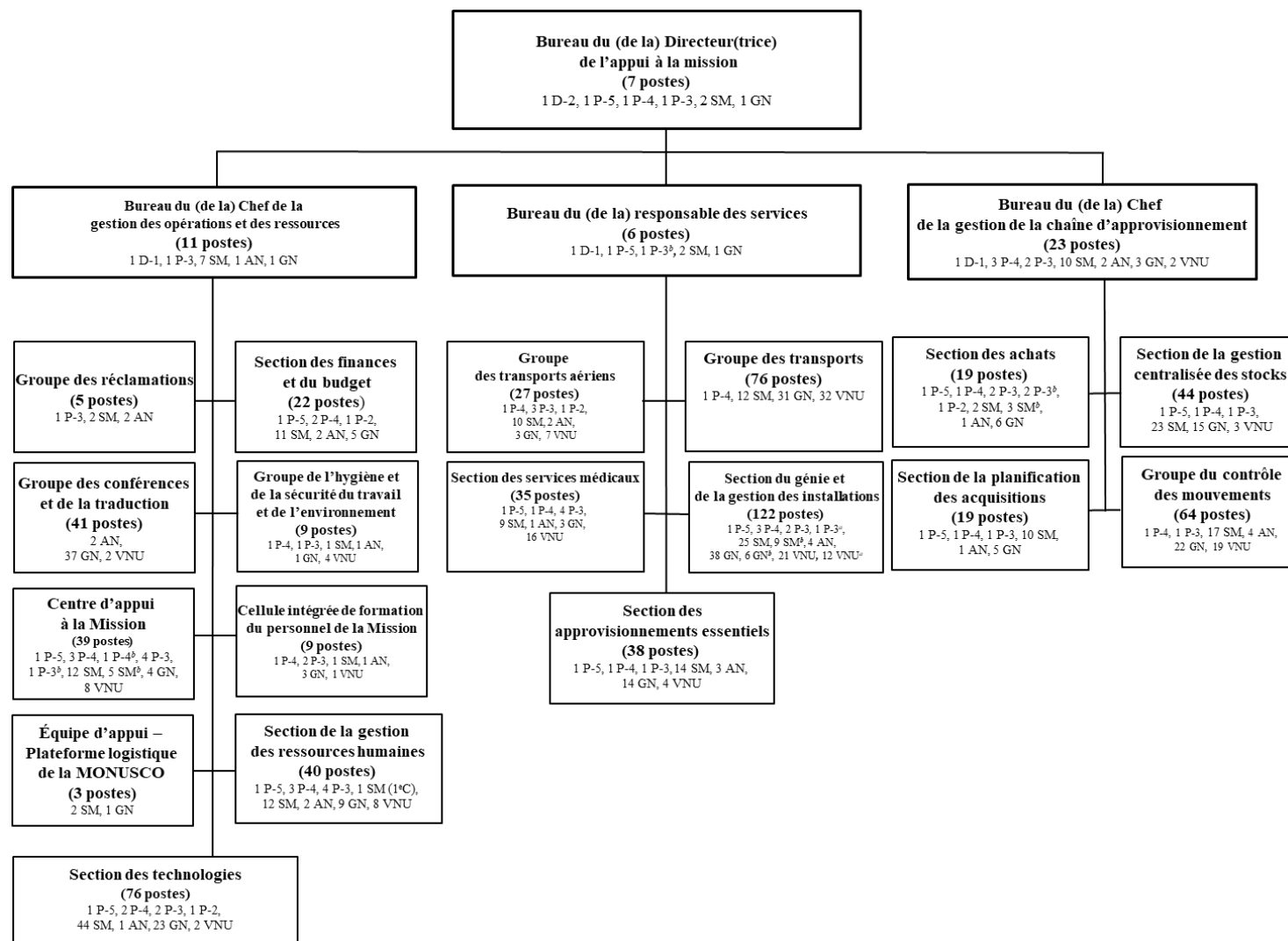
^b Réaffectation de poste.

^c Transformation de poste.

^d Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

^e Reclassement/déclassement de poste.

B. Division de l'appui à la mission



Abréviations : AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; GN = agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national ; SM = agent(e) du Service mobile ; SM (1^{re}C) = agent(e) du Service mobile (1^{re} classe) ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Création de poste.

^b Transformation de poste.

